

SLIMANE BEDRANI[*]

Préface

A l'heure où le pays découvre les dangers de la dépendance alimentaire et où les décideurs poursuivent, dans des conditions désormais plus difficiles, les projets visant à desserrer l'étau, le C.R.E.A.D. contribue à la réflexion en présentant, dans deux numéros successifs de sa revue, un ensemble d'analyses et de propositions méthodologiques visant à clarifier les rapports entre agriculture et alimentation.

Ceux-ci sont en effet moins évidents qu'il n'y paraît, dans notre pays comme dans l'ensemble du monde, à l'époque de la mondialisation des rapports économiques ; c'est pour cela que s'est constituée, dans les dernières années, une nouvelle discipline, l'économie agro-alimentaire, et de nouvelles approches, notamment l'approche par "filières" .

On tente ici de les présenter, de les évaluer et de les tester du point de vue de leur apport possible à l'élaboration d'une stratégie agro-alimentaire nationale, par l'étude de quelques problèmes précis.

L'originalité de cette contribution tient à ce qu'elle associe des chercheurs appartenant à des institutions différentes - INA, INES Agronomie de Blida, CREAD et qu'elle combine l'apport de spécialités différentes, économie, agronomie, sociologie.

Puisse cet apport, bien que modeste, contribuer à la clarification et à l'approfondissement d'une réflexion vitale pour notre avenir.

Notes

[*] Directeur du C.R.E.A.D

ABDELHAMID BENCHARIF

Présentation

Au cours des deux décennies consacrées au développement, les problèmes alimentaires et nutritionnels des pays en développement ont fait l'objet de nombreux travaux de recherche qui ont tenté d'expliquer, à travers différentes démarches, les divers aspects de l'alimentation.

L'expérience ainsi accumulée permet de mesurer l'ampleur, l'acuité, et la complexité de la question alimentaire ainsi que l'urgence des actions à entreprendre pour la résoudre.

Au cours de la décennie 1970, le "choc vivrier" s'est traduit par un changement d'attitude certain vis-à-vis de l'alimentation aussi bien dans la pratique qu'au niveau de la recherche. En effet, c'est à partir des années 1972-74 que l'alimentation apparaît de plus en plus comme une priorité majeure dans beaucoup de pays.

Parallèlement, de nombreux chercheurs ont commencé à s'interroger sur l'efficacité des politiques entreprises et sur la pertinence des problématiques théoriques utilisées.

L'aggravation de la situation alimentaire dans de nombreux pays interpelle la science économique qui ne semble pas avoir pris en charge totalement les nouvelles réalités.

L'économie agricole et rurale, dont l'objectif est d'expliquer la production agricole dans ses aspects quantitatifs et dans son cadre géographique, se trouve incapable de saisir le phénomène alimentaire dans toutes ses dimensions.

Certes, le développement agricole et rural doit être un axe fondamental et prioritaire dans la recherche d'une amélioration de la situation alimentaire. Cependant une vision strictement agricole, en réduisant la réalité alimentaire, aboutirait inéluctablement à des politiques sectorielles, ponctuelles et insuffisantes. En effet, si, d'un côté, le développement agricole ne peut être appréhendé que dans un champ plus large qui tienne compte de l'ensemble des activités en amont et en aval du secteur agricole, d'un autre côté, les phénomènes de sous-alimentation, de malnutrition et de dépendance alimentaire ne peuvent s'expliquer que par la logique des relations production agricole-transformation - distribution-consommation-marchés internationaux.

L'économie agro-alimentaire se donne, justement, comme objectif l'analyse du système alimentaire en vue de formuler des stratégies de l'alimentation.

L'analyse systémique vient ainsi pallier l'insuffisance des approches traditionnelles et permet d'appréhender l'alimentation dans toute sa complexité, à travers toutes les inter-relations et les mécanismes qui sous-tendent la régulation du système.

Dans la pratique, la notion de stratégie alimentaire a été adoptée par l'ensemble des instances internationales, et une quarantaine de pays ont déjà élaboré leur stratégie nationale. Cependant, au delà de l'unanimité constatée au niveau des définitions et des objectifs généraux, les stratégies effectivement formulées sont très diverses et divergent dans leur conception, leurs priorités, leur mise en oeuvre et leur degré de réalisation.

La notion de stratégie alimentaire ne constitue certainement pas une panacée ; elle risque même de suivre le chemin des désillusions emprunté par d'autres concepts aussi séduisants (modèle de développement auto-centré, développement rural intégré... etc), si toutes les conditions ne sont pas réunies pour sa conception et son application effective.

La formulation des stratégies alimentaires, leur mise en oeuvre et leur évaluation posent un grand nombre de questions importantes et restent un domaine propice à la réflexion en vue de l'action.

Notre ambition est d'apporter quelques éléments de réponse, des observations, et de stimuler la réflexion autour de la problématique alimentaire en Algérie.

Il s'agit de valoriser l'expérience concrète accumulée dans notre pays et d'en tirer des enseignements.

Il s'agit aussi de tenir compte des tentatives, des échecs et des réussites enregistrés dans d'autres pays. Il s'agit également de diffuser les connaissances, d'informer, de sensibiliser, et de mobiliser les potentialités du pays face à la crise actuelle.

Ces objectifs nous paraissent opportuns pour différentes raisons, étroitement liées :

– tout d'abord la conjoncture actuelle caractérisée par une chute des revenus provenant des hydrocarbures et par un niveau très élevé des importations alimentaires, impose une réflexion nouvelle sur les stratégies de riposte à la spirale de la dépendance alimentaire.

– ensuite, l'expérience a montré qu'il existe un besoin énorme en matière d'informations et d'analyses relatives à la connaissance du système alimentaire.

– enfin, en matière de recherche, le domaine agro-alimentaire est insuffisamment investi et le potentiel en chercheurs s'avère limité. En effet, depuis l'indépendance, le développement agricole et le développement rural ont fait l'objet d'un éventail assez large d'études et de recherches ; mais les transformations du système alimentaire n'ont attiré l'attention que d'un nombre restreint de chercheurs isolés,

spécialisés, et la bibliographie sur ce thème se réduit à quelques thèses le plus souvent soutenues à l'étranger. C'est dans cette optique que se situe notre réflexion et c'est pourquoi le CREAD consacre deux numéros de sa revue à l'analyse de l'économie agro-alimentaire.

Le présent numéro, regroupe cinq articles : le premier article examine les principaux courants de pensée qui ont permis l'émergence de l'économie agro-alimentaire en tant que nouvelle discipline. Dans les pays développés la formation de l'économie agro-alimentaire apparaît comme une conséquence directe des transformations des systèmes alimentaires, en relation avec le développement global ; alors que dans les pays en développement, l'approche intégrée de l'alimentation s'impose face à l'échec des approches traditionnelles et des politiques sectorielles menées jusqu'à présent. "L'économie du développement agro-alimentaire" doit répondre aux nouvelles questions posées par la mise en oeuvre des stratégies d'autosuffisance qui sont de plus en plus proclamées par les pays en développement.

La réflexion sur l'opportunité d'une approche intégrée de l'alimentation se poursuit par l'article de Mourad BOUKELLA qui propose l'approche systémique comme alternative à l'insuffisance de l'économie agricole et rurale. L'idée principale est que les analyses théoriques et empiriques centrées autour de l'agriculture et du développement rural sont réductrices de la réalité ; les approches de l'économie agro-alimentaire, plus fécondes, permettent de formuler de véritables stratégies alimentaires.

Mohamed BENFRID s'interroge, justement, sur la pertinence de l'analyse en terme de filière, approche privilégiée en économie agro-alimentaire. Afin de lever les ambiguïtés de cette approche, l'auteur présente une rétrospective sur sa genèse ainsi que ses différents usages en économie agro-alimentaire. Il apparaît que l'approche "filière" n'a pas de statut déterminé dans le champ conceptuel de l'économie, sa pertinence est fonction de l'utilisateur et du champ théorique dans lequel il s'inscrit.

Les deux articles suivants proposent une réflexion sur la dépendance alimentaire en Algérie et sur les moyens de la réduire. Le phénomène de la dépendance est abordé sous un angle assez original dans la mesure où les analyses insistent sur la relation entre le système productif et la sphère de consommation pour s'intéresser à l'articulation entre le degré de dépendance et les choix stratégiques. Dans cette optique, Fouad CHEHAT s'attache à démontrer la complexité du problème posé par la dépendance alimentaire et la nécessité de modifier les approches adoptées jusqu'à présent. La dépendance alimentaire est perçue comme la dimension la plus évidente d'une dépendance économique plus large. Une rupture de cette dépendance implique la définition d'une stratégie agro-alimentaire globale qui conditionne l'efficacité et la cohérence des actions entreprises et qui serait plus performante si elle était conçue dans un cadre régional tel que le Maghreb.

Claudine CHAULET s'appuie sur une analyse de la filière des productions animales pour démontrer que l'augmentation des productions s'est souvent accompagnée d'une aggravation de la dépendance caractérisée par un recours croissant aux inputs importés. L'auteur poursuit sa réflexion sur les moyens d'éviter la poursuite des tendances actuelles et propose une esquisse de stratégie qui accorde une place privilégiée aux choix technologiques et à la relation fondamentale entre l'agriculture et l'alimentation.

ABDELHAMID BENCHARIF [*]

Les objectifs de l'économie agro-alimentaire : analyse du système alimentaire et formulation de stratégies

Au cours des deux dernières décennies, le concept "agro-alimentaire" et les nombreuses terminologies [1] qui lui sont associées, se sont imposés dans les travaux des praticiens, les discours politiques, les débats des organisations internationales et ont été adoptés par les chercheurs et les théoriciens de l'analyse économique.

Les connaissances théoriques ont été progressivement enrichies par l'expérience accumulée en matière de conception, de mise en oeuvre et d'analyse des politiques alimentaires et nutritionnelles.

Actuellement, nous disposons d'une somme importante d'études et de recherches portant sur les divers aspects de l'alimentation.

Beaucoup de chercheurs [2] ont déjà tenté d'établir une synthèse des travaux de recherche qui relèvent du domaine de l'économie agro-alimentaire. Cependant, devant la multiplicité des thèmes abordés et la diversité des approches utilisées, il est pratiquement impossible d'élaborer un bilan systématique.

En effet, l'alimentation, considérée comme un "fait social total" concerne plusieurs secteurs économiques et intéresse différentes disciplines. Et, dans chaque domaine de recherche spécifique, les approches varient selon le pays considéré, sa forme d'organisation socio-économique et son niveau de développement.

La quasi-totalité des chercheurs reconnaissent la nécessité d'une approche multisectorielle et multidisciplinaire et s'accordent sur le fait que l'économie agro-alimentaire, en tant que discipline nouvelle, a permis beaucoup de progrès dans l'analyse de la réalité économique de plus en plus complexe.

Cependant, le champ, les objectifs, le contenu de l'économie agro-alimentaire et ses principaux concepts sont perçus de différentes façons ; la nature exacte de l'économie agro-alimentaire soulève certaines ambiguïtés. Les principales équivoques se situent au niveau de la définition des concepts qui peut varier selon les spécialistes ou les pays. Ces équivoques peuvent être facilement dissipées par une confrontation et une harmonisation des définitions. Mais beaucoup de confusions sont également dues à l'utilisation abusive des concepts et des terminologies, surtout depuis que la notion d'agro-alimentaire est en vogue.

Dans le cadre de cet article, il serait vain de vouloir présenter une analyse exhaustive des courants de pensée qui ont forgé l'économie agro-alimentaire, ou de prétendre lever toutes les ambiguïtés qui l'entourent. Une telle tentative ne pourrait être que réductrice d'une réalité complexe et hétérogène. Toutefois, un examen des tendances les plus significatives dans différents pays et à travers diverses spécialités nous permettra d'esquisser la nature et l'ampleur de l'économie agro-alimentaire et de préciser ses objectifs. Une telle rétrospective nous permettra, par la suite, de situer, dans ce vaste mouvement d'idées, notre réflexion sur les stratégies agricoles et alimentaires de l'Algérie.

I - La formation de l'économie agro-alimentaire dans les pays développés

1. 1. Transformations du système alimentaire et processus de développement

Dans l'ensemble des pays développés, la notion d'économie agro-alimentaire a pris naissance sous la pression de deux évolutions :

- la croissance de la demande alimentaire avec une orientation de la consommation vers les produits transformés.
- les mutations de l'appareil productif caractérisées par l'importance croissante de l'industrie de transformation et de la sphère de distribution.

L'émergence de l'économie agro-alimentaire apparaît comme une conséquence logique du processus de développement ; elle exprime l'intégration des secteurs qui participent à la production et à la consommation alimentaire, ainsi que le "déclin relatif" de la composante agricole[3]. En relation avec cette dynamique de développement, le processus de formation de l'économie agro-alimentaire en tant que discipline a été différent selon les pays.

Dans les pays occidentaux à économie de marché ; la plupart des chercheurs attribuent la naissance de l'économie agro-alimentaire aux américains DAVIS et GOLDBERG[4] qui ont été les premiers à utiliser l'approche systématique pour analyser les filières agro-alimentaires. Depuis, plusieurs travaux de recherche ont permis de développer différents types d'approches et de préciser la nature et l'objet de l'économie agro-alimentaire.

L'économie alimentaire est définie comme une discipline nouvelle qui "s'intéresse à la formation et à la répartition de la valeur dans l'ensemble du complexe agro-alimentaire. Ce complexe s'analyse en trois composantes fondamentales, correspondant à trois phases dans le processus de production agro-alimentaire : la production, la transformation, la distribution, et à trois sous secteurs socio-économiques fonctionnels : l'agriculture, les industries et la distribution agro-alimentaire..."[5].

L'économie agro-alimentaire envisage donc les différents secteurs qui constituent la "chaîne alimentaire" en tant que système unique et

complexe, intégré à l'économie nationale. Le système agro-alimentaire est alors défini comme étant l'ensemble des activités qui concourent à assurer la satisfaction des besoins alimentaires d'une population.

Bien que l'ensemble des chercheurs s'accordent sur la nécessité de cette approche systématique, sur le plan théorique, l'économie agro-alimentaire n'a pas toujours la même définition : la sphère de consommation et (ou) les industries en amont de la production agricole peuvent ne pas être retenues dans la définition de l'économie agro-alimentaire.

En outre, si le processus de transformation du système agro-alimentaire présente des tendances semblables dans l'ensemble des pays occidentaux, les rythmes, les niveaux de transformation et les mécanismes d'intégration agro-industrielle correspondants, diffèrent. D'une manière générale, dans tous les pays occidentaux, la dynamique de l'économie alimentaire est caractérisée par une domination de la sphère industrielle en amont et en aval de l'agriculture, mais les types de relations qui se sont développées entre l'agriculture et les autres secteurs varient d'un pays à un autre et se sont modifiées dans le temps.

Aux Etats-Unis où le processus de développement de l'économie alimentaire est le plus avancé, l'intégration agro-industrielle a été une conséquence directe de la stratégie des grandes firmes qui préfèrent contrôler les activités en amont de l'agriculture (engrais, pesticides, produits pharmaceutiques pour animaux...) et en aval de l'industrie alimentaire (distribution, restauration). Ainsi la plupart des grandes firmes agro-alimentaires ne s'intéressent pas à l'activité agricole, mais pratiquent des formes intermédiaires d'intégration de type contractuel qui leur permettent un contrôle technique de la production, une garantie des débouchés sans intervenir directement dans la production agricole. Cependant, dans certains cas, les firmes multinationales s'intéressent également à l'activité agricole [6].

En Europe occidentale, la forme d'intégration la plus ancienne et la plus répandue est certainement l'intégration verticale par les coopératives. Le mouvement coopératif, né au 19^e siècle, s'est considérablement développé après la 1^{ère} guerre mondiale, en réaction à la position de faiblesse des agriculteurs face à la puissance des entreprises privées.

Les coopératives agricoles, d'abord polyvalentes, se sont spécialisées soit dans l'approvisionnement pour faire face au pouvoir des fournisseurs, soit dans le domaine de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles afin d'assurer des débouchés et une meilleure rentabilité. Les formes de coopération ont évolué différemment dans les pays et selon le type de produit [7]. Le mouvement coopératif s'est particulièrement développé dans les pays scandinaves où existe une solide tradition de coopération [8].

Les contrats de production entre les agriculteurs et les firmes privées sont également courants en Europe ; dans ce cas les intérêts des agriculteurs sont défendus par les organisations agricoles.

Quels que soient la forme d'intégration et les liens qui apparaissent au sein du secteur agro-alimentaire, le processus de transmission de l'information tout au long de la filière agro-alimentaire est d'une importance capitale pour l'ensemble des agents. A cet égard, il est important de souligner que les premières études de filières ont d'abord été effectuées par des praticiens qui ont tenté d'analyser les mécanismes de l'intégration verticale ainsi que les circuits et les marchés agro-alimentaires afin d'élaborer des stratégies opérationnelles. C'est avec une décennie de retard que des chercheurs spécialisés[9] ont adopté l'approche intégrée de l'alimentation pour en préciser les concepts et les méthodes.

Parallèlement à ces recherches qui portent sur le système productif, l'économie alimentaire s'est enrichie de nombreux travaux sur les modèles de consommation et les politiques alimentaires.

Dans les pays socialistes, l'approche intégrée de l'alimentation s'est imposée face aux exigences sociales et techniques de la planification notamment :

- l'harmonisation des conditions de travail de l'agriculture avec l'industrie.
- l'organisation rationnelle de l'ensemble des activités qui concourent à des objectifs communs.
- le contrôle et l'évaluation du processus de régulation et de planification.

L'économie alimentaire des pays socialistes est caractérisée d'une part, par une spécialisation poussée par groupes de produits et, d'autre part par une intégration des activités agricoles et industrielles au sein de combinats et de complexes agro-industriels. Ce processus de spécialisation-intégration s'est réalisé par différentes voies et se trouve à des étapes différentes selon les pays.

En relation avec ces mutations organisationnelles, les chercheurs se sont intéressés aux problèmes complexes posés par la production intégrée et notamment aux formes d'organisation et de coordination aussi bien horizontales que verticales[10].

La forme la plus ancienne de la production intégrée est certainement le "combinat" Yougoslave qui regroupe sous la même direction l'ensemble des activités de la "chaîne alimentaire".

En URSS, le mouvement d'intégration a été relancé en 1960 ; de nombreux Kolkhozes ont été transformés en Sovkhozes et intégrés à des entreprises agro-industrielles. En Juin 1976 le Comité Central du PCUS a approuvé un programme portant sur "le développement de la spécialisation et de la concentration de la production agricole sur la base de la coopérative inter-entreprises et de l'intégration agro-industrielle". Plusieurs organes de gestion ont été mis en place à différents niveaux pour assurer la coordination intersectorielle. Les unions agro-industrielles[11] de district regroupent plusieurs entreprises indépendantes mais respectant un plan unique, sous la direction d'un organe collégial. L'union peut également regrouper des Sovkhozes

spécialisés et des unités de transformation, la direction est alors souvent confiée à l'industrie alimentaire qui est considérée comme entreprise "leader".

Le complexe agro-industriel est défini comme "l'ensemble des secteurs de l'économie nationale, dont les activités sont liées et traduisent la succession des divers stades technologiques et économiques de la production agricole, de la transformation en objets finis de consommation, et de leur distribution aux consommateurs" **[12]**.

La structure du complexe agro-industriel est alors caractérisée par deux niveaux principaux :

Le niveau de la production, comportant quatre secteurs :

- Le secteur de production
- Le secteur des services de production
- Le secteur de la commercialisation du produit fini
- Le secteur de l'infrastructure.

Au niveau de l'économie nationale, se situent les branches spécialisées dans la production agricole, la transformation, la commercialisation, et la fabrication des moyens de production.

Dans d'autres pays socialistes et, notamment en RDA, l'intégration est assurée par des relations contractuelles entre les différentes entreprises de la "chaîne alimentaire".

En RDA, les associations de coopératives spécialisées par groupes de produits permettent la mise en place d'organes chargés de l'organisation et de la coordination entre la production agricole, la transformation et la commercialisation. Les relations avec les industries en amont, les centres de formation et de recherche sont également prises en charge. Dans ces associations, les entreprises de transformation occupent une position clé.

"Ce sont les entreprises de réception et de transformation au premier degré qui ont la position clé dans les associations de coopération développée jusqu'à présent en RDA. Elles déterminent les capacités de production agricole..." **[13]**

Le même auteur définit l'économie alimentaire comme étant "un nouveau domaine de l'économie nationale qui comprend : la plus grande partie de la production agricole, les entreprises de réception et de transformation des produits agricoles, l'entrepôt (normal ou frigorifique), le commerce des denrées alimentaires (au détail et en gros), les établissements de restauration collective ainsi que les exportations et importations de produits agricoles et alimentaires".

La Hongrie présente des formes d'organisation analogues à celles de la RDA, bien que le processus d'intégration soit moins engagé à cause de la faiblesse de l'industrie alimentaire. A partir de 1975, les autorités hongroises ont décidé un certain nombre de mesures pour développer l'industrie alimentaire et favoriser l'intégration verticale ressentie comme

de plus en plus nécessaire. C'est également vers la même période que le gouvernement Bulgare avait envisagé de réorganiser l'ensemble de l'économie agro-alimentaire sur la base de grandes entreprises spécialisées par groupes de produits et totalement intégrées.

En définitive, quelle que soit la forme d'organisation adoptée, l'objectif visé par les pays socialistes est une intégration totale de l'économie agro-alimentaire[14].

1. 2. Stratégies, plans et politiques alimentaires dans les pays développés

Dans les pays socialistes, toute l'économie agro-alimentaire a été structurée de manière à répondre aux impératifs de la planification. La plupart des pays élaborent des "plans-alimentaires", des "programmes alimentaires" à moyen et à long terme, qui constituent des entités cohérentes et qui sont intégrés à la planification nationale.

En URSS le "programme alimentaire" pour les années 1980 a été adopté en Mai 1982[15]. Dans son rapport de présentation[16] L. BREJNEV résume l'approche retenue : "Le Bureau Politique du Comité Central du PCUS a estimé nécessaire d'élaborer un programme alimentaire spécial pour la période allant jusqu'en 1990. La préparation et la mise en oeuvre d'un tel programme constituent un pas fondamentalement nouveau dans le système de notre planification, dans la gestion de l'économie socialiste. ce programme présume l'approche d'ensemble, à objectifs, du problème alimentaire. La particularité la plus importante de cette approche consiste à coordonner tant le fonctionnement de l'agriculture que celui des branches de l'industrie, des transports et du commerce qui s'y rattachent, à subordonner toute leur activité à l'objectif final commun : la production de denrées alimentaires de qualité et leur acheminement jusqu'au consommateur".

Ce programme envisage une approche intégrée de l'alimentation et propose une série de mesures pour améliorer la gestion de l'ensemble du complexe agro-industriel national qui regroupe soixante secteurs. Plusieurs types d'organes d'études et de gestion ont été mis en place pour assurer la coordination entre les différents secteurs aussi bien à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale.

D'une manière générale, les systèmes de planification alimentaire pratiqués dans la plupart des pays de l'Europe de l'Est, présentent des caractéristiques fondamentales communs. Les dispositifs mis en place visent essentiellement :

- une intégration de toutes les activités qui relèvent de l'alimentation
- une spécialisation par groupes de produits
- une cohérence entre planification régionale, planification sectorielle et planification par objectifs.
- une distinction entre la gestion courante et la conception de la planification prospective à moyen et long terme
- la prédominance du secteur de l'industrie alimentaire dans le

Dans les pays occidentaux, l'application du concept "stratégie" au champ alimentaire apparaît comme étant étroitement liée à l'approche en termes de filière. GOLDBERG, en préconisant l'approche verticale soulignait déjà l'articulation filière - stratégie qui permettait de traiter "efficacement les occasions et les défis des économies alimentaires des Etats-Unis et du Monde" **[17]**.

Dans cette optique, la stratégie alimentaire consiste à surmonter les contradictions et les conflits entre les différents agents de la filière. Il s'agit d'assurer une régulation de la filière par des formes d'organisation et des mécanismes qui peuvent aller de la simple auto-régulation par le marché à une planification centralisée de l'ensemble de la filière ou à une intégration verticale.

Une stratégie de filière ne signifie pas automatiquement une intégration verticale. "Il n'est pas démontré à priori que cette stratégie d'intégration systématique soit redevenue la panacée. Au contraire, et sauf dans certaines activités où le problème stratégique majeur se situe au niveau de la sécurité des approvisionnements ou de la domination par l'appareil de distribution, on peut penser que d'autres orientations stratégiques doivent être envisagées..." **[18]**.

Sur le plan de l'analyse stratégique les filières apparaissent comme des "axes de cohérence privilégiés dans la réflexion en vue de l'action" **[18]**.

La démarche stratégique a d'abord été imposée par les praticiens et quelques chercheurs spécialisés avant d'être adoptée par les instances politiques.

En effet les pays occidentaux n'ont commencé à s'intéresser aux politiques et stratégies alimentaires que très récemment. La conception de politiques alimentaires intégrées constitue de plus en plus un thème d'intérêt pour l'ensemble des pays de l'OCDE. Ces dernières années, plusieurs documents ont été établis par le Secrétariat du Comité de l'Agriculture de l'OCDE. Ces travaux portent d'une part sur les politiques alimentaires des pays et, d'autre part, sur un approfondissement des travaux déjà entrepris en matière de filières agro-alimentaires.

Le rapport sur la "politique alimentaire **[19]**", publié en 1981, présente les changements qui sont intervenus dans l'économie alimentaire des pays membres et analyse les principaux problèmes posés par l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques alimentaires.

En préface, le rapport expose les principales raisons qui ont contribué à une nouvelle approche de la politique alimentaire : "Nous pensons qu'il est fondamental de remettre en question la conception traditionnelle de la politique alimentaire compte tenu d'une part de l'évolution du système alimentaire et des attitudes à l'égard de l'alimentation, des questions que l'on se pose souvent sur le bien-fondé des objectifs de cette politique, fussent-ils officiels, d'autre part, et enfin, compte tenu de la complexité croissante des inter-relations au niveau sectoriel national et international. Pour toutes ces raisons, il est nécessaire également de

remettre en cause la conception traditionnelle de la politique alimentaire et de demander qu'elle soit réétudiée dans un contexte plus large".

L'économie alimentaire est alors définie comme étant "un ensemble d'activités et de relations dont les interactions déterminent la nature, le volume, la méthode et l'objectif de la production alimentaire. L'économie alimentaire constitue un sous-groupe de l'économie globale nationale et internationale. Cette gamme d'activités comporte un ensemble complexe d'opérations et de transformations des facteurs de production dont l'objectif final est de fournir aux consommateurs des denrées alimentaires. Les activités qu'englobe l'économie alimentaire peuvent également être évoquées sous les termes de "système alimentaire", de "filière alimentaire", ou de "secteur alimentaire", expressions qui sont plus ou moins synonymes entre elles[20].

Cependant, dans la pratique, l'expression "politique alimentaire" a eu des significations différentes qui étaient fonction de l'ordre des priorités défini par les gouvernements à différentes époques. La notion de "politique alimentaire" s'est modifiée au cours du temps et diffère selon les pays.

Sur la base de ces considérations, le rapport présente la nouvelle conception de la politique alimentaire telle qu'elle est perçue par les pays-membres : "l'expression politique alimentaire se définit comme une stratégie équilibrée des pouvoirs publics qui tient compte des interrelations qui existent au sein du secteur alimentaire et entre ce secteur et le reste de l'économie nationale et internationale". Selon l'interprétation retenue ici, la mise en oeuvre de cette stratégie présente cinq caractéristiques essentielles :

- elle concerne le système alimentaire dans son ensemble ;
- elle reconnaît que la filière agro-alimentaire constitue un système et que des liens de plus en plus nombreux unissent le secteur alimentaire au reste de l'économie nationale et internationale ;
- elle tient compte du fait que la poursuite des divers objectifs possibles implique généralement des choix ;
- elle prend explicitement en considération les intérêts de divers groupes lors du processus de prise des décisions ;
- elle admet qu'au sein de la politique alimentaire, l'ordre des priorités diffère selon les pays et se modifie au cours du temps.

II - L'émergence de l'économie agro-alimentaire dans les pays en développement

L'économie agricole et alimentaire des pays en développement est caractérisée par l'hétérogénéité des situations concrètes, la diversité des politiques mises en oeuvre et la multiplicité des approches théoriques.

2. 1. Hétérogénéité des situations et diversité des approches

L'approche intégrée de l'alimentation a été l'oeuvre :

- soit d'agronomes et de nutritionnistes praticiens
- soit de chercheurs économistes des pays développés qui ont adapté la démarche systémique.

L'économie du développement a formulé un grand nombre d'analyses qui intéressent l'agriculture et l'alimentation ; cependant de par leur nature globale et générale, les théories du développement ne retiennent pas dans leur champ d'analyse les mécanismes concrets qui relient l'agriculture à la consommation alimentaire.

Par ailleurs, les agro-économistes et les économistes ruraux des pays en développement sont restés attachés aux approches agricoles et rurales. Ces dernières années, sous la pression des faits, certains travaux ont tenté de mettre en relation directe le secteur agricole avec les objectifs de satisfaction des besoins et de dépendance alimentaire, mais les analyses qui examinent le fonctionnement de l'appareil agro-alimentaire dans son ensemble demeurent fort rares.

Cependant, les orientations de la recherche, sa qualité et ses résultats sont variables d'un pays à un autre et selon les différentes spécialités. Ainsi la réflexion est certainement beaucoup plus avancée en Amérique Latine et en Inde.

Mais, d'une manière générale, force est de constater que la recherche dans les pays en développement accuse un retard aussi bien sur les praticiens que sur les chercheurs des pays développés.

L'approche intégrée de l'alimentation s'est surtout imposée dans la pratique et notamment à travers de nombreux travaux et conférences menés sous l'égide des organisations internationales.

En effet, les leçons tirées des deux "décennies des Nations-Unies pour le développement" ont permis de comprendre que les politiques sectorielles traditionnelles étaient incapables de répondre aux problèmes alimentaires et nutritionnels des pays en voie de développement. En matière de production, les politiques agricoles basées uniquement sur la recherche d'une intensification ne tenaient pas compte de l'impact nutritionnel que pouvaient avoir les projets de développement agricole et se sont avérées, de ce fait, insuffisantes. On pensait que les projets mis en oeuvre dans le domaine agricole allaient tout naturellement résoudre les problèmes alimentaires et nutritionnels. L'exemple de la Révolution Verte est devenu courant et significatif; la Révolution Verte a contribué à accélérer le taux de croissance de la production agricole dans certains pays, mais elle a eu également beaucoup d'effets négatifs dans la mesure où elle n'a privilégié que les grandes exploitations et n'a profité qu'à une fraction restreinte de la population. Il est certain que la plupart des petits paysans et des paysans sans terre ont été affectés défavorablement et que leur situation nutritionnelle ne s'est guère améliorée.

D'un autre côté, les politiques nutritionnelles consistaient essentiellement à évaluer le niveau des apports nutritionnels susceptibles de satisfaire les besoins nutritionnels à l'échelle nationale et de fixer les objectifs de

production en fonction de ces besoins. Dans ce domaine, l'expérience a également montré que l'augmentation des approvisionnements ne permettait pas toujours une amélioration sensible de l'état nutritionnel des couches les plus défavorisées. En effet, dans les pays en développement, la situation alimentaire est caractérisée par une grande inégalité de la répartition des disponibilités alimentaires ; on estime généralement que 20 % de la population situés au bas de l'échelle des revenus ont un apport énergétique inférieur à la moitié de celui des 10 % en haut de l'échelle.

Au cours des deux dernières décennies, certains gouvernements ont mis en place, avec l'aide d'organisations internationales, des "programmes de nutrition appliquée". Il s'agissait essentiellement d'actions intégrées et coordonnées menées au niveau d'un village au bénéfice des groupes vulnérables. C'est une "action éducative coordonnée des services d'agriculture, de santé, d'éducation et de tout autre service intéressé à relever le niveau nutritionnel des populations locales, notamment des mères et des enfants dans les zones rurales..."

[21].

Cependant, dans la pratique, ces programmes sont souvent restés limités à des actions thérapeutiques ou à des mesures d'enrichissement des aliments. Néanmoins la mise en oeuvre et l'évaluation de ces programmes ont permis d'accumuler une expérience importante en matière de planification alimentaire et de coordination des principales structures concernées [22].

A la suite des nutritionnistes, les agronomes et les économistes ont adopté l'approche intégrée de l'alimentation à travers diverses démarches.

Deux tendances méritent d'être signalées ;

– le passage de l'analyse du secteur agricole (ASA) à la planification alimentaire et nutritionnelle : plusieurs chercheurs qui s'occupaient de modèles de développement agricole, ont progressivement intégré les modes de consommation, la nutrition, et par la suite l'ensemble des activités en aval de l'agriculture.

– l'intérêt croissant porté à l'industrie de transformation et aux relations agriculture-industrie : beaucoup d'études ont souligné la nécessaire intégration de la production agricole et de la transformation ainsi que la commercialisation. Dans cette optique, un document du Secrétariat de l'ONUDI [23] présente une structure globale de la filière agro-industrielle qui distingue six (06) niveaux :

- la production végétale
- le stockage, la transformation initiale des matières premières, l'alimentation des animaux
- l'élevage.
- La seconde transformation
- L'emballage des produits agro-industriels
- La commercialisation des produits.

Beaucoup d'agro-économistes des pays développés ont également orienté leurs recherches[24] vers les problèmes agro-alimentaires des pays du Tiers-Monde.

Dans les pays du Tiers-Monde, la recherche en matière d'alimentation est certainement plus diffuse et plus désordonnée. Le cloisonnement, et la faiblesse de la recherche sont particulièrement perceptibles en Afrique où les économistes sont restés attachés aux thèmes agraires et les nutritionnistes ne quittent que rarement leur "chapelle". En Amérique Latine où la recherche est quantitativement plus importante, l'approche intégrée de l'alimentation a suivi différentes voies. Des chercheurs[25] de différentes spécialités se sont attelés, très tôt, aux problèmes alimentaires et nutritionnels.

Josué de Castro a été le pionnier et a ouvert "des horizons nouveaux à la connaissance scientifique de ce problème... il a établi les principes et les fondements d'une nouvelle méthode d'analyse du phénomène alimentaire,..."[26].

En effet l'auteur avait mis en relief les limites des approches partielles et proposait une véritable approche intégrée de l'alimentation : "un des problèmes majeurs à un vaste projet de solution rationnelle du problème de l'alimentation des peuples réside précisément dans la méconnaissance du phénomène dans son ensemble, complexe de manifestations à la fois biologiques, économiques et sociales. La majeure partie des études scientifiques ne sont que des études partielles et ne donnent qu'une vision unilatérale du problème... Devant cet état de choses, nous avons résolu de nous attaquer à ce problème dans une perspective nouvelle, de nous placer sur un plan différent, afin d'obtenir une vision d'ensemble... où nous verrons se détacher de manière plus compréhensible les liaisons, les influences et les connexions entre les multiples facteurs qui interfèrent dans les manifestations du phénomène de la faim".

"Cette dramatique situation alimentaire... au Brésil, impose la nécessité immédiate d'une politique alimentaire plus efficace au lieu de palliatifs tendant à colmater des brèches ..." [27]. A la suite de JOSUE DE CASTRO, beaucoup de nutritionnistes ont adopté des approches socio-économiques pour expliquer la malnutrition. Par ailleurs les économistes s'intéressent de plus en plus à l'intégration agro-industrielle et au système alimentaire mondial sans doute, à cause de la pénétration massive des firmes multinationales et ses conséquences sur l'agriculture et l'alimentation des différents pays latino-américains. Plusieurs chercheurs et praticiens ont également orienté leurs travaux vers les mécanismes de coordination et la mise en oeuvre concrète de la planification. Cette dernière orientation, plus opérationnelle, est certainement motivée par le fait que beaucoup de pays ont mis en place des dispositifs plus ou moins complexes pour assurer la conception et la mise en oeuvre de stratégies et politiques alimentaires.

Il faut cependant souligner que si beaucoup de chercheurs latino-américains ont été les précurseurs dans leur domaine de réflexion,

certaines se revendiquent des courants de pensée nés dans les pays développés.

2. 2. Stratégies, plans et politiques alimentaires dans les pays en développement

En réalité, l'approche intégrée de l'alimentation est apparue, dès le début des années 1950, à travers les enquêtes et travaux de nutritionnistes. "Il est regrettable de constater qu'il a fallu attendre 1974 pour voir le monde entier prendre soudain conscience de l'ampleur de la malnutrition... Depuis 20 ans nous, nutritionnistes, le clamons à la face du monde sans écho. Si les politiciens se décidaient enfin à accorder à la bataille contre la malnutrition la place qu'elle mérite dans leurs plans d'action, un grand pas en avant serait certainement fait" [28].

En Afrique, les premières ébauches de politiques alimentaires ont été élaborées par les nutritionnistes [29] qui ont pris l'initiative d'élargir le spectre des enquêtes nutritionnelles aux données socio-économiques afin d'esquisser des plans alimentaires et nutritionnels.

Dès 1957, la neuvième session de la Conférence de la FAO avait recommandé de tenir compte des besoins nutritionnels dans l'élaboration de politiques alimentaires. Depuis, plusieurs réunions et conférences [30] ont permis de mieux préciser la définition des politiques alimentaires et nutritionnelles.

Depuis la crise alimentaire de 1973 qui a démontré l'échec des politiques traditionnelles, les praticiens et les responsables politiques ont été amenés à reconsidérer la nature du problème alimentaire et nutritionnel et à modifier leur attitude à l'égard de la place accordée à l'alimentation dans les programmes de développement. C'est ainsi que les "politiques alimentaires et nutritionnelles" et les "stratégies alimentaires" sont devenues une préoccupation permanente et prioritaire dans les Etats concernés et au sein des débats des organisations internationales spécialisées.

Les politiques alimentaires et nutritionnelles sont alors définies dans une optique de plus en plus large et dans un cadre multisectoriel, dépassant la dimension des anciennes politiques agricoles et rurales. Lors d'une réunion inter-agence des organismes des Nations-Unies [31], tenue en 1973, la définition suivante a été retenue.

"La politique alimentaire et nutritionnelle est un ensemble cohérent de principes, d'objectifs, de priorités et de décisions adoptés par l'Etat et appliqués par ses institutions, dans le cadre d'un plan de développement national pour assurer à toute la population, dans un délai donné, l'alimentation et les conditions sociales, culturelles et économiques indispensables à une nutrition convenable et au bien-être".

En novembre 1974, la Conférence Mondiale de l'Alimentation avait demandé aux gouvernements de "formuler des plans et politiques alimentaires et nutritionnels concertés visant à améliorer les modes de

consommation dans leur planification socio-économique et agricole...
[32].

Elle a également recommandé aux organismes des Nations-Unies de préparer "un avant projet en vue d'aider les gouvernements à dresser des plans alimentaires et nutritionnels intersectoriels..." [33].

C'est dans cette optique que fut créé le Conseil Mondial de l'Alimentation (CMA) dont l'objectif était de concevoir une stratégie de l'alimentation articulée autour de trois grandes orientations :

- une organisation des stocks céréaliers
- une augmentation de la production alimentaire
- une amélioration de l'état nutritionnel des populations.

A partir de l'année 1974, les agences du système des Nations-Unies concernées directement ou indirectement par l'alimentation et/ou la nutrition ont multiplié leurs activités (études, conseils, formation...) en matières de politiques et de stratégies alimentaires. La FAO et l'OMS ont également publié une série de travaux élaborés par des nutritionnistes [34] de divers nationalités, qui ont développé les bases conceptuelles ainsi que les méthodes d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques alimentaires et nutritionnelles.

Par ailleurs, dans les pays développés, un grand nombre d'institutions [35] ont été mises en place pour prendre en charge la recherche en matière d'alimentation dans les pays en développement.

C'est également au cours de la décennie 1970 que les objectifs alimentaires et nutritionnels ont commencé à être intégrés au niveau des orientations stratégiques des pays en développement. L'amélioration de la ration alimentaire moyenne, l'état nutritionnel des couches les plus défavorisées, ainsi que la diminution de la dépendance alimentaire sont de plus en plus inclus dans les plans de développement. Cependant, dans la pratique, les objectifs prévus ont rarement été atteints.

C'est à partir de l'année 1979 que la notion de stratégie alimentaire s'est effectivement imposée dans les pays en développement notamment les pays africains. Plusieurs consultations régionales et réunions internationales organisées par le CM ont permis de mieux préciser la notion de "stratégie alimentaire" qui fut adoptée par la Conférence d'Ottawa (1979). C'est à partir de la même année que l'approche stratégique de l'alimentation a émergé au sein des instances africaines.

L'objectif du Plan d'Action de Lagos (PAL) était "d'obtenir une amélioration immédiate de la situation alimentaire et d'établir une base afin de parvenir à l'autosuffisance en ce qui concerne les céréales, les produits de l'élevage et de la pêche..." A cet effet, le PAL prévoit un large éventail de mesures qui concernent l'ensemble de l'économie agro-alimentaire et demande aux institutions internationales concernées d'organiser des "missions d'étude des stratégies" en matière d'agriculture et d'alimentation. Par la suite, la Conférence au Sommet de l'OUA [37] a adopté les mesures concrètes issues du Plan de Lagos

et présentées dans un rapport qui insiste sur la formulation de stratégies alimentaires. "Il conviendrait donc d'élaborer et d'appliquer des stratégies et des politiques alimentaires efficaces dans le cadre d'un effort global... Si cet effort n'était pas déployé, les recommandations contenues dans le présent document ne pourraient pas constituer une stratégie appropriée pour éliminer la famine et la faim en Afrique".

A partir de l'année 1980, plusieurs instances internationales préconisent et/ou soutiennent la mise en place des stratégies alimentaires ; parallèlement à la FAO et au CMA, il convient de citer la Banque Mondiale et la C.E.E. Les stratégies alimentaires apparaissent également au niveau de l'assistance bilatérale de beaucoup de pays (France, Pays-Bas, Canada,...)

En France, le dispositif de recherche adopté en 1982 a retenu un programme [38] spécifique à la recherche dans les pays du Tiers-Monde. Ce programme s'articule autour de dix axes de recherche parmi lesquels un sous-programme "Politiques alimentaires" et un sous-programme "filières et technologies alimentaires et agro-industrielles" occupent une place prioritaire.

Au cours de ces dernières années, les stratégies alimentaires ont rallié le consensus des instances internationales et de plusieurs pays en développement ; une quarantaine de pays ont déjà formulé leur stratégie alimentaire. Il est généralement admis que la stratégie alimentaire est une voie privilégiée pour atteindre un meilleur degré d'autosuffisance grâce à une démarche qui permet la cohérence, l'intégration et la synergie des actions jusque là isolées.

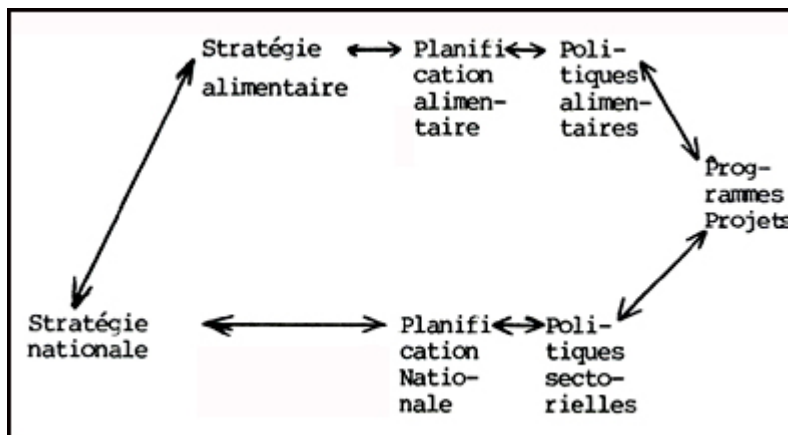
Cependant l'unanimité faite autour de la définition des objectifs généraux des stratégies alimentaires ne doit pas cacher la diversité des stratégies effectivement formulées et les divergences quant à leurs conceptions et les priorités retenues.

Il est vrai que la démarche stratégique est particulièrement appropriée aux nécessités des pays en développement où elle caractérise un changement d'attitude certain vis-à-vis de l'alimentation. Traditionnellement, l'amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle a toujours été considérée comme un résultat "automatique" du processus de développement et les problèmes alimentaires n'étaient pas pris en charge directement par la planification nationale. Les stratégies alimentaires marquent l'urgence et le degré de priorité accordés à l'alimentation, car d'une part elles font appel à la responsabilité directe des Etats et, d'autre part, elles distinguent la planification alimentaire en tant que "processus spécifique" qui devra être intégré à la planification globale.

Dans la pratique, la démarche stratégique se traduit par des modifications des priorités, des circuits et des procédures de la planification.

L'articulation habituelle :

Stratégie nationale ↔ Planification nationale ↔ Politiques sectorielles ↔ Programmes-projets doit s'appuyer sur les orientations de la stratégies alimentaire et sur la cohérence des politiques alimentaires :



La finalité recherchée est de mobiliser toutes les politiques sectorielles autour des objectifs alimentaires et d'intégrer toutes les "fonctions" alimentaires relevant de secteurs isolés en vue d'aboutir à des programmes concrets, cohérents, et surtout d'assurer, à priori, toutes les conditions de leur faisabilité.

Les tentatives de mise en oeuvre des stratégies alimentaires menées ces dernières années ont soulevé un grand nombre d'interrogations aussi bien d'ordre pratique que d'ordre théorique. En effet, cette démarche nouvelle a été imposée surtout par des praticiens qui, insatisfaits par les politiques économiques traditionnelles, ont préconisé des problématiques différentes non traitées jusque là par les sciences économiques classiques.

La conception et la mise en oeuvre des stratégies doivent être prises en charge par l'économie agro-alimentaire qui, grâce à l'approche systémique qui la sous-tend permet d'une part de concilier et de coordonner les politiques sectorielles et, d'autre part d'établir la liaison entre les problématiques théoriques et les politiques concrètes.

2. 3. Le champ et les objectifs de l'économie agro-alimentaire

L'évolution des connaissances en matière d'alimentation, nous montre que des approches différentes ont souvent permis l'émergence de méthodologies semblables et, inversement, les mêmes concepts ont pu être à l'origine de plusieurs méthodologies. La formation de l'économie agro-alimentaire se situe au confluent de plusieurs problématiques théoriques et approches opérationnelles inspirées par des réalités socio-économiques différentes et, visant des objectifs différents.

Les stratégies alimentaires formulées en Afrique, bien que fondées sur une analyse de l'ensemble des activités qui concourent à l'alimentation, ne se réfèrent pas à l'approche systémique et n'utilisent pas ses

concepts ni sa démarche. Elles ne procèdent pas non plus de plans alimentaires des pays de l'Europe de l'Est où les dispositifs mis en place permettent une intégration totale du complexe alimentaire.

Cependant, quelle que soit la terminologie utilisée, toutes les démarches s'appuient, en réalité, sur l'analyse du système agro-alimentaire et cherchent à assurer la cohérence de ses différentes composantes ainsi que sa régulation.

Dans les pays capitalistes développés, l'économie agro-alimentaire s'est formée en relation avec le redéploiement du système agro-alimentaire au sein de l'économie globale ; elle s'intéresse en priorité à la répartition des charges commerciales, aux phénomènes de concurrence, de concentration et de pouvoir le long de la "chaîne alimentaire" ; la régulation du système est assurée essentiellement par les mécanismes du marché.

En Afrique, les stratégies alimentaires ont été élargies à des pays à faible revenu où le secteur agricole occupe une place importante dans l'économie nationale et où l'autoconsommation reste prépondérante.

Les objectifs recherchés sont donc axés sur la réduction de la malnutrition et de la dépendance alimentaire. Le développement agricole et rural et le "secteur" de la nutrition constituent les aspects fondamentaux de l'économie agro-alimentaire, et la régulation s'appuie souvent sur une tentative de planification étatique.

Entre ces deux modèles extrêmes, il existe une grande diversité des situations selon les pays et au sein d'un même pays, selon les filières, les régions et les catégories de populations. Dans la pratique, les stratégies alimentaires sont gérées de différentes façons en fonction du niveau de développement de chaque pays, de ses ressources et de ses orientations politiques. En outre, dans chaque pays, l'urbanisation rapide s'est accompagné d'un accroissement de la consommation de produits transformés en partie importés, et a remodelé les circuits de distribution. Entre l'autoconsommation et l'approvisionnement des grandes villes, se juxtaposent des filières très hétérogènes.

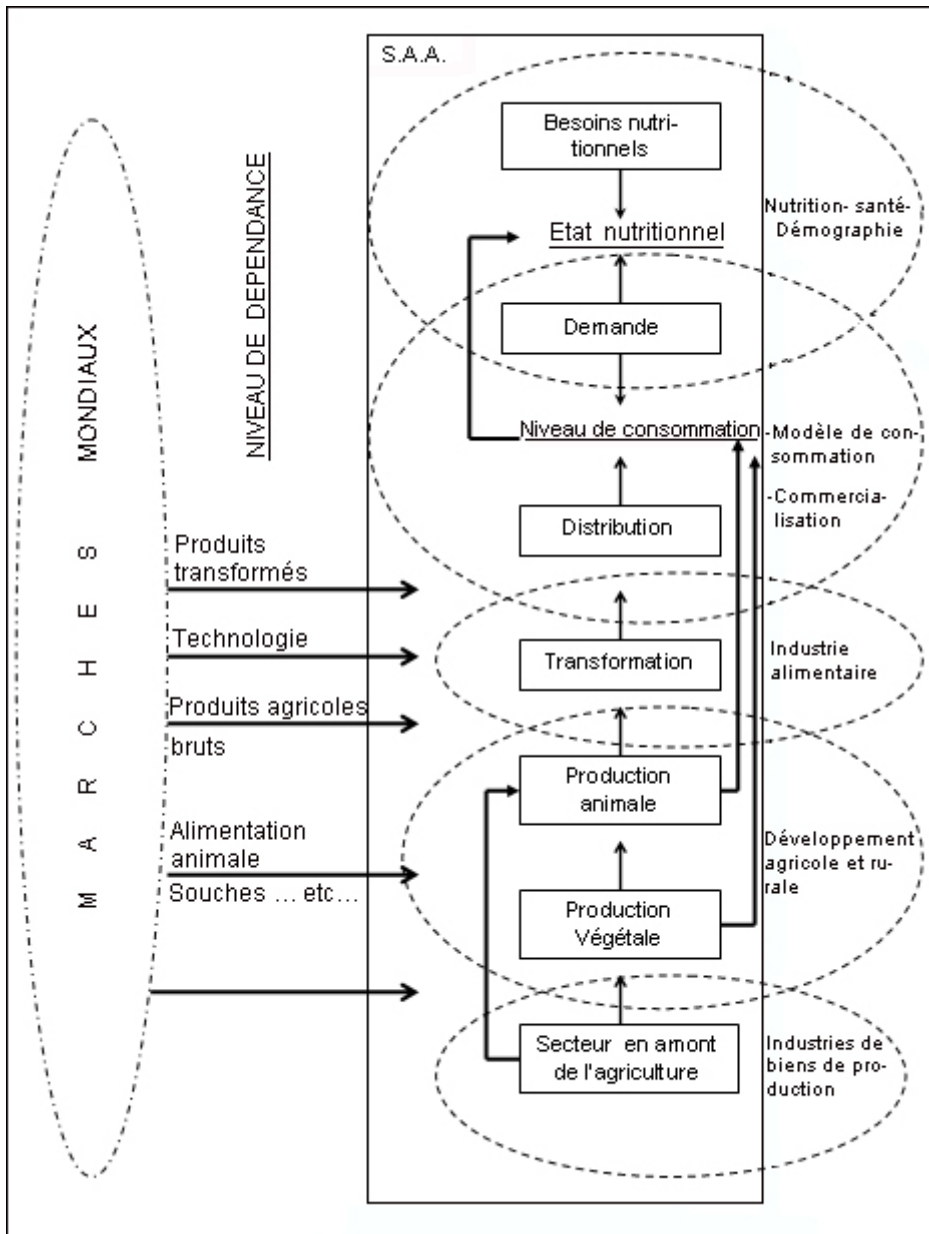
L'économie agro-alimentaire en tant que branche doit prendre en charge l'ensemble des situations concrètes dans leur complexité et leur hétérogénéité. Il faudrait pour cela, que son champ recouvre l'ensemble du système agro-alimentaire et que son contenu rassemble les différentes approches et méthodes d'analyse. La définition de l'économie agro-alimentaire doit alors être élargie à toutes les composantes du système agro-alimentaire et intégrer les fonctions alimentaires de tous les secteurs socio-économiques.

Dans cette optique, les industries en amont, le secteur extérieur, la sphère de consommation et la nutrition qui sont souvent exclus de la définition de l'économie agro-alimentaire, doivent y être inclus. En effet, dans les pays en développement, la demande alimentaire constitue un élément fondamental de l'économie agro-alimentaire, aussi bien dans les pays à bas revenu où toute politique alimentaire doit viser la

réduction de la malnutrition, que dans les pays à haut revenu où la dynamique rapide de la consommation engendre des transformations structurelles du système agro-alimentaire. Les échanges avec l'extérieur occupent également une place importante en relation avec les phénomènes de dépendance.

En définitive le champ de l'économie alimentaire repose sur une définition élargie du système agro-alimentaire et peut être esquissé par le schéma suivant :

Champ de l'économie agro-alimentaire au sein de l'économie globale



Le système agro-alimentaire regroupe huit composantes correspondant aux principales phases du processus alimentaire et intéresse six secteurs socio-économiques présentant différentes fonctions alimentaires :

- la production des intrants
- la production agricole (végétale et animale)
- la transformation
- la commercialisation
- la nutrition et la santé } (la demande)
- les échanges extérieurs

Dans la pratique, ces fonctions peuvent être réunies ou éclatées selon l'organisation des Ministères opérationnels.

Sur cette base, plusieurs types d'analyses peuvent être menées aussi bien au niveau macro-économique qu'au niveau micro-économique :

- l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle d'une population qui met en relation causale les facteurs socio-économiques, la consommation, la nutrition, la santé et le développement
- l'analyse de la place et du rôle de l'alimentation au sein de l'économie nationale
- l'analyse du système alimentaire dans son ensemble ou par filière.
- la formulation, l'évaluation des stratégies et des politiques alimentaires et leur intégration dans le cadre de la planification nationale
- la réflexion sur les dispositifs technico-administratifs et les mécanismes de coordination liés à la mise en oeuvre des stratégies.
- l'analyse des politiques alimentaires en relation avec les marchés internationaux.

Toutes les approches sont interdépendantes puisque liées, en fait, au système alimentaire global qui peut être analysé dans son ensemble ou faire l'objet soit d'un découpage horizontal qui permet de détailler les différentes phases de l'offre et de la demande alimentaires, soit d'un découpage vertical qui distingue les groupes de produits et les produits pour analyser les filières.

Dans cette optique, la situation alimentaire et nutritionnelle d'une population et la dépendance alimentaire sont analysées dans le cadre du système agro-alimentaire global et sont considérées comme un "état d'équilibre" résultant des interactions entre toutes les composantes du système. L'ajustement offre-demande-besoins repose sur la combinaison de multiples facteurs qui sont appréhendés par des types d'analyses différents et dont l'influence est plus ou moins déterminante. Tous ces facteurs peuvent être analysés comme des contraintes qui s'exercent à tous les niveaux du système agro-alimentaire et à différents degrés selon les conditions écologiques et socio-économiques de chaque pays.

Les stratégies alimentaires doivent viser l'ajustement entre l'offre et la demande alimentaires à un niveau souhaitable, compatible avec, à la fois :

- la satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels pour tous les groupes de population
- et la minimisation de la dépendance alimentaire. Il s'agit alors de fixer comme objectif un "état d'équilibre" souhaitable et d'analyser les

données dans un cadre prospectif afin de définir les orientations

nationales, les priorités sectorielles et de proposer les alternatives visant à améliorer la situation initiale.

A ce niveau macro-économique et multisectoriel toute stratégie alimentaire doit être intégrée à la planification nationale et doit assurer les arbitrages entre l'ensemble des partenaires sociaux et concilier les objectifs sectoriels. En effet, si les analyses quantitatives fiables sont nécessaires, elles ne sauraient à elles seules fournir une appréciation objective de la réalité, surtout quand on s'intéresse aux deux aspects particuliers de développement rural et de consommation alimentaire.

L'élaboration d'une stratégie alimentaire nécessitera donc au préalable une analyse du système alimentaire en tant que formation économique et sociale.

En définitive, les objectifs de l'économie agro-alimentaire, en tant que branche peuvent s'articuler autour de deux axes :

- l'analyse de l'ensemble du système agro-alimentaire dans sa dynamique historique, en relation avec l'économie nationale et internationale
- la formulation des stratégies alimentaires opérationnelles en vue d'assurer la régulation de ce système et d'évaluer la mise en oeuvre des politiques concrètes qui en découlent.

Ainsi définie l'économie agro-alimentaire apporte une vision nouvelle du champ alimentaire grâce à un redécoupage de la réalité socio-économique et à un redéploiement des disciplines classiques. La démarche fonctionnelle qui intègre l'ensemble des fonctions alimentaires des différents secteurs se substitue aux approches sectorielles traditionnelles.

Sur le plan théorique, l'économie alimentaire n'est pas une simple juxtaposition de plusieurs disciplines mais bien un champ d'étude spécifique. Elle se présente comme une intégration, un renforcement, un mutuel enrichissement des connaissances issues de différentes disciplines.

En privilégiant un éclairage thématique qui efface les divisions sectorielles, l'économie agro-alimentaire veut saisir l'ensemble du système alimentaire dans sa cohérence ; elle ambitionne de dépasser la dichotomie entre le niveau macro-économique et le niveau micro-économique et d'assurer le passage de l'économie pure à l'économie appliquée.

Dans les pays en développement, l'économie agro-alimentaire a émergé face à l'échec des politiques traditionnelles et en réaction au cloisonnement des disciplines classiques. Elle doit donc répondre à une demande sociale et prendre en charge des problématiques issues de la pratique et non traitées par les théories dominantes.

Le développement de l'économie agro-alimentaire s'impose à la fois dans la pratique par la volonté politique de mettre en oeuvre de nouvelles stratégies et par le désir exprimé par les praticiens de

disposer d'un cadre d'analyse adéquat; au niveau de la recherche appliquée par le besoin d'utiliser des approches et des méthodes mieux adaptées à l'observation de la réalité ; au niveau de la théorie par le souci des chercheurs de préciser l'objet de cette nouvelle branche, son statut, ses relations avec les autres disciplines, à partir de l'analyse des systèmes et des comportements.

Malgré tout l'intérêt porté à la question alimentaire et la prolifération de travaux relatifs à ses différents aspects, la recherche en matière d'économie agro-alimentaire demeure parcellaire et ne répond pas toujours totalement aux préoccupations concrètes des pays en développement.

L'économie agro-alimentaire, discipline en cours de formation, constitue un champ de recherche très propice à la recherche, champ qui doit être exploré en vue de préciser les problématiques, de systématiser les méthodes d'analyse et les résultats, et d'offrir ainsi un cadre de réflexion, et de soutien à la mise en oeuvre des politiques alimentaires concrètes.

Notes

[*] Maître-Assistant à l'I.N.E.S. Agronomie de Blida
Chercheur-Associé au CREAD.

[1] Economie, système, filière, complexe, sphère... agro-alimentaires, stratégies, planification, politiques... agro-alimentaires, ou plus simplement alimentaires.

[2] Parmi les nombreux travaux de ce type, on peut citer :
 – M. Calvo : Connaissance du système de l'alimentation des peuples, proposition d'un canevas des théories normalisées servant à l'introduction de son étude, TEDES, Paris, 1975.
 – D. Miller et M. Soranna : Répertoire des organismes traitant des questions alimentaires, Science and Technology Press, Guilford, Royaume-Uni, 1982.
 – M. Kings : Notes bibliographiques sur les stratégies alimentaires en méditerranée, CIHEAM PUBLISUD, 1985.
 – G. Ghersi et J. L. Rastouin : Firmes multinationales et systèmes agro-alimentaires dans les pays en voie de développement - Etude bibliographique, OCDE, Paris, 1981.

[3] "Les Economistes agricoles se sont intéressés au déclin relatif de l'agriculture au sein de l'économie globale mais en réalité, ce déclin revêt un triple aspect : l'agriculture décline dans la nation, au sein de l'économie agro-alimentaire, et même au sein de la production de la branche agricole puisque les consommations intermédiaires augmentent plus rapidement que la valeur

ajoutée par l'agriculture". L. MALASSIS. "Economie Agricole, Agro-Alimentaire et rurale", Economie rurale n°131, 1979, p. 5.

[4] À partir de 1952, l'Université de Harvard de Boston a mis en place un enseignement intitulé "Agriculture and Business". Les travaux de DAVIS et GOLDBERG ont permis l'émergence du concept "agri-business" :

– DAVIS et GOLDBERG : "A concept of Agri-business", 1957

– GOLDBERG : "Agri-business coordination, a system approach to the wheat, soybean, and Florida Oranges economics", 1968.

[5] L. MALASSIS : "L'économie agro-alimentaire : Note sur quelques travaux récents", Académie d'Agriculture de France, 14 Mai 1975.

[6] Par exemple au Brésil, dans la zone amazonienne où des firmes multinationales ont procédé à des achats massifs de terres afin de pratiquer du ranching. On peut également citer UNILEVER, la plus puissante firme agro-alimentaire, dont le développement a été basé sur une intégration totale des activités agricoles et industrielles.

[7] L'intégration par les coopératives s'est particulièrement développé pour :

– les productions animales, notamment les élevages "hors sol" où les cycles biologiques requièrent une planification rigoureuse du processus de production.

– les cultures industrielles, surtout la betterave sucrière

– les légumes et fruits destinés à la conserverie.

[8] En Norvège 87 % de la production agricole passe par les coopératives, en Suède plus de 80 %. En Finlande, les coopératives traitent 96 % du lait et 70 % des animaux abattus. Au Danemark leur part est supérieure à 90 % pour le porc, 87 % pour le lait, 60 % du boeuf et 58 % des oeufs.

Source : D. King : "L'intégration verticale en Europe de l'Ouest", Economie rurale, n° 132, 1979.

[9] Surtout des agro-économistes et quelques économistes ruraux.

[10] "La réalisation des aspects positifs de l'intégration agro-industrielle... est déterminée dans une grande mesure par l'application rationnelle des formes économiques et d'organisation. C'est pourquoi les efforts des établissements scientifiques de l'Académie des Sciences de l'URSS, de l'Académie Nationale des Sciences Agricoles de Lénine, des Ministères et des Départements, ainsi que ceux des Organes

Administratives, du Parti et des Soviets se sont appliqués à leur élaboration et à leur perfectionnement" Professeur Y. A. TIKHONOV Académie Nationale des Sciences Agricoles, Economie Rurale, n° 132, 1979.

[11] "En 1983, le pays comptait 3 105 unions agro-industrielles de district regroupant quelques 100 000 entreprises et organisations dont 52 000 exploitations agricoles, 7 500 entreprises industrielles, 23 000 entreprises fournissant des services aux Kolkhozes et aux Sovkhozes, 8 000 entreprises de construction, 2 600 coopératives de consommation... etc."

V. A. MARTYNOV - Institut d'Economie Mondiale et des Relations Internationales - in Revue Internationale des Sciences Sociales n° 105, 1985.

[12] Y. A. TIKHONOV, déjà cité.

[13] W. SCHMIDT - Professeur titulaire de la chaire d'économie alimentaire et l'industrie alimentaire - Université Humbolt - Berlin - Document ronéotypé - 1972.

[14] Notre but n'est pas d'évaluer les formes d'intégration qui ont, par ailleurs, leurs limites ; mais de mettre en relief les dispositifs mis en place pour assurer une coordination verticale indispensable en économie planifiée. Concernant l'analyse du secteur agro-alimentaire en Europe de l'Est, les travaux de A. POULIQUEN (INRA - Montpellier) constituent de très bonnes références.

[15] Le programme alimentaire a été approuvé par la séance plénière du Comité Central du PCUS, le 24 Mai 1982.

[16] La Pravda du 25 Mai 1982.

[17] R. GOLDBERG "Agribusiness coordination", Harvard, 1968.

– SAOULYCHIZKY : Analyse et stratégies de filière, une approche nouvelle en agro-alimentaire - in Analyse de filière - Economica - Paris, 1985.

[18] R. PEREZ : "Introduction méthodologique sur l'articulation filières - stratégies" ; Economie industrielle Problématique et méthodologie, Economica, Paris, 1983.

[19] "La politique alimentaire", OCDE, Paris, 1981.

[20] Au lieu de "système alimentaire" ou "filière alimentaire" on peut aussi dire "système agro-alimentaire" ou "filière agro-alimentaire".

[21] Définition du comité-mixte OMS/FISE-FAO/FISE.

[22] M. C. LATHAM : Planification et évaluation des programmes de nutrition appliquée, FAO, ROME, 1972.

[23] "Integrated agro-industrie contribution and the present world food shortage", Vienne 1974.

[24] Notamment en matière d'analyse des filières agro-alimentaires et des échanges internationaux.

[25] Notamment JOSUE DE CASTRO qui a produit des travaux d'excellente qualité dès les années 1930. Dans ses différents ouvrages, l'auteur présente une bibliographie riche et variée, relative aux auteurs latino-américains. "Géographie de la faim", publiée pour la première fois en France en 1949 (Ed. Ouvrières), a eu un très large écho.

[26] JOSUE DE CASTRO : "Géographie de la faim", Editions du Seuil, 1972 note de l'éditeur.

[27] "Géographie de la faim", pages 15, 16, et 299.

[28] Marcel GANZIN, Directeur de la division des politiques alimentaires et de la nutrition - 1975.

[29] Parallèlement à JOSUE DE CASTRO déjà cité, les nutritionnistes anglais ont eu le mérite d'être les premiers à mener des enquêtes de consommation en Afrique. Parmi les nutritionnistes français, il convient de citer :

- J. PERISSE qui a effectué un important travail sur "l'Alimentation des populations rurales au Togo" (1954/58)
- M. AUTRET et M. GANZIN qui ont dirigé un cours FAO-OMS à Marseille de 1952 à 1955 : "nutrition et alimentation tropicale", FAO, ROME, 1957, 3 tomes.

[30] Réunions techniques de Bangkok (1960) ; de Genève (1961) Conférences de Douala (1961), la Napoule (1962), Gardone (1963).

[31] Réunion consultative interinstitutionnelle FAO/OMS OPS/UNESCO/FISE/CEPAL sur les politiques alimentaires et nutritionnelles nationales dans les Amériques ; Santiago, Chili, Mars 1973.

[32] Résolution V, première recommandation.

[33] Résolution V, deuxième recommandation.

[34] Parmi les nutritionnistes qui ont oeuvré à la promotion de l'approche intégrée des politiques alimentaires et nutritionnelles, il convient de citer :

- J. L. JOY : Department of Nutritional Services.
- P. R. PAYNE : Department of Human Nutrition - London

– G. H. BEATON : Ecole d'Hygiène, Université de Toronto -
Département de Nutrition.

Ainsi que M. PINES, A. BERG, J. HOPKINS, etc...

[35] À partir de 1975, ont été créés plusieurs instituts, réseaux, unités de recherches... consacrés aux problèmes alimentaires des pays en développement. Parmi ces nombreuses institutions, on peut citer : l'IFPRI ; l'IFDI ; "Systèmes alimentaires et Société" Programme de l'UNRISD ; le "Réseau stratégies alimentaires" ; l'unité de Recherche "Maîtrise de la sécurité alimentaire" de l'ORSTOM ...Etc.

[36] "Le Plan d'Action de Lagos pour mettre en oeuvre la stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique" a été adopté par la Conférence au Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernements de l'OUA, réunie en session extraordinaire à LAGOS (NIGERIA) en Avril 1980.

[37] La dix-huitième session de la Conférence au Sommet de l'OUA a adopté les recommandations formulées dans le document "La famine en Afrique", établi conjointement par la FAO et le Secrétariat de l'OUA : "La Famine en Afrique". FAO, OUA, ROME - 1982, page 3.

[38] Programme mobilisateur n° 4 : "Recherche Scientifique et innovation technologique au service du développement du Tiers-Monde".

MOURAD BOUKELLA[*]

Alimentation et développement : définition, concepts et problèmes méthodologiques

Il y a certainement une dimension morale du problème de la faim dans le monde que tout esprit humanitaire peut saisir. Mais au delà de cette dimension morale, une préoccupation scientifique de premier ordre sollicite les chercheurs en sciences sociales, celle d'identifier clairement, à l'échelle des sociétés ou de groupes d'individus, les conditions objectives de la production alimentaire, base de la production – et de la reproduction – de la vie matérielle.

Pour une fraction majoritaire de la population mondiale, celle dite du Tiers-Monde, le phénomène de la malnutrition, cette "faim invisible", loin de s'atténuer comme le suggérerait une conception de l'évolution unilinéaire et en progrès de l'histoire de l'humanité, ne cesse au contraire de s'aggraver. Dans toutes les sociétés dépendantes et dominées et selon des degrés d'acuité divers, le besoin de nourriture se trouve quotidiennement remis en cause, de sorte que la faim est considérée aujourd'hui comme la violence la plus grave de notre époque, ou encore comme un symptôme de la dégradation de la vie humaine sur notre planète^[1].

Ce phénomène est aujourd'hui pris en charge par les théoriciens du développement, même si cette prise en charge a été très tardive au regard de la manifestation du phénomène lui-même. Du reste, c'est à partir du moment où l'existence de la faim a été officiellement reconnue – et qu'officiellement il a été décidé d'en parler, ce qui n'était pas le cas avant les années 1940 – que l'économie du développement a émergé en tant que discipline spécifique.

Dans la littérature sur le "Développement", l'insécurité alimentaire est admise par tous comme l'un des traits les plus caractéristiques et les plus évidents du "Sous-développement" économique et social. Plus précisément, il est reconnu qu'un des signes distinctifs des sociétés dépendantes est leur incapacité structurelle à assurer de façon permanente la reproduction autonome de la plupart des biens nécessaires à la subsistance des peuples qui les composent.

Depuis 1972-73 notamment, de nombreux travaux ont porté sur la "Crise" alimentaire et ses multiples formes de manifestation : évaluation, pour un grand nombre de pays, de la sous-alimentation et du déséquilibre nutritionnel, estimation des inégalités de consommation au niveau national et entre les Nations, mesure des déficits de la balance agro-alimentaire, etc... L'intérêt de ces travaux

est certain, dans la mesure où ils fournissent une "banque de données" utile pour les analystes et les praticiens du développement. Mais au delà, il demeure la question de fond: celle des causes explicatives des phénomènes alimentaires ainsi décrits. Et c'est à ce niveau qu'apparaissent les divergences, voire les oppositions les plus fondamentales parmi les économistes (et les sociologues) du développement traitant de ce thème.

Un résultat immédiat des difficultés à cerner les causes réelles de la "Crise alimentaire" est l'échec répété des nombreuses initiatives entreprises dans ce domaine au cours des deux dernières décennies de développement. Par exemple, lors de la sécheresse de 1968-1973 dans le Sahel, un Comité inter-Etats de lutte contre ce fléau (le C.I.L.S.S.) a été créé dans le but d'assurer en l'an 2000 l'autosuffisance alimentaire dans la région. Aujourd'hui, celle-ci connaît un déficit céréalier de 1,6 millions de tonnes, soit plus du double du chiffre enregistré au plus fort de la sécheresse d'il y a 10 ans.

La Conférence Mondiale sur l'alimentation, tenue au siège de la F.A.O. à Rome en Novembre 1974, dans le but de faire face à la Crise alimentaire, avait annoncé à la clôture de ses travaux que "dans une décennie, aucun enfant dans le monde ne mourra de faim". Une décennie après, ce sont trois millions de jeunes individus qui courent ce risque en Afrique seulement.

Plus récemment encore, le Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A. en Avril 1980, élaborait une politique de coopération à l'échelle régionale en vue de l'autosuffisance alimentaire en l'an 2000. Celle-ci n'a pas reçu à ce jour le moindre début d'application ? !

A l'origine de ces échecs répétés, des divergences et oppositions de fond sur les problèmes alimentaires, il y a, nous semble-t-il, un problème de méthodologie d'approche, c'est-à-dire de mode de représentation des phénomènes que l'on veut appréhender.

Les phénomènes agro-alimentaires, comme tous les phénomènes socio-économiques, ne peuvent être interprétés en dehors des grands courants (classique, marxiste, néo-classique, keynésien,...) dominant la pensée économique : il n'y a pas d'économie agro-alimentaire en soi, mais des théories économiques appliquées à cette sphère particulière d'investigation qu'est l'agro-alimentaire.

La recherche dans ce domaine doit obéir aux règles scientifiques admises et requiert donc l'élaboration d'instruments et de concepts analytiques représentatifs de la réalité étudiée.

Poser en termes corrects le problème alimentaire auquel sont confrontées les économies dépendantes impose que soit opéré un dépassement des représentations courantes et dominantes de ce problème. Mais ce dépassement, qui signifie l'élaboration d'une problématique nouvelle, suppose lui-même que soient rigoureusement

établies l'incohérence et l'inadaptation des représentations en question. Aussi bien, une première étape – nécessaire – de la démarche consiste, nous semble-t-il, à partir de "lieux communs" qui, en simplifiant à l'excès la question alimentaire, contribuent à en occulter les fondements réels.

Dans cet ordre d'idées, l'approche agricole et rurale devrait être particulièrement soumise à la critique. Nous nous y consacrerons dans la première partie de ce travail. Il s'agira de porter une interrogation sur la capacité des analyses théoriques et empiriques centrées autour de l'agriculture et du développement rural à cerner l'essentiel des problèmes alimentaires tels qu'ils se manifestent à l'époque contemporaine. L'idée qui sera défendue ici, est que de telles démarches sont réductrices de la réalité analysée et ne peuvent épuiser le contenu de cette discipline relativement nouvelle qu'il est convenu d'appeler "l'économie alimentaire".

Dans une deuxième partie, le concept de "système agro-alimentaire" sera proposé comme alternative féconde pour lever les insuffisances méthodologiques que recèle l'approche agricole. L'hypothèse que nous avancerons est que le recours à cet instrument d'analyse peut constituer une piste de recherche intéressante et peut permettre de déboucher sur la formulation de politiques et de stratégies alimentaires compatibles avec les notions de sécurité et d'autosuffisance alimentaires.

I - L'insuffisance des approches agricoles et rurales

Le point de départ de la discussion peut-être le suivant : dans les très nombreux débats actuels sur les agricultures du Tiers-Monde (et l'agriculture algérienne notamment), ce secteur est perçu généralement comme un secteur autonome, produisant pour le marché des biens de consommation finale, et rarement en tant que pourvoyeur de biens intermédiaires destinés à l'alimentation après transformation industrielle.

Une telle représentation est lourde de conséquences : elle conduit à introduire une assimilation-confusion entre les problèmes de l'alimentation d'une part, les problèmes agricoles et ruraux d'autre part, assimilation-confusion dont l'effet immédiat est la réduction de la question alimentaire à la relation directe : offre agricole – demande alimentaire. Par là-même, elle revient à accepter le postulat que les difficultés alimentaires des économies dépendantes ont une origine strictement agricole, d'où les développements très minutieux sur l'intensification agricole et les réformes de structures à mener dans l'agriculture comme solution dernière à ces difficultés alimentaires.

Ce point peut être abondamment illustré :

– Depuis 1972-73, année d'exacerbation de la "Crise" alimentaire, la quasi-totalité des dirigeants du Tiers-Monde et les institutions économiques internationales manifestent leurs "préoccupations" et appellent à la "mobilisation des énergies" dans tous les pays

concernés. La "Crise" alimentaire est alors analysée comme conséquence des faibles performances des agricultures du Tiers-Monde et sa solution est par tout envisagée dans l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques agraires dynamiques. On ne compte plus les innombrables articles et ouvrages annonçant une recherche sur le thème de l'alimentation et consacrant en fait toute leur attention aux problèmes agricoles et ruraux[2]. Très récemment encore, la 23e session de la F.A.O., abordant le chapitre des politiques alimentaires africaines, réduisait celles-ci à la "relance" de leur agriculture !!

– En Algérie, une doctrine économique nouvelle s'est imposée depuis 1980, bâtie sur la thèse selon laquelle la dépendance alimentaire (définie d'ailleurs de manière superficielle) trouverait sa solution dans la mise en oeuvre de politiques et de stratégies économiques donnant la priorité à l'agriculture (et à l'hydraulique comme secteur d'appui). Une conception productiviste, articulée autour d'un crédo unanimement accepté, celui de promouvoir la croissance de la production et de la productivité agricole pour faire face aux problèmes alimentaires du pays, constitue désormais la toile de fond du discours économique dominant.

Au double niveau national et international, tout se passe donc comme si, devant des problèmes liés à la question alimentaire, à la dépendance alimentaire, à la planification alimentaire, seule l'agriculture était mise en cause. Ce n'est pas un hasard si, en Algérie, mais aussi dans les autres pays du Tiers-Monde, ces problèmes sont encore pris en charge presque exclusivement par l'économie agricole (et rurale) et la sociologie agricole (et rurale).

C'est précisément cette réduction du champ de l'économie alimentaire qui pose problème, en ce sens qu'elle introduit un biais méthodologique sérieux dans l'appréhension des conditions économiques et sociales de l'alimentation. Cette démarche a largement contribué à construire un mythe selon lequel il suffirait d'une action énergique dans le domaine agricole pour assurer durablement la subsistance des populations[3].

Historiquement, l'agriculture a joué, bien évidemment, un rôle fondamental tant dans l'alimentation des peuples que dans l'évolution générale des sociétés. La place centrale que les économistes classiques ont accordé à ce secteur dans leurs analyses de la croissance témoigne de ce rôle fondamental. On sait que dans le modèle d'accumulation de David Ricardo, les biens-salaires (wage-goods) étaient exclusivement d'origine agricole et qu'ainsi, leur détermination était dépendante des conditions de production agricole. De même, le taux de profit réalisé dans l'agriculture tendait à s'imposer, par le jeu de la concurrence, à l'ensemble des autres branches comme taux général des profits. Enfin, selon D. Ricardo, les conditions de production agricole, de plus en plus défavorables à mesure que de nouvelles terres étaient mises en culture, imposaient une évolution de toute l'économie vers un état stationnaire où l'accumulation du capital ne pourrait plus se poursuivre.

Robert Malthus à son tour va fonder son analyse de la crise alimentaire sur le déséquilibre entre l'offre de biens de subsistance (d'origine agricole) et le taux de croissance démographique : les rendements décroissants dans l'agriculture déterminaient un rythme de croissance de l'offre agricole plus faible relativement à la puissance procréatrice excessive des populations.

De fait, chez les économistes classiques anglais, les conditions de production agricole déterminaient largement l'accumulation du capital social, tandis que production agricole et biens de subsistance étaient pratiquement synonymes.

Mais il est non moins évident que le statut privilégié de l'agriculture dans les analyses classiques et la liaison directe entre la production agricole et l'alimentation que celles-ci établissent sont le produit d'une réalité historique où le travail de la terre constituait effectivement l'activité productive dominante[4].

On peut considérer que dans la période ayant précédé le développement du capitalisme en Europe Occidentale, l'économie alimentaire (c'est-à-dire les activités de production et de distribution des produits alimentaires) était largement réductible à l'activité agricole de production et aux activités de transformation généralement fermières. C'est la période dite "d'agriculture de subsistance" au cours de laquelle les activités de production, de transformation, de conservation et de préparation des aliments sont réalisées au sein d'unités socio-économiques de base (unités paysannes). Mais au fur et à mesure du développement du capitalisme industriel, l'économie entière subit des transformations structurelles telles que le travail agricole lui-même s'industrialise, tandis que la fonction alimentation se complexifie, impliquant de plus en plus des activités extra-agricoles : transformations industrielles, distribution, transport, etc...

Ce mouvement général, produit historique du développement du capitalisme, n'a pas épargné les économies aujourd'hui dépendantes et dominées. Sur ce point, les quelques analyses actuellement disponibles sur les transformations historiques de la formation sociale algérienne sont riches d'enseignements[5] : l'agriculture et l'élevage représentaient bien, au Nord comme au Sud, les activités économiques prépondérantes de l'Algérie pré-coloniale. Celles-ci s'articulaient à des activités artisanales de transformation de produits surtout d'origine agricole. De plus, l'ensemble de ces activités productives étaient intégrées au sein d'unités économiques et sociales (familles élargies ou tribus) relativement autonomes et maîtresses des moyens de production de leur subsistance. Dans ces conditions, il est permis de faire l'hypothèse que l'alimentation des algériens à cette époque dépendait exclusivement des niveaux de la production agricole locale et des modalités de répartition de celle-ci entre les membres de l'unité de base.

Or, on le sait, l'extension de la colonisation française aura pour effet de bouleverser les conditions matérielles de vie des populations

algériennes, en altérant profondément à la fois leurs conditions de production et d'échange et leurs types alimentaires :

– Le premier processus mis en oeuvre est celui de l'éclatement des unités économiques et sociales de base : en privant les populations du Sud de leurs terrains de parcours et celles du Nord de leurs exploitations familiales au moyen de l'expropriation, en imposant une monétarisation de fait de l'économie par le biais de l'impôt, la colonisation transformera les conditions générales de l'alimentation des algériens dans un sens tel que celle-ci dépendra désormais de facteurs objectifs qu'ils n'arriveront plus à maîtriser.

– Ce processus de désintégration ne poursuivait pas d'autres buts que celui d'imposer une forme d'intégration coloniale (la division internationale coloniale du travail) par laquelle la colonie est réduite à fournir des biens intermédiaires à des industries de transformation situées en Métropole. C'est ainsi qu'en Algérie, on cultivait des céréales, des olives, des agrumes, etc...mais ces produits étaient destinés – selon les besoins du Capital – essentiellement aux minoteries, aux huileries et aux conserveries françaises, une partie revenant ensuite en Algérie par le biais de l'importation, sous forme de produits alimentaires élaborés[6].

La mise en relation directe de la production agricole et de la demande alimentaire devenait donc de plus en plus inexacte à mesure que s'approfondissait la division internationale coloniale du travail. Elle devient totalement anachronique lorsque, au lendemain des indépendances politiques – et de l'apparition du néo-colonialisme – se développent le phénomène d'urbanisation, le recours massif aux importations de produits alimentaires à forte valeur ajoutée industrielle, ainsi que la diversification des activités de transformation et de commercialisation de denrées alimentaires nationales et importées. Au bout du compte, rien ne justifie que les conditions générales actuelles de l'alimentation continuent à être appréhendées du seul point de vue du développement agricole.

Tenant compte des évolutions historiques concrètes que nous venons d'évoquer, certains analystes ont abordé la question alimentaire sous le thème explicite de l'articulation agriculture-industrie. Mais là encore, un biais méthodologique est souvent introduit, remontant au découpage du système productif en trois secteurs (primaire, secondaire, tertiaire) proposé dans les années 1940 par l'économiste anglais Colin CLARK et repris par la suite par la plupart des économistes du développement. La théorie dualiste est caractéristique de cette démarche qui consiste à envisager le secteur agricole ("traditionnel") et le secteur industriel ("moderne") comme deux secteurs fonctionnant selon des logiques autonomes l'une de l'autre et entretenant entre eux des relations d'extériorité[7]. Ici encore, le secteur agricole est considéré comme un secteur pourvoyeur de produits destinés à la consommation finale.

Cette distinction conventionnelle, bâtie sur le mode du cloisonnement des secteurs, peut revêtir un intérêt pédagogique, mais ne traduit en aucune façon la réalité des économies contemporaines. D'une part, le

procès de travail agricole, d'abord dans les pays ayant connu la "Révolution industrielle" de la fin du XVIII^e s, puis par extension dans les pays dominés du fait de leur forte insertion au système capitaliste mondial, évolue vers une industrialisation progressive matérialisée par l'introduction massive de divers inputs d'origine industrielle. La "Révolution Verte" des années 1960 a largement contribué à accentuer ce processus. D'autre part, si on définit l'agriculture comme organisation sociale d'activités économiques articulées autour du travail de la terre, force est de constater que le résultat (le produit) de ce type d'activité ne devient "nourriture" que dans la mesure où il subit une transformation industrielle plus ou moins élaborée selon le niveau de développement des forces productives nationales. Ceci est également vrai lorsqu'il s'agit d'activités d'élevage ou de pêche.

Il nous paraît donc clair que si l'agriculture joue encore un rôle fondamental en tant que fournisseur de matières premières, elle n'intervient que comme un chaînon dans le processus global de l'alimentation. Celle-ci dépend de plus en plus d'activités productives extra-agricoles allant du travail industriel situé en amont et en aval de l'agriculture et intégrant les activités de stockage, de conditionnement, de transport, de commercialisation, etc... En d'autres termes, le procès de production alimentaire, dans une économie où les rapports marchands sont quasi-généralisés et où la division du travail social connaît une relative extension, est un procès de production intégrant un réseau fort complexe d'activités de production et d'échange. Dans le contexte – qui est le nôtre – d'une économie largement ouverte sur l'extérieur, cette intégration élargit encore plus le réseau impliqué dans la fonction alimentation[8].

Les inconséquences de la démarche "agricole" sont nombreuses ; la plus grave, à notre sens, est celle qui consiste à mettre en corrélation directe dépendance alimentaire et insuffisante productivité d'une agriculture insérée au marché mondial capitaliste. L'expérience montre pourtant qu'il est possible d'obtenir une forte croissance de la production d'une denrée agricole sans pour autant réduire la dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs pour cette denrée. C'est ainsi qu'en Algérie, l'accroissement spectaculaire de la production de viandes blanches enregistré ces dernières années n'a pu être obtenu qu'au prix d'un renforcement de la dépendance à l'égard des technologies nécessaires à leur production : importations massives par l'ONAB, d'aliments du bétail, d'oeufs à couver, de poussins, de poulettes démarrées. L'accroissement de la production avicole nationale sur la base d'une technologie presque totalement importée n'a pas réduit la dépendance, mais a permis son déplacement vers un "moment" du procès de production alimentaire plus rentable pour le capital international.

Il s'agit donc bien d'une incompréhension de la nature de la dépendance alimentaire que de circonscrire celle-ci à l'agriculture. Plus précisément, la représentation de la fonction "alimentation" comme relevant du seul secteur agricole équivaut à une véritable mutilation de la réalité du phénomène alimentaire : en effet, elle élude ou minimise

les problèmes complexes que rencontrent les industries de transformation alimentaire, l'organisation sociale du travail qu'elles requièrent, la technologie à laquelle elles recourent ainsi que le rôle – de plus en plus important – qu'elles jouent dans la planification des approvisionnements alimentaires.

Toutes ces remarques incitent à aborder la question alimentaire sous un angle méthodologique différent par rapport à la démarche "agricole" conventionnelle. Une démarche plus féconde se doit d'élargir le champ de l'analyse en intégrant les nouvelles données sur les conditions de l'alimentation.

Le concept de système agro-alimentaire peut, à notre sens, offrir cette possibilité.

II - Le concept de système agro-alimentaire

C'est pour rendre compte de la complexification croissante de la fonction "alimentation" dans l'économie, du rôle stratégique que jouent les industries agro-alimentaires dans cette fonction, que les économistes occidentaux ont forgé le concept de système agro-alimentaire ou complexe agro-alimentaire^[9].

J. BOMBAL et Ph. CHALMIN définissent ce concept très simplement comme désignant "l'ensemble des moyens et des structures destinés à satisfaire les besoins alimentaires des hommes"^[10]. Une définition plus précise est avancée par des chercheurs de l'U.N.R.I.S.D. (Institut de Recherche des Nations-Unies pour le Développement Social) selon lesquels le système agro-alimentaire renvoie aux "ensembles complexes d'actions et d'interactions humaines qui affectent le plus la consommation, l'appropriation, le commerce, la circulation, la transformation et la production de denrées alimentaires"^[11].

Le système ainsi défini peut être saisi à un double niveau correspondant à deux découpages différents mais complémentaires de la réalité étudiée :

– Au niveau horizontal, il englobe à la fois :

a) – La production "en amont" des moyens de production (équipements et biens intermédiaires) fournis à l'agriculture par des entreprises qui travaillent à peu près exclusivement pour l'agro-alimentaire ; ces moyens de production sont les tracteurs et matériels agricoles divers, les semences, les engrais, les insecticides, etc...

b) – L'agriculture en tant que fournisseur de matières premières biologiques à vocation alimentaire. On pourrait y inclure les activités d'élevage et de pêche.

c) – Les industries agro-alimentaires proprement dites, soit l'ensemble des entreprises transformant des produits en général d'origine agricole ; sont considérées comme entreprises agro-industrielles celles dont les consommations intermédiaires proviennent pour plus de 50 % de l'agriculture.

d) – Le secteur de la distribution des produits alimentaires jusqu'à la consommation finale : services de stockage, de transport, de commercialisation en gros et en détail[12].

Cette perception horizontale du "champ" de l'alimentation a le grand mérite de permettre la saisie soit de la logique de fonctionnement d'un grand secteur composant le système (la technologie alimentaire, l'industrie alimentaire, l'agriculture, la consommation alimentaire,...), soit la cohérence globale de l'ensemble de ce système (poids relatif de chacun des secteurs composant le système, évolution des structures des secteurs et des marchés, rapports entre les prix des différents produits alimentaires, ainsi que de nombreux autres thèmes globaux). Toutefois, elle recèle des limites propres à toute analyse globale, générale et agrégative.

– Cette lacune est en grande partie levée par les analyses verticales (ou analyses par filière), dont l'intérêt est de proposer une représentation fondée sur une connaissance plus fine du système alimentaire, ce qui explique le succès remporté ces dernières années par ce type d'approche. Celle-ci consiste "à suivre l'itinéraire d'un produit agro-alimentaire depuis la production des matières premières agricoles qui servent à sa fabrication jusqu'à son utilisation finale en tant que produit alimentaire consommable"[13].

Le concept de système agro-alimentaire a pu rendre compte des réalités nouvelles des pays occidentaux en matière d'économie alimentaire après la Seconde guerre mondiale. Il a été utilisé dans trois problématiques différentes, mettant en relief :

- l'insertion de l'agriculture dans les économies industrielles développées
- la pénétration des rapports de production capitalistes dans l'agriculture
- l'industrialisation de l'alimentation[14].

Cependant, la reconduction de ce concept pour d'autres réalités socio-économiques ne va pas sans difficultés : est-il pertinent de l'utiliser dans une analyse des problèmes alimentaires contemporains propres à des économies dépendantes marquées à la fois par une désarticulation structurelle interne et par une forte intégration au système capitaliste mondial ? Ne risque t-on pas de fausser la réflexion comme il arrive à chaque fois que des concepts sont appliqués à des réalités différentes de celles qui les a vu naître ?

En fait, il nous semble que l'emploi de cet instrument d'analyse est utile dans toute la mesure où il permet de prendre conscience de la grande complexité des réseaux, des flux, des relations sociales qu'entretiennent aujourd'hui tous les "agents" impliqués dans les approvisionnements alimentaires. Il n'est pas sans intérêt scientifique de mettre en oeuvre un concept qui favorise grandement la découverte de certains invariants de la réalité socio-économique étudiée[15].

Cependant, ceci n'implique pas notre adhésion totale à l'approche systémique (ou théorie générale des systèmes), sachant que celle-ci "ne facilite pas... la découverte des déterminants essentiels de l'évolution dans la mesure où elle remet en cause les conceptions traditionnelles de la causalité" [16].

Traduit en termes marxistes, le "système agro-alimentaire" dont il est question est un système économique, c'est-à-dire un système marqué par une articulation de modes de production et d'échange, le problème majeur étant alors de rendre compte des formes de cette articulation, en mettant à jour celle d'entre elles qui domine dans la formation sociale.

D'une manière générale, analyser les phénomènes de production, de transformation, de distribution et de consommation des produits alimentaires dans une économie donnée revient à analyser l'ensemble complexe des pratiques sociales remplissant la fonction alimentation au sein de cette économie. D'où la nécessité de prendre en compte à la fois les structures fonctionnelles et socio-économiques constitutives du système alimentaire. Mais il est clair que ce dernier est lui-même partie intégrante d'un ensemble plus large : la formation économique et sociale considérée. Il faut déduire de cela que les difficultés alimentaires dans une société donnée ne peuvent être examinées comme de simples phénomènes sectoriels, mais toujours en liaison avec les difficultés économiques, sociales et politiques globales posées à cette société. Par exemple, des paramètres aussi importants que la logique de formation des prix et de répartition des revenus, le niveau de maîtrise du savoir-faire, le système de planification, le système de pouvoir, etc... ont une influence certaine sur les problèmes alimentaires et doivent à ce titre être intégrés à l'analyse.

Cela n'est pas tout. Dans la mesure où les économies nationales contemporaines sont des économies ouvertes, il est permis de faire l'hypothèse d'une influence réelle de l'espace économique international sur les structures, le fonctionnement et le développement de ces économies nationales dans leur ensemble, et plus particulièrement sur leur système agro-alimentaire. Cette influence est d'une nature particulière lorsqu'elle s'exerce sur des économies dépendantes et une première étape de la réflexion doit être consacrée à en identifier les principaux traits à travers l'analyse des structures actuelles du marché mondial des produits alimentaires.

L'ordre économique international actuel confère aux Etats centraux mais aussi aux firmes transnationales et aux institutions internationales la possibilité d'organiser la dépendance du "Tiers-Monde" du fait du pouvoir économique qu'ils concentrent à leur profit au niveau mondial. De multiples mécanismes économiques (crédits, fourniture d'équipements et de savoir-faire, "aide au développement",...) leur permettent d'orienter et de contrôler les économies locales du Tiers-Monde dans le sens de leurs intérêts, contrariant ainsi toute velléité, de la part des gouvernants de ces pays, de mener des politiques indépendantes, notamment dans le domaine agro-alimentaire.

Aussi bien, les difficultés alimentaires des économies dépendantes ne sont pas sans relations avec la structuration actuelle de l'économie mondiale marquée par une répartition inégale du pouvoir économique en son sein. Le professeur P. SPITZ a pu écrire à ce sujet : "Il n'est pas possible aujourd'hui de tenter d'expliquer les raisons de la faim ou de la famine en n'importe quel point du monde sans replacer cette situation spécifique dans le cadre de relations internationales marquées d'inégalités et de conflits" [17].

C'est pourquoi, l'indépendance alimentaire – comme l'indépendance économique en général – ne peut se concevoir en dehors d'une autonomie relative vis-à-vis des forces dominantes de l'économie mondiale. Ce point de vue est partagé par S. BEDRANI pour qui "la capacité des pays du Tiers-Monde à résoudre leurs problèmes alimentaires dépend de leur capacité à se soustraire aux lois économiques qui gouvernent le marché mondial. Toute stratégie qui prétend promouvoir le développement (et donc l'indépendance alimentaire) en favorisant l'ouverture du pays sur ce dernier ne peut aboutir qu'à des blocages de la croissance où, au mieux, à une faible croissance accompagnée d'une forte croissance des inégalités sociales, donc à l'échec du développement" [18].

Nous devons cette approche féconde des problèmes du développement aux théoriciens de la dépendance qui, dans la lignée des premiers théoriciens de l'impérialisme du début du XXe siècle, ont rompu avec la conception d'un système économique mondial fonctionnant harmonieusement, dans le cadre d'échanges internationaux mutuellement profitables aux co-échangistes, selon la loi de l'avantage comparatif dans sa double version classique et néo-classique.

En rupture avec cette approche conventionnelle, les théoriciens de la dépendance ont pu démontrer que les relations économiques internationales sont fondées sur un système d'exploitation des pays de la Périphérie (le Tiers-Monde) par les pays du Centre. Le débat enclenché à partir de 1969, date de publication de "l'Echange inégal" d'A. Emmanuel a largement contribué à systématiser cette théorie de la dépendance dont le résultat essentiel est d'avoir débouché sur la nécessité d'instaurer un Nouvel Ordre Economique International (N.O.E.I.) de nature à corriger les déséquilibres de l'économie mondiale nés du système d'exploitation.

Dans la même mouvance, cependant, était née une doctrine "Tiers-mondiste" selon laquelle "la grande division du monde d'aujourd'hui est celle qui sépare les "pays prolétaires" des "pays nantis" ou, comme on dit, d'une façon moins brutale, les pays "pauvres" de ceux qui le sont moins" [19]. En d'autres termes, cette conception se limite essentiellement aux relations entre des Etats supposés représenter les intérêts de leur peuple ; en conséquence, elle conduit à opposer le "Sud" opprimé au "Nord" oppresseur, sous-estimant par là-même l'ampleur des restructurations internes qu'exigerait un réel bouleversement de l'ordre économique international existant.

En fait, les Etats du Nord comme du Sud sont l'émanation de sociétés de classes antagoniques et rien ne garantit qu'un N.O.E.I. tel qu'il est défini serait de nature à remettre fondamentalement en cause les intérêts des classes dominantes au Nord comme au Sud. L'attitude tiers-mondiste, parce qu'elle implique des positions idéologiques conduisant à l'inutilité de l'analyse théorique de classes, ne peut être, à notre sens, une solution au problème de la faim et du "sous-développement".

Nécessaire, le N.O.E.I. n'est pas une condition suffisante dans la mesure où la dynamique externe que nous venons d'évoquer, loin de fonctionner de façon autonome, se trouve dialectiquement articulée à la dynamique interne à chacun des pays concernés, c'est-à-dire au jeu complexe des rapports de forces internes qui structurent chacun d'eux. Face à l'emprise des firmes transnationales de l'agro-alimentaire, les stratégies alimentaires nationales ne sont pas forcément identiques. Une deuxième étape de la réflexion consistera dès lors à rendre intelligible l'articulation entre le système alimentaire mondial et les systèmes alimentaires nationaux des économies dominées. L'étude du système agro-alimentaire algérien peut servir d'illustration à une telle démarche.

Notes

[*] Maître-Assistant à l'Institut des Sciences Economiques d'Alger. Chercheur-Associé au C.R.E.A.D.

[1] Cf. René Dumont : "Paysans écrasés, Terres massacrées". R. Laffont - 1978 p. 329 et François de Ravnigan : "La faim, pourquoi" ? Ed. Syros-Coll. Alternatives économiques. 1983 p. 11. On pourrait consulter sur ce point les "Enquêtes sur la situation alimentaire dans le monde" publiées périodiquement par la F.A.O.

[2] Cf. par exemple l'article de Maurice Guernier : "l'impératif de l'autosuffisance alimentaire dans le Tiers-Monde" dans l'ouvrage collectif "l'ordre alimentaire mondial" - Economica -1982 p. 233 et suivantes.

[3] Nous voudrions signaler ici le fait que la problématique en termes de croissance de l'offre agricole telle qu'elle vient d'être esquissée est souvent réduite à des problèmes techniques susceptibles d'une solution technique : le redressement de la courbe de la production par la "modernisation" des techniques agricoles. Par là-même, elle élude la question centrale de la finalité sociale de la croissance et du "progrès" technique sous-jacent : croissance de quoi et au bénéfice de qui ? Quels types de besoins et les besoins de qui vont se trouver satisfaits par cette croissance ?

[4] L'une des critiques essentielles que l'on pourrait adresser au courant néo-malthusien est justement son refus d'intégrer ces données historiques majeures les rendements décroissants dans l'agriculture ne pouvant

plus, manifestement, fournir la clef de l'explication des difficultés alimentaires actuelles.

[5] Cf. par exemple : – M'Hamed BOUKHOBZA Nomadisme et colonisation : Analyse des mécanismes de destruction et de disparition de la société pastorale traditionnelle en Algérie -Thèse 3° cycle - Avril 1976 - 360 p.

– Abdelhamid MERAD-BOUDIA : La formation sociale algérienne précoloniale : Essai d'analyse théorique - Thèse Doct. D'Etat -Alger - 1977.

[6] On voit bien ainsi que la dépendance alimentaire est un phénomène historique profondément ancré dans la réalité de l'Algérie coloniale.

[7] Voir sur ce point l'exposé et la critique de la théorie dualiste que présente Carlo BENETTI : "l'accumulation dans les pays capitalistes sous-développés" Anthropos - 1974.

[8] La prise en compte de cette réalité montre combien le vieux débat (posé comme dilemme dans la théorie du développement) entre le développement agricole et le développement industriel est devenu aujourd'hui un faux problème, y compris dans les économies dominées. Il est notamment erroné d'opposer agriculture et industrie au motif qu'elles constituent "deux systèmes alternatifs d'activités". Au contraire elles représentent, selon la formule du professeur G. D. De Bernis "des étapes successives d'évolution du travail de l'humanité, l'industrie n'étant qu'un moyen que s'est donné le travail de l'homme pour améliorer sa productivité et mieux maîtriser la nature" (cours de fluctuations et croissance - Polycopié - 1969 - p. 100).

[9] Ce concept a été proposé pour la première fois dans les années 1950 aux U.S.A. par les professeurs J. H. DAVIS et R. A. GOLBERG et repris largement par la suite en Europe Occidentale.

[10] J. BOMBAL, et Ph. CHALMIN : L'agro-alimentaire - Que sais-je. PUF. 1980 - p. 7.

[11] UNRISD : "Systèmes alimentaires et société" - Proposition de projet - Genève - 10/11 Juillet 1978 p. 14.

[12] Dans la mesure où il s'agit ici de structures intervenant dans la fonction alimentation, nous devons exclure du champ de cette définition toutes les activités de production, de transport et de distribution des matières agricoles non alimentaires, notamment les textiles, le bois, le tabac.

[13] J. BOMBAL et Ph. CHALMIN op. cit. p. 23... La notion de filière est en même temps nouvelle et très ancienne en économie, puisqu'elle s'apparente aux concepts de circuit et de circulation élaborés par les "pères de la science économique". Elle vise, selon la définition qu'en donne F. LAURET, "à mesurer, à comprendre et à expliquer la structure et le fonctionnement d'un certain champ. Ce champ correspond à un découpage opéré dans un système de production et d'échange afin d'isoler la partie concernée par un produit ou une famille de produits, toute cette partie et cette partie seulement". F. LAURET in : "Filières

et systèmes agro-alimentaires". Economies et Sociétés - Cahiers de l'I.S.M.E.A. - Série AG. N° 17 - 1983 p. 732.

On peut consulter également :

- Sous la Direction de Cl. MOUTON et Ph. CHALMIN : "Les marchés internationaux des matières premières", notamment les articles de D. SOULIE et Ph. CHALMIN l'analyse par filière. Ed. Economica - Paris - 1982.

- M. C. PATERNOSTER : "L'analyse de la notion de filière industrielle". Thèse de 3e cycle - Université Paris - Dauphine - 1980.

- C. LAURENT : La filière du tourteau de soja - thèse de doctorat vétérinaire - Faculté de médecine de Créteil - France - 1980.

[14] P. COMBRIS ET J. NEFUSSI : "Le concept d'agro-alimentaire : intérêts et limites" - Revue d'Economie Rurale - n° 160 - Mars-Avril 1984 - p. 22 à 27.

[15] Précisons que l'approche systémique a été utilisée en physique et en biologie pour montrer que le comportement d'un organisme ou d'un système physique ne peut être déduit de l'étude de ses éléments, individuels, mais des relations de structures internes à ce système. Transposée aux sciences sociales, cette démarche s'appuie sur l'idée que "les problèmes qui affectent certains groupes d'une société peuvent être causés par des actions ou des événements directement liés à ces groupes, mais aussi - et sans doute le plus souvent - par des actions ou des événements liés à d'autres groupes qui peuvent être très éloignés des premiers, géographiquement, socialement ou politiquement". Document UNRISD. op. cit.

[16] F. LAURET - op. cit. p. 724.

[17] P. SPITZ : "le vivre et ponctions alimentaires" Revue CERES - F.A.O. - Mai-Juin 1981 p. 27.

[18] S. BEDRANI : "l'agriculture algérienne face au marché mondial" in : "les politiques agraires en Algérie" - C.R.E.A. - Alger - non daté p. 12.

[19] Charles BETTELHEIM : préface à l'ouvrage d'Arghiri Emmanuel : "l'échange inégal" - Maspéro - 1969 p. 88.

MOHAMED BENFRID [*]

L'analyse en termes de filière : repérage de quelques biais d'approche en agro-alimentaire

Les débats sur la situation alimentaire en Algérie et ses perspectives d'avenir ont révélé deux problématiques différentes.

Celle qui privilégie les thèmes agraires et agricoles et qui subordonne l'objectif de sécurité alimentaire aux transformations internes de l'agriculture et à l'aménagement de ses relations avec l'environnement pour lui assurer une plus grande efficacité. L'évolution de l'agriculture doit commander la structuration du complexe agro-alimentaire national, l'hypothèse qui sous-tend cette démarche est que l'industrie agro-alimentaire et l'agriculture sont interdépendantes et convergentes.

Une seconde, qui met l'accent sur la faible élasticité de la production agricole nationale et le recours de plus en plus inquiétant aux importations agricoles, constate que les industries agro-alimentaires se sont substituées à l'agriculture dans l'approvisionnement alimentaire pour les principaux produits constituant les biens salaires. Le rôle dominant des I.A.A. dans l'uniformisation des habitudes alimentaires, stimulé en cela par la politique sociale de l'Etat, structure le complexe agro-alimentaire national. La construction d'un système alimentaire national cohérent est conditionnée par la redéfinition de la relation agriculture – I.A.A. tendue vers une intégration intersectorielle.

Pour indiquer les voies et moyens d'assurer la convergence, une analyse en termes de filière est suggérée. Si la première problématique a été illustrée par les différents travaux sur l'agriculture algérienne et ne sera pas l'objet d'analyse ici, la seconde – en voie d'élaboration – porte en elle quelques ambiguïtés qui font douter de sa pertinence. Une rétrospective sur la genèse de la notion de filière et ses différents usages en agro-alimentaire pourrait peut-être lever quelques équivoques.

1 – La notion de filière dans l'analyse économique

Elle est apparue dans l'analyse économique lorsque s'est imposée la nécessité d'un découpage du système productif, et de spécifier la place des firmes dans sa structuration. Son pouvoir descriptif est à l'origine de son succès. Elle a facilité la saisie des relations de domination et d'entraînement en précisant la nature des relations et des noeuds stratégiques.

Son élaboration en tant qu'instrument d'analyse[1] dérive de la théorie des pôles de croissance et d'entraînement de F. PERROUX, et de la représentation hiérarchique et interdépendante des industries au sein du T.E.I. de H. AUJAC qui établit les relations de dépendance en terme de pouvoir et de domination. Elle est définie comme l'itinéraire d'un produit et les différents agents qui concourent à sa réalisation. Son caractère opérationnel en fera l'instrument privilégié dans l'élaboration d'une politique ou stratégie d'une firme ou d'un pays en identifiant les maillons dominants qui permettent d'arrêter la structure optimale du système productif recherché en envisageant les moyens de sa cohérence[2] selon la nature du système économique et social considéré. Remarquons que les notions de stratégie, de domination et d'intégration constituent les éléments clefs de l'approche filière. Son investissement dans l'agro-alimentaire illustre bien cette volonté.

2 – L'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation : conditions préalables au développement de l'analyse en terme de filière

Elle s'est développée dans les pays où l'industrialisation de l'agriculture est assez avancée et son intégration à l'économie nationale très forte. Le rôle central[3] des I.A.A. dans la production alimentaire, soit près de 90 % des produits alimentaires consommés aux U.S.A. et 70 % en Europe de l'Ouest, montre leur prédominance.

Le déclin de l'agriculture dans l'emploi et la création de la valeur ajoutée au sein du complexe agro-alimentaire confirment leur hégémonie et les effets d'entraînement et d'intégration qu'elles engendrent en homogénéisant les produits à leur amont et à leur aval. Le découpage de l'agriculture par secteurs ou branches est entrepris dans la perspective d'une intégration agro-industrielle visant à assurer l'efficacité maximale des industries agro-alimentaires[4]. Cette approche en termes de filière a été rendue possible dans les pays capitalistes développés, lorsque l'agriculture en s'industrialisant a pu réaliser une offre concentrée de produits homogènes, régulière dans le temps, ce qui a favorisé la généralisation d'une consommation de masse. Or, les pays en voie de développement se caractérisent plutôt par une offre dispersée, une hétérogénéité du produit et un déficit structurel rendant nécessaire le recours aux importations. La modernisation rapide des habitudes alimentaires et le recours systématique au marché mondial fera des industries agro-alimentaires le lieu privilégié de la diffusion des modèles alimentaires importés et de la pénétration du capital agro-industriel dans l'agriculture, dans le cadre plus large d'une internationalisation du capital agro-alimentaire. C'est à ce niveau que l'approche en termes de filière peut être fructueuse pour l'analyse des complexes agro-alimentaires en constitution des pays en voie de développement. En cernant la nature des relations que nouent les différents oligopoles nationaux avec les firmes transnationales dans l'organisation des marchés agro-alimentaires, elle permet d'éclairer les mécanismes de domination-intégration du complexe agro-alimentaire mondial et les freins ou incitations en direction des différents secteurs de l'agriculture de ces pays, et comment elles transforment l'agriculture

et les marchés alimentaires comme champ de valorisation du capital agro-alimentaire[5]. Les travaux Latino-Américains orientent la recherche dans cette voie.

3 – Mécanismes de dépendance et transnationalisation du capital agro-alimentaire

Une place de choix est faite au rôle des entreprises transnationales dans la restructuration des complexes agro-alimentaires latino-américains. L'optique alimentaire prédomine et l'agriculture n'est qu'un sous-secteur du C.A.A. La problématique est formulée dans les mêmes termes que celle de L. MALASSIS dans un contexte socio-historique différent "à mesure que le développement capitaliste atteint l'agriculture, l'économie agro-alimentaire cesse d'être agricole pour devenir agro-industrielle".

Les transnationales avec le concours des oligopoles nationaux élargissent leurs débouchés alimentaires en diffusant les modèles de consommation occidentaux[6]. Le contrôle des industries agro-alimentaires constitue le passage obligé pour la captation des marchés alimentaires solvables. La nationalisation des structures de production alimentaires ne constitue pas une barrière suffisante à l'internationalisation du capital agro-alimentaire. Cette dernière s'opère surtout par l'échange des techniques et des services[7] en consolidant progressivement les mécanismes d'une dépendance structurelle. En centrant l'analyse sur la firme transnationale et en lui conférant un pouvoir exorbitant, cette approche sous-estime le rôle de l'Etat en tant qu'acteur principal dans ce processus d'internationalisation, qui par son statut cristallise les contradictions entre les différents acteurs économiques et sociaux impliqués.

Son apport réside surtout dans le fait d'avoir établi que le développement des I.A.A. latino-américaines, médiatisé par la stratégie des firmes transnationales, n'entraîne pas automatiquement celle de l'agriculture. Cet aspect a été souvent mal perçu par les pouvoirs publics même en système socialiste où l'agriculture retenait l'attention, la place des I.A.A. dans la construction du complexe agro-alimentaire socialiste étant négligée. C'est l'industrialisation de l'agriculture à partir des années 1970 qui fera prendre conscience de cette faiblesse de la politique agro-alimentaire socialiste.

4 – Gestion des filières et planification agro-alimentaire dans les pays socialistes

Deux périodes ont marqué l'organisation du complexe agro-alimentaire des pays socialistes. La période qui va jusqu'en 1965-70 a donné la priorité exclusive à l'agriculture en négligeant ces relations d'amont et d'aval[8].

Le gigantisme artisanal a été à l'origine des gaspillages des ressources et des déséquilibres au sein du C.A.A. Durant cette période la gestion des filières s'est surtout faite par le canal administratif. Il faut attendre les réformes économiques entreprises à partir de 1965,

parallèlement à un processus d'industrialisation de l'agriculture pour que la prise en compte de l'ensemble de la chaîne agro-alimentaire devienne réalité. C'est l'organisation efficace des filières agro-alimentaires qui va devenir la préoccupation majeure de la planification. Le système contractuel se généralise, particulièrement en R.D.A. Les fonctions des différents agents intervenant le long de la filière sont précisées en vue d'une gestion efficace de l'ensemble [9] du complexe agro-industriel. Les liaisons verticales et horizontales sont définies en même temps que les instruments économiques destinés à établir la convergence d'intérêt entre les différents maillons. Le pilotage de l'ensemble est tendu vers la recherche d'une croissance rapide de la production agricole et alimentaire dans la perspective d'une amélioration de la structure [10] de l'appareil agro-industriel en lui assurant une plus grande cohérence.

Ce tour d'horizon lève-t-il l'ambiguïté de l'approche en termes de filière ?

- Dans l'ensemble des cas, quel que soit le biais d'approche, c'est l'interdépendance, la domination et l'intégration qui sont privilégiées dans l'analyse.
- C'est le caractère opérationnel, dans une perspective de définition d'une politique ou d'une stratégie qui donne à la filière sa pertinence.
- Les différents biais d'approché confirment cependant que la pertinence est fonction de l'observateur qui l'utilise, de l'objet étudié et du champ théorique dans lequel il l'inscrit.
- Elle n'a pas de statut déterminé dans le champ conceptuel de l'économie, elle appelle un couplage à un des champs théoriques choisis par l'utilisateur.
- Investie dans l'approche agro-alimentaire, elle a permis de préciser la structure du complexe agro-alimentaire avec ses principaux acteurs, les stratégies qu'ils déploient et les mécanismes de dépendance qu'elles génèrent dans le cas des pays en voie de développement.

Notes

[*] Maître-Assistant à l'Institut National Agronomique d'Alger.

[1] Alexis JACQUEMIN et M. RAINELLI : "Filières de la nation et filières d'entreprises". Revue Economique, n° 2, Mai 1980. pp. 379 - 390.

[2] M. RAINELLI : "Structuration de l'appareil productif et spécialisation internationale" Revue Economique, n° 4, Juillet 1982.

[3] L. MALASSIS : "Economie Agricole, Agro-alimentaire et Rurale" Revue Economie Rurale, n° 131, 1979, pp. 3-10.

[4] Kostas VERGOPOULUS : "La fin de l'agro-alimentaire ou l'émergence de la biotechnologie", Revue Internationale des sciences sociales vol. (XXXVII), n° 3, 1985.

[5] Arroyo GONZALO : "Les entreprises transnationales et l'agriculture en Amérique Latine : Histoire et mode d'analyse" ; Revue Amérique Latine (CETRAL), n° 1, Janvier-Mars 1980, p. 48.

[6] Marion LEOPOLD : "Les firmes transnationales alimentaires et leurs stratégies globales" Revue Internationale des Sciences Sociales Vol. (XXXVII), n° 3, 1985, pp. 341-356.

[7] Ph. CHALMIN : "Analyse des phénomènes de transnationalisation au sein du complexe agro-alimentaire", Doc. Ronéotypé, Séminaire Doctorat, Paris (I), Sept. 1982.

[8] J. LEBIHAN : "Vers de nouveaux modèles d'organisation de l'économie agricole et alimentaire dans les pays socialistes avancés (R.D.A., Tchécoslovaquie et Hongrie)", Revue d'Economie Politique, n° 2, Mars-Avril 1969, pp. 306-325.

[9] Walter SCHMIDT : "Le passage de la production industrialisée par la voie de la coopération dans l'agriculture de la R.D.A. et la situation nouvelle de l'agriculture dans l'économie nationale", Cahiers de l'ISMEA, Série A. G., n° 13, T. V, n° 9-10, Septembre - Octobre 1975, pp. 1567-1630.

[10] Y. A. TIKHONOV : "L'agriculture dans l'économie alimentaire : la production agro-industrielle en URSS, Problèmes de gestion", Revue d'Economie Rurale, n° 132 - 1979, pp. 31-32.

V. A. MARTYNOV : "Les problèmes de développement du système agro-industriel en URSS", Revue Internationale des Sciences Sociales, Vol. (XXXVII), n° 3, 1985.

FOUAD CHEHAT [*]

La dépendance alimentaire : une fatalité ?

L'Algérie est-elle réellement dépendante du marché mondial en ce qui concerne l'alimentation de sa population ? La question peut paraître aujourd'hui pour le moins saugrenue tant la réponse – évidemment affirmative – est connue de tout un chacun. Mais, s'il arrive que l'on sollicite des arguments précis susceptibles d'étayer cette réponse affirmative, on nous avancera généralement quatre séries d'arguments.

La première série d'arguments découlera de l'examen de la balance commerciale globale, examen qui permet de montrer :

- que la part relative des importations alimentaires dans le total des importations a tendance à devenir de plus en plus grande passant d'une moyenne de 15 % pour les années 1967-68 à une moyenne de 35 % pour les années 1984-1985.
- que le poids des importations alimentaires, comparé à celui des importations de biens d'équipement, devient sans cesse plus lourd (43 % entre 1968 et 1969 et près de 80 % pour les années 1984-1985).

La seconde série d'arguments exprimera les constats établis à l'issue de l'analyse de l'évolution de la balance commerciale agricole. L'argumentation consistera alors à mettre en relief :

- la progression exceptionnellement rapide du taux de croissance des importations de biens alimentaires (15 % en moyenne depuis 1973) ;
- la régression continue des exportations de produits agricoles et ce, tant en valeur relative (39 % du total des exportations en 1964 et 0,5 % en 1983) qu'en valeur absolue, celle-ci régressant de 87 % entre les mêmes dates ;
- la dégradation rapide du taux de couverture des importations alimentaires par les exportations de produits agricoles (131 % en moyenne entre 1963 et 1970, 75 % en 1973 et moins de 2 % en 1983).

La troisième série d'arguments est élaborée à partir d'une analyse qui se veut plus approfondie puisqu'elle porte sur la nature des produits importés. On nous fera remarquer alors que :

- depuis 1963, l'essentiel des biens alimentaires importés (83,5 % en moyenne) est constitué par les céréales et les produits de la minoterie (33,16 % du total, en moyenne), les produits animaux (17,19 % du total), le sucre (14 %), les légumes et les fruits (6 %), les oléagineux (11,4 %) et le tabac (2 %) ;

- l'enquête nationale sur les dépenses de consommation des ménages, réalisée par l'Office National des Statistiques, entre mars 1979 et Mars 1980, a montré que 55,68 % des dépenses individuelles (moyenne nationale) sont consacrées à l'achat de produits alimentaires;
- cette même enquête montre que le budget alimentaire était réservé essentiellement à l'achat de pain, de céréales et de leurs dérivés (18,42 %), à l'achat de produits animaux (33,52 %), de fruits et légumes (26,35 %), d'oléagineux (4,59 %) et de sucre (2,97 %) ;
- cette enquête, enfin, permet de constater que la place des céréales et des légumes secs ou frais était plus considérable en zone rurale et pour les titulaires de revenus inférieurs à 2500 DA.
- les importations alimentaires algériennes portent donc sans conteste possible sur des biens - salaires.

Et, finalement, on ne manquera pas d'attirer notre attention sur le caractère particulièrement dangereux de cette forme de dépendance – dangereux sur le triple plan géopolitique, économique et social – ce caractère donc se manifestant dans le fait que le poids des importations de ce type de biens est énorme en regard de la consommation et de la production nationale (les céréales importées entre 1979 et 1983 représentaient 160 % de la production nationale, par exemple).

La quatrième série d'arguments reposera sur l'examen de la structure du marché mondial pour les principaux biens alimentaires importés et l'examen de la balance des paiements de l'Algérie. L'argumentation consistera alors à :

- souligner le caractère quasi-monopolistique du marché mondial des céréales, des légumes secs, des produits animaux, du sucre...
- noter que la croissance rapide et continue des importations alimentaires grève lourdement les réserves de change du pays, diminuant considérablement sa marge de manoeuvre dans ses négociations avec les fournisseurs étrangers et hypothéquant dangereusement ses capacités d'investissement dans l'agriculture et dans l'industrie agro-alimentaire.

Cependant, il nous apparaîtra très rapidement que de telles explications resteront toujours nécessairement superficielles et insuffisantes tant que l'argumentation reposera sur un examen comparatif des postes de la balance commerciale, voire de la balance des paiements ou sur un examen de la nature des produits agricoles importés.

Une telle argumentation est insuffisante parce qu'elle se préoccupe d'un épiphénomène (la dépendance alimentaire) en ignorant le phénomène central (la dépendance économique). La démarche qu'elle suggère en filigrane peut même conduire à une impasse si elle est adoptée pour d'autres nations (la Grande-Bretagne, le Japon ont une balance agricole déficitaire, sans être pour autant dépendants sur le plan alimentaire).

En réalité, la dépendance alimentaire n'est que la dimension la plus évidente, la plus banale et souvent la plus brutale, d'une dépendance économique plus large impliquant la totalité des branches d'activité de la nation. Cette dépendance économique est, on s'en doute, l'effet d'une Division Internationale du Travail sur laquelle l'Algérie, à l'instar des autres pays du Tiers-Monde, n'a, pour l'instant, qu'une très faible prise.

En d'autres termes, pour l'Algérie, la dépendance économique apparaît dans le fait que la croissance économique interne a pour moteur le commerce extérieur. Ceci signifie plus précisément que :

- les investissements de renouvellement et les investissements d'extension, dans toutes les branches, voient leur volume et leur mode de répartition dépendre du volume des recettes externes ;
- les fonds généraux sociaux (au moins pour la partie budget d'équipement) voient également leur volume et leur mode de répartition dépendre du volume des recettes externes ;
- la conversion en biens salaires des revenus monétaires distribués aux travailleurs à l'occasion de la production dépend, pour une grande part, du volume des importations alimentaires, et donc, en dernière analyse, du volume des recettes externes.

En conséquence, toute réduction significative du volume des recettes tirées des exportations (et, en l'occurrence, pour l'Algérie, des exportations de pétrole et de gaz) provoque :

- une diminution plus que proportionnelle du surplus disponible pour les investissements ;
- une régression plus ou moins brutale du niveau de vie (et singulièrement de la ration alimentaire distribuée) ;
- une régression des capacités étatiques de maîtrise de la structure économique et sociale.

Si la dépendance alimentaire n'est que la dimension la plus voyante d'une dépendance économique plus profonde, serait-elle pour autant une fatalité ?

Une telle hypothèse est inadmissible à plus d'un titre, ne serait-ce qu'à cause des potentialités naturelles et humaines disponibles dans le pays. Il serait donc possible de refuser la pérennité de la dépendance alimentaire. Mais comment pourrait concrètement se traduire un tel refus ? par quels actes ?

Refuser la dépendance alimentaire, c'est, bien sur :

- contenir le mieux possible le rythme de croissance des importations alimentaires ;
- tenter d'équilibrer la balance agricole par un accroissement des exportations de produits agricoles.

Mais ces deux actions, même conduites avec un maximum de rigueur, ne sont pas suffisantes en elles-mêmes pour créer les conditions d'une rupture avec la dépendance alimentaire actuelle. Il apparaîtrait très vite

que leur efficacité dépend du degré de cohérence de la stratégie agro-alimentaire dans laquelle elles doivent nécessairement s'inscrire.

En effet, en premier lieu, la limitation du rythme de croissance des importations alimentaires présuppose l'adoption et la généralisation d'un modèle de consommation plus conforme aux potentialités réelles et virtuelles de l'agriculture nationale. Elle présuppose également la mise en place d'un train de mesures susceptibles d'améliorer la productivité de l'agriculture nationale afin que celle-ci puisse faire face à une demande intérieure croissante que les importations satisferont à un degré de plus en plus réduit.

En second lieu, pour pouvoir exporter davantage, il faudrait d'abord devenir concurrentiel, c'est à dire produire à des coûts inférieurs ou, au plus, égaux aux coûts qui s'établissent sur un marché mondial dans lequel l'Algérie ne dispose, pour aucun produit, d'une position de monopole ou de quasi-monopole. Si on peut, en effet, envisager pendant un temps d'exporter à des prix inférieurs aux coûts de production le maximum de produits agricoles, cela ne peut servir qu'un objectif de très court terme (faire face à une contraction brutale des réserves de change, par exemple). Dans le cas contraire, cela signifierait que l'on assiste à la mise en place des mécanismes assurant le transfert du surplus agricole local vers les métropoles dominant le marché mondial.

Finalement, dans tous les cas de figure, il faudrait que l'agriculture nationale puisse produire plus. Il faudrait qu'elle devienne suffisamment productive pour se transformer en source d'accumulation. Cela suppose son intensification. Mais l'intensification de l'agriculture est étroitement liée aux possibilités d'intensification de la production des autres branches d'activité. Rompre avec la dépendance alimentaire c'est s'assigner, implicitement ou explicitement, comme objectif central, la rupture avec la dépendance économique. Objectif central dont la concrétisation passe par la réorganisation de l'économie toute entière sur la base d'une accumulation intensive et par la négociation d'une nouvelle place dans la Division Internationale du Travail.

En d'autres termes, la poursuite du processus d'industrialisation du pays exige, aujourd'hui plus que jamais, la définition d'une stratégie agro-alimentaire globale ayant pour objectif l'indépendance alimentaire et identifiant les principaux obstacles à lever pour concrétiser cet objectif.

Le premier obstacle à contourner est constitué par la limitation relative de la S.A.U. du pays, limitation qui impose un arbitrage raisonné concernant les superficies à consacrer à chaque spéculation. Cet arbitrage doit d'abord tenir compte de la place occupée par chaque bien-salaire dans le modèle de consommation (urbain et rural). Il doit également tenir compte des espérances les plus réalistes en matière de gains de productivité. Il doit tenir compte enfin des perspectives d'évolution des prix et des quantités disponibles sur le marché mondial, ainsi que de "l'identité" des principaux producteurs de chacun de ces biens. Ainsi, si l'on tient compte de ces éléments, il est peu évident que

le choix soit favorable à l'extension des cultures fourragères destinées au développement d'un élevage bovin laitier de type moderne, ni qu'il soit favorable à l'extension d'une arboriculture fruitière en irrigué, le refus de la dépendance ne pouvant s'assimiler au refus d'une spécialisation relative. En définitive, pour contourner ce premier obstacle, il deviendra très rapidement évident qu'il faudra raisonner en termes d'ensemble régional plus vaste que l'espace national, le Maghreb pouvant, à notre sens, être un premier terrain d'application pour une telle stratégie.

Le second obstacle à contourner est constitué par l'insuffisance notoire de l'eau disponible pour les végétaux et les animaux. Les précipitations sont souvent insuffisantes et toujours mal réparties dans le temps, ce qui se répercute de façon négative sur la production et les rendements. Pour résoudre ce problème, le crédo a été jusqu'ici le recours à l'irrigation. D'où les efforts, parfois significatifs en matière d'hydraulique agricole (comme depuis 1980, par exemple) mais ces efforts sont toujours restés en deçà des besoins réels et des possibilités de mobilisation des potentialités existantes. Mais l'eau d'irrigation n'est pas seulement insuffisante. Elle est aussi sous-utilisée parce qu'elle profite en premier lieu à la production de légumes et de fruits de second rang parmi les biens salaires. Elle est sous-utilisée et mal utilisée parce qu'elle ne profite que marginalement voire pas du tout aux céréales et aux légumes secs. Cependant, l'apport d'un complément en eau par l'irrigation n'est pas et ne saurait plus être la seule solution envisageable pour pallier à l'insuffisance et à la mauvaise répartition des précipitations.

L'apport de modifications idoines au travail du sol, l'usage de variétés plus résistantes à la sécheresse, l'extension de cultures sous-abri, des cultures étagées... constitueront souvent des méthodes plus simples pour surmonter l'handicap constitué par l'insuffisance de l'eau. Ce type de solution exige à son tour que la réflexion soit engagée au niveau d'un ensemble régional plus vaste que la nation, le Maghreb paraissant à nouveau tout indiqué comme terrain d'expérience privilégié, vu la forte parenté des micro-climats et des types de sols qu'on y rencontre et vu la nécessité de mener une recherche agronomique ardue dans une direction totalement nouvelle pour la région. Ceci nous amène à examiner le troisième obstacle à l'intensification de l'agriculture et à la concrétisation d'une politique d'indépendance alimentaire.

Le troisième obstacle est constitué par les insuffisances de la recherche agronomique et de la vulgarisation agricole. Le potentiel réduit de chercheurs disponibles, la disparité des capacités de recherche, l'infinie diversité des objets d'investigation possibles, la multiplicité et l'instabilité qui ont caractérisé jusqu'ici les centres de recherches sont autant d'éléments qui plaident en faveur :

– d'une concentration des chercheurs dans un nombre aussi réduit que possible de structures de recherche de manière à créer les conditions favorables – la stabilité aidant – à la définition d'une stratégie globale de recherche. Ceci permettrait en outre, de concentrer le maximum de moyens matériels, de disposer d'un réseau de stations de recherche et

d'expérimentation suffisamment dense pour couvrir l'ensemble des zones écologiques.

– d'une concentration des efforts de la recherche sur des problèmes précis concernant un éventail nécessairement limité de biens alimentaires.

– de la mise en place de structures capables d'assurer une formation permanente pour l'ensemble des travailleurs agricoles quel que soit le secteur juridique auquel ils appartiennent et quel que soit leur niveau d'instruction initial.

Cette vaste réorganisation et réorientation de la recherche et de la formation permettra sans aucun doute d'aboutir à de meilleures performances si elle se fait dans un cadre régional tel que le Maghreb, les préoccupations en matière de recherche et de formation pouvant dans une large mesure être identiques, et les moyens de chacun des pays concernés étant encore relativement limités.

Les trois obstacles énumérés ne peuvent être cependant surmontés, tant dans un cadre national que dans un cadre régional, que si l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire bénéficient toutes deux d'une véritable politique protectionniste vis-à-vis de la concurrence que peuvent exercer les produits alimentaires qui continueront à être importés.

A travers ces quelques remarques, nous avons tenté surtout de montrer la complexité du problème posé par la dépendance alimentaire et la nécessité de modifier les approches adoptées jusqu'ici pour le résoudre.

Notes

[*] Maître-Assistant à l'Institut National Agronomique d'Alger.

CLAUDINE CHAULET [*]

Un choix stratégique, le choix des technologies agronomiques : exemple de la production animale

Réfléchir sur la dépendance alimentaire et les moyens de la réduire, c'est réfléchir sur les interactions entre production agricole et consommation de nourriture.

La définition la plus simple de l'autosuffisance alimentaire, "manger ce qu'on a produit, produire ce qu'on mangera", peut s'entendre en un sens statique – la faim des pays à agriculture faible – mais aussi en dynamique : se mettre en mesure de produire la nourriture estimée nécessaire. C'est la vision dynamique qui a constamment été celle du pouvoir politique algérien, et pourtant on doit constater que l'effet retour (augmentation des besoins – augmentation de la production) est resté limité. C'est donc sur les conditions de réalisation d'un effet d'entraînement de l'agriculture par la croissance globale qu'on s'interrogera ici.

En économie de marché, cet entraînement passe par l'augmentation de la demande solvable, donc des prix à la production qui "intéressent" les producteurs actuels ou potentiels à produire plus, et le capital à s'investir dans l'agriculture, avec pour effet l'augmentation de la production et de la productivité agricoles, celle-ci pouvant entraîner à son tour une baisse des coûts de production donc une augmentation de la consommation.

En Algérie, cet entraînement a partiellement joué en ce qui concerne les marchés non contrôlés : on constate des augmentations de la production de fruits, légumes et certains produits animaux.

En économie planifiée, l'entraînement passe par une allocation centralisée des ressources. Celle-ci a bien été décidée, sans résultat notable sur les produits par définition prioritaires – qui sont destinés aux circuits régulés par l'Etat – (céréales, oléagineux, sucre, lait...). De nombreuses explications particulières de ce fait ont été avancées et peuvent être retenues. Plus globalement, elles peuvent être interprétées dans le contexte particulier de l'Algérie, avec d'une part son double secteur de commercialisation, d'autre part la facilité financière longtemps assurée par l'exportation d'hydrocarbures, comme la manifestation d'une coupure entre production et consommation, la déconnexion étant provoquée par les importations. Faiblement interconnectées, production et consommation ont évolué chacune avec sa dynamique propre, celle-ci sur la base d'objectifs nutritionnels abstraits et sous l'effet conjugué d'une politique de prix à la consommation ignorant la demande réelle et d'une demande stimulée

par le processus de différenciation sociale, celle là sur la base d'objectifs de production abstraits et de modèles technologiques exogènes. Chacune de ces évolutions divergentes se sont produites sous l'attraction de forces extérieures, promesses des offreurs de technologie agricole d'une part, effet de démonstration des modèles de consommation "modernes" de l'autre.

Elles ont abouti à la mise en place de structures stables, habitudes de consommation et modes d'organisation de la production. C'est pourquoi la situation résultant des transformations antérieures doit être considérée comme une contrainte intervenant sur la capacité de réaction à la crise actuelle : la diminution de la capacité d'importation ne suffit pas par elle-même à reconstruire les liaisons que la situation antérieure a détruites. C'est pourquoi la réflexion stratégique semble devoir dépasser la question de la limitation des ressources pour s'attacher à celle de la reconstitution de la relation fondamentale entre production et consommation. Cela suppose une connaissance précise et critique des processus économiques et sociaux qui ont amené à la situation actuelle.

Le type de démarche qui pourrait être suivi sera dégagé ici à partir du cas élevage/protéines animales, avec la conviction que d'autres cas pourraient également être démonstratifs.

Les faits qui seront évoqués sont bien connus des spécialistes, c'est la démarche de mise en relation entre eux qui paraît être intéressante, même si dans cette première étape les données n'ont pu être vérifiées et analysées avec toute la finesse que seule une recherche plus longue permettrait.

On partira d'un diagnostic construit à partir des données disponibles pour tenter de construire ce qui pourrait être un modèle d'interactions positives et enfin repérer les étapes à court et moyen terme qui pourraient participer à sa mise en place.

I – Diagnostic : modes d'élevage et consommation de protéines animales

L'augmentation de la ration moyenne de protéines, et parmi celles-ci de protéines d'origine animale, a constamment été considérée par les autorités comme un objectif nutritionnel important^[1]. Ce choix rencontrait certainement une aspiration forte de la partie de la population pour qui passer de l'état où on mange de la viande "de fête en fête", ou au plus mensuellement, à une consommation pluri-hebdomadaire ou quotidienne était un aspect essentiel de l'amélioration des conditions de vie.

L'objectif d'amélioration de la ration en protéines d'origine animale a été approché en moyenne (moyenne qui dissimule évidemment de très grandes différences quantitatives et qualitatives) et ce n'est sans doute pas sans rapport avec l'amélioration sensible de l'état de santé global de la population (chute du taux de mortalité générale et infantile)^[2] et l'augmentation moyenne de la taille et de la carrure des enfants et des

adolescents, augmentation qui peut être analysée comme un investissement de productivité à long terme.

La disponibilité moyenne par tête et par an en viandes (rouges + blanches) a presque doublé, en oeufs elle a été multipliée par 6, en lait elle a augmenté d'un tiers (cf. tableau 1).

Tableau n°1 : Disponibilité moyenne par tête et par an en produits animaux

Produits Années nb.d'hab.	Viande rouge (kg)	Viande blanche (kg)	Total viande	Oeufs (kg)	Lait (litres)
1973 Prod.	6,9	1,8	8,7	0,8	36,9
Imp.	-	-		-	21
14.500h disp.	6,9	1,8	8,7	0,8	57,9
1977 Prod.	6,7	4	10,7	0,8	40
Imp.	0,8	-		0,7	39
17.500h disp.	7,5	4	11,5	1,5	79
1980 Prod.	7,0	5,3	12,3	1	38
Imp.	0,9	-		2,2	42
18.400h disp.	7,9	5,3	13,2	3,2	80
1983 Prod.	7,5	6,7	14,2	2	33
Imp.	1,7	-		3,2	50(?)
20.200h disp.	9,2	6,7	15,9	5,2	83

Mais comment ce résultat a-t-il été atteint ?

On constate que les productions animales classiques (viande rouge + lait) ont faiblement augmenté, dépassant à peine le rythme de progression démographique pour la viande rouge, augmentant trop faiblement (malgré des investissements importants) pour suivre cette progression en ce qui concerne le lait (graphique I).

Toute l'amélioration de la disponibilité moyenne par tête provient donc :

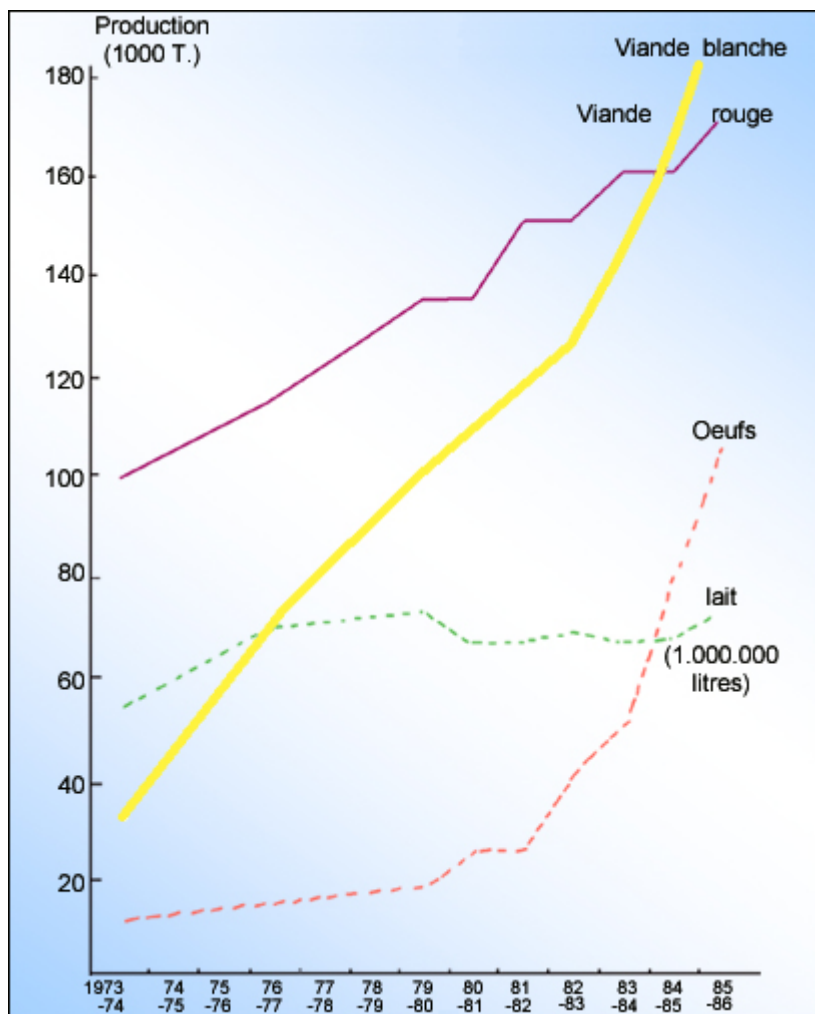
- du développement de l'aviculture locale (viande blanche et oeufs).
- des importations de produits animaux "finis" (viande rouge et lait, oeufs jusqu'en 1986 où la substitution d'importation est acquise). Si l'importation de viande rouge reste limitée (1,7kg/tête sur un total de 9,2 disponibles), celle du lait reste considérable (50 l. par tête sur un total de 83 disponibles).

Le choix de l'aviculture comme voie pour satisfaire rapidement et

relativement facilement les "besoins" en protéines animales a été une

décision planifiée, entraînant des mesures pratiques (organisation, vulgarisation, subventions, prêts) et suivie d'effets dans la production. La modification des systèmes d'élevage à destination viande s'est faite en partie spontanément, cette modification étant liée aux changements des prix relatifs et de rapports sociaux dans les campagnes. L'un et l'autre ont pourtant eu pour effet de contribuer à aggraver la dépendance alimentaire du pays : c'est ce qu'il importe d'analyser.

Graphique 1 : Évolution de la production animale 1973-86



(Source : Statistique agricole et pour 1985-86, El-Moudjahid 3 et 16 Septembre 1986).

1°) – Le plan : maïs, soja et compagnie

L'aviculture "moderne" qui a délibérément été mise en place est entièrement dépendante (souches animales, installations, savoir faire) au niveau des investissements. Elle l'est surtout du point de vue des consommations intermédiaires qui doivent être renouvelées sans cesse sous peine d'arrêt immédiat de la production. En particulier les aliments consommés par poules et poulets sont composés principalement – mis à part les issues de céréales dont la disponibilité suit la trituration nationale de blé (production nationale + importations en grains) – de produits importés (maïs - soja - farine de poissons - additifs) qui ne pourront vraisemblablement pas être produits localement avant

longtemps (plantes nécessitant des irrigations d'été, problème des formules détenues par les firmes spécialisées). Le résultat obtenu en matière d'aviculture repose donc sur le report en avant de la dépendance, et pourrait être analysé dans les mêmes termes que celui d'une usine de montage.

Or cette dépendance, induite par un choix de technologie, est particulièrement lourde :

1°) – du fait de l'extrême concentration des firmes multinationales spécialisées et de la localisation des productions qu'elles commercialisent ou transportent.

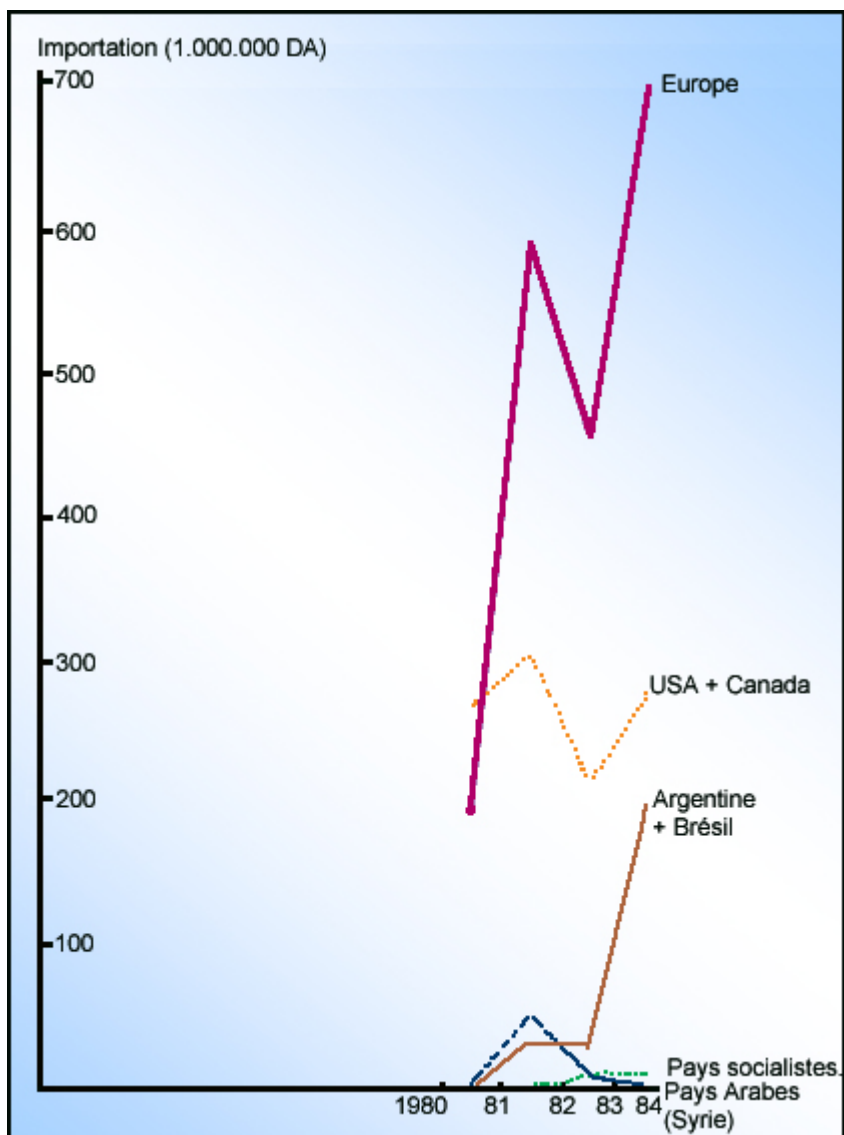
L'Algérie, comme les autres pays exportateurs d'hydrocarbures qui ont été poussés à faire le même choix (Arabie, Libye, Nigeria etc.) a donc été transformée en débouché pour les productions des Etats-Unis (maïs-soja) et de la CEE (qui revendent et/ou transforment la production de soja de pays comme le Brésil et leur propre maïs). Le phénomène ayant déjà été étudié au niveau mondial et pour d'autres pays il est inutile d'y insister (graphique n° 2).

Pour évaluer le poids de cette dépendance on peut mettre en rapport la progression des importations pour l'alimentation animale (rubriques 10 – 0511 "céréales-autres maïs" et 23 – aliments pour animaux) avec la progression de la production avicole (l'affectation d'une partie de ces importations à l'élevage bovin "moderne" ne s'étant pas traduite par une élévation aussi sensible de la production laitière) (graphique n°3).

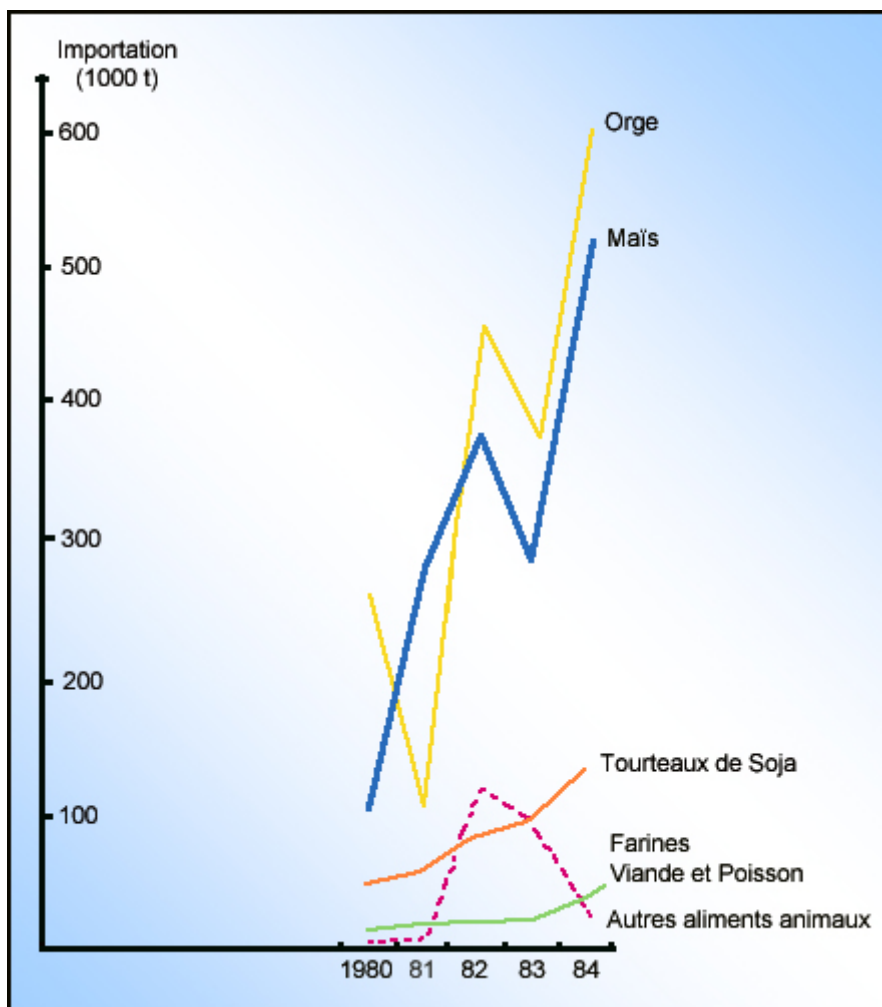
Le coût de ces importations croit dans les mêmes proportions globales, d'autant plus que semble se produire une tendance à la substitution d'aliments tout préparés aux matières premières pour préparation locale (graphique n°4).

2°) – du fait que la politique suivie a mis en place un appareil de production complexe : encadrement, coopavi, usines et moyens de distribution des aliments, producteurs revendeurs privés d'aliments, producteurs privés de poulet et d'oeufs, abattoirs, commerçants. Ces producteurs qui ont été poussés par l'Etat à s'engager dans cette voie représentent une catégorie sociale nouvelle et dynamique qui ne peut être supprimée par décision administrative, ni réduite à la misère par un arrêt brusque des aides publiques à leur activité.

Graphique 2 : Évolution des importations de produits participant à l'alimentation animale, en valeur , par groupe de pays

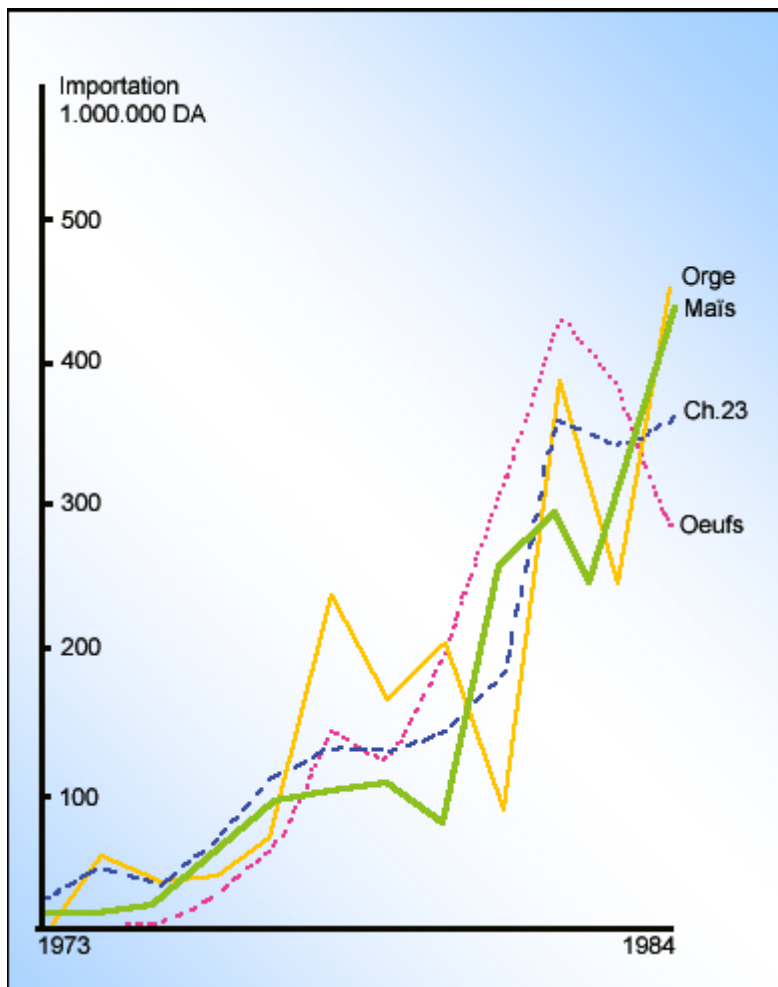


Graphique 3 : Évolution des importations de produits participant à l'alimentation animale



Source : Statistique du commerce extérieur.

Graphique 4 : Évolution de la valeur des importations de produits participant à l'alimentation animale



(Source : 1973-80 : Statistique agricole, échanges par produits.
1981-84 : Statistique du commerce extérieur.)

3°) – malgré les prix au détail relativement élevés par rapport à ceux des produits similaires dans les pays développés (ce qui signale, compte tenu des subventions, une faible productivité et/ou des profits commerciaux élevés) les produits avicoles restent, comme prévu par le planificateur, bien moins chers que la viande rouge : c'est grâce à eux que la consommation de protéines animales pour les ménages à faible revenu a augmenté et ils font partie désormais d'habitudes de consommation sur lesquelles il semble impossible de revenir sans compensation.

4°) – cette aviculture "moderne" a été créée en concurrence avec l'aviculture domestique traditionnelle (et au détriment des femmes, l'aviculture étant traditionnellement domaine féminin) qu'elle a pratiquement supprimée ou en tout cas empêchée d'évoluer. Une relance d'une petite aviculture complémentaire d'autres activités des foyers ruraux demandera donc un nouvel effort d'organisation.

Au total il semble donc que le poids des nouveaux aviculteurs et de ceux (techniciens, commerçants) qui leur sont liés d'une part, le poids des consommateurs modestes d'autre part, l'absence de solution de rechange immédiate enfin, feront pression pour le maintien d'une situation par ailleurs si profitable à l'agro-business multinational.

2°) – Le profit : "le mouton a mangé le blé"

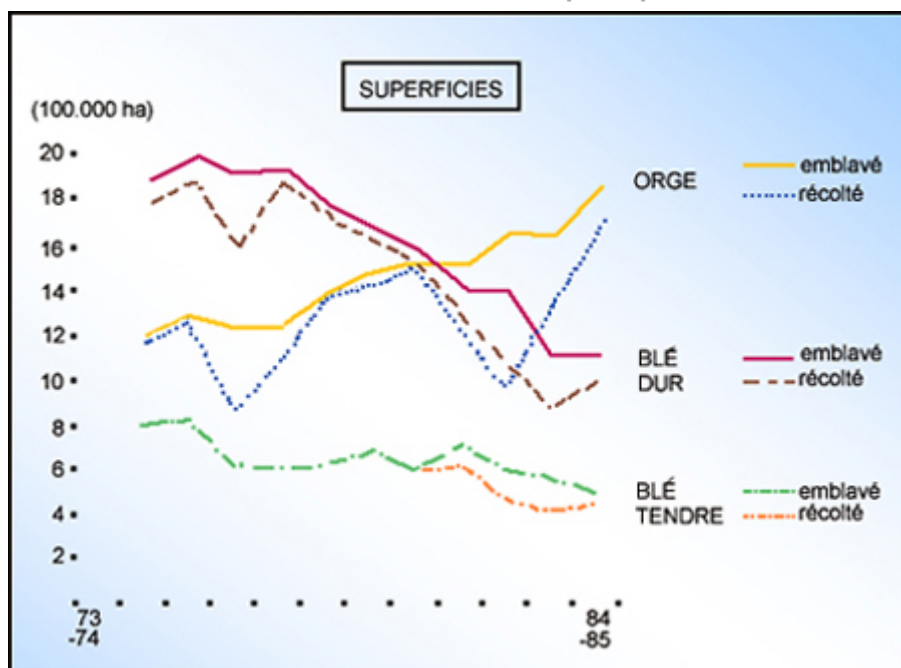
On a vu que la production de viande rouge a faiblement augmenté. Or celle-ci est constituée principalement par des ovins élevés par le secteur privé.

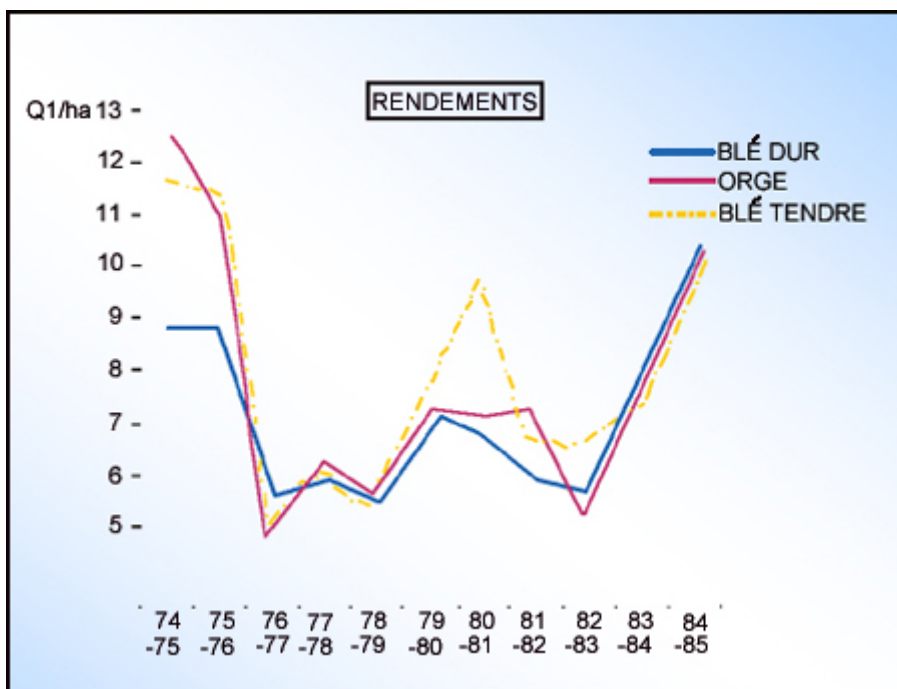
Est-ce à dire que l'élevage ovin a conservé, malgré les impulsions du Plan et du Marché, un caractère " traditionnel" qui expliquerait sa faible productivité ? Il n'en est rien. Les spécialistes savent que l'ancienne logique du système pastoral s'est décomposée, et que les ressources alimentaires tirées de la végétation spontanée de la steppe sont de plus en plus remplacées par une alimentation composée de fourrages artificiels (bottes de vesce-avoine) et d'orge.

Il pourrait s'agir là d'une "intensification" souhaitable, notamment si elle reposait sur la substitution d'une sole fourragère à la jachère et une complémentarité entre "naisseurs" et "finisseurs".

Or l'évolution^[3] des superficies emblavées et récoltées dans les 3 céréales principales (graphique n°5) contrôlée avec l'évolution des rendements (graphique n°5 bis) montre qu'il n'en n'est rien.

Graphique 5 : Évolution des superficies (emblavées/récoltées) et des rendements - céréales principales





(Source : Enquêtes rendements - M.A.P.)

Pendant la dernière décennie, les superficies globales emblavées en céréales ont légèrement décro, mais les superficies emblavées en orge ont fortement augmenté, alors que les superficies emblavées en blé dur (et dans une moindre proportion en blé tendre) diminuaient.

L'orge, dont on peut faire l'hypothèse qu'il est essentiellement destiné à l'alimentation animale et non plus comme autrefois partiellement à l'alimentation humaine, a pris la place du blé.

Par rapport à l'année 1974-1975 (période de mise en application effective de la Révolution Agraire) la superficie consacrée aux céréales a perdu 3925 - 3640 = environ 300 000 ha. La superficie consacrée au blé (BD + BT) a perdu 2700 - 1700 = environ 1 million d'ha et la superficie consacrée à l'orge a gagné 700 000 ha (à laquelle il faut sans doute ajouter les superficies emblavées en blé et non récoltées des bonnes années). Il s'agit là d'un remaniement considérable, puisque la superficie consacrée au blé a diminué de 40 %, ce qui représente, avec les rendements de 1985, un manque à récolter de 10 millions de quintaux soit près des 2/5 de l'écart entre production et besoins nationaux en blé.

Comment expliquer un tel changement qui concerne d'abord le Secteur Privé mais touche aussi le Secteur Socialiste ?

On peut l'interpréter comme le résultat d'une décision "rationnelle" de producteurs cherchant à augmenter leurs revenus.

En effet, pendant la période considérée l'évolution des prix du blé (à la production d'une part, à la consommation d'autre part) et de la viande ont divergé (graphique n° 6).

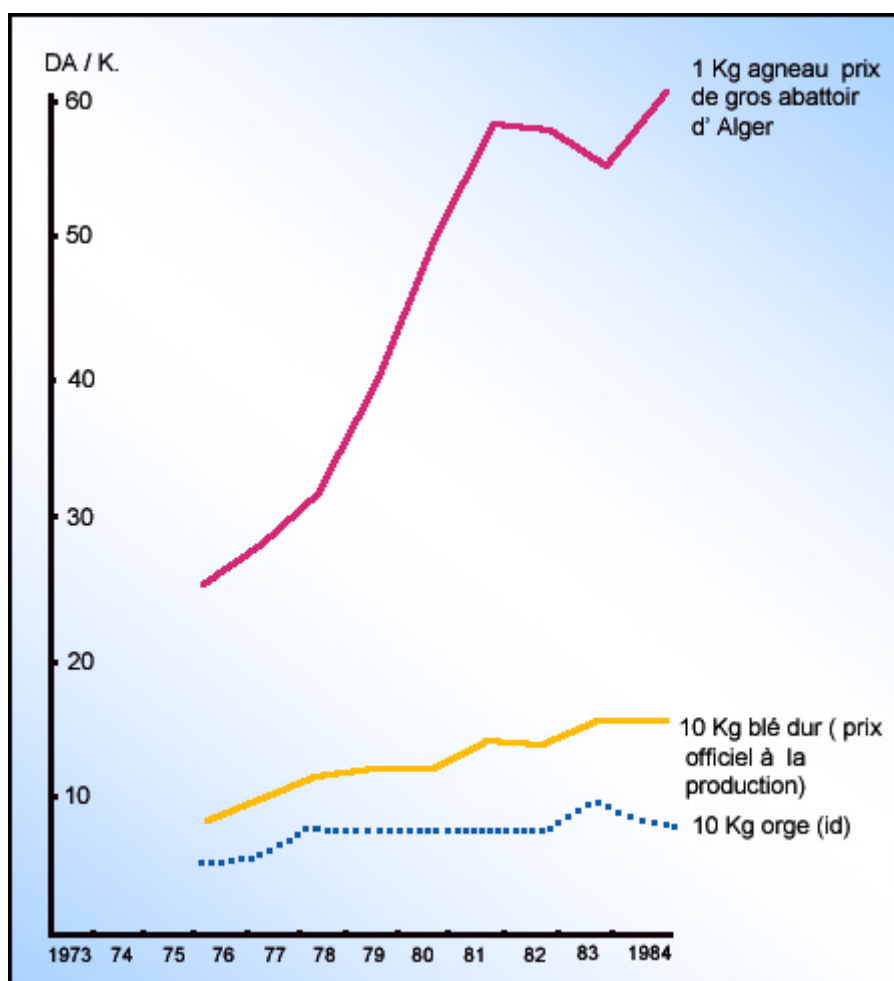
Si dans les modes d'évaluation traditionnels qui rendaient compte des conditions anciennes de la production agricole, un quintal de blé était

considéré comme équivalent à un mouton, actuellement un quintal de blé (prix à la production) = moins de 3 kg de viande à l'abattoir – moins de 2 kg de viande au détail. Un tel écart joue évidemment pour pousser les agriculteurs vers l'élevage ovin et vers l'aliment ovin le plus répandu, l'orge, qui peut de ce fait être vendu très au dessus de sa valeur officielle. On constate ainsi (graphique n°7) que l'évolution des superficies en orge est accompagnée d'un mouvement comparable des effectifs du troupeau ovin (alors que les superficies consacrées aux fourrages augmentent faiblement) ; on constate également que les années de mauvaise récolte, des importations importantes viennent compléter les disponibilités en orge (elles sont d'ailleurs distribuées ou attribuées à des prix subventionnés).

Il y a donc substitution partielle d'aliments cultivés ou importés à la végétation spontanée et aux sous produits de la production céréalière qui faisaient autrefois l'essentiel de l'alimentation ovine.

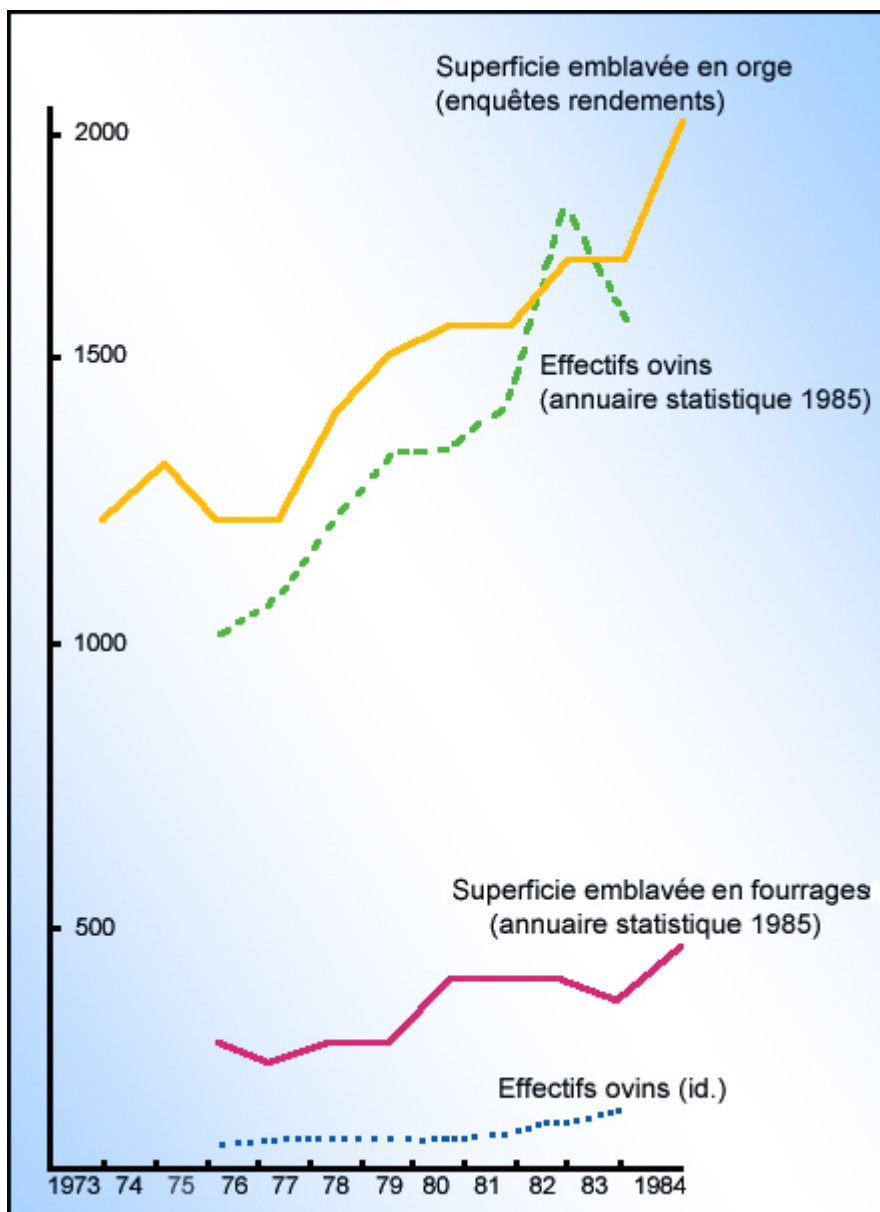
S'agit-il d'une intensification rationnelle, d'une alimentation de complément fournie en période de disette ou pour le "fourrage" ?

Graphique 6 : Évolution des prix des céréales et de la viande



(Source : Annuaire Statistique 1985).

Graphique 7 : Évolution des effectifs du troupeau et des cultures

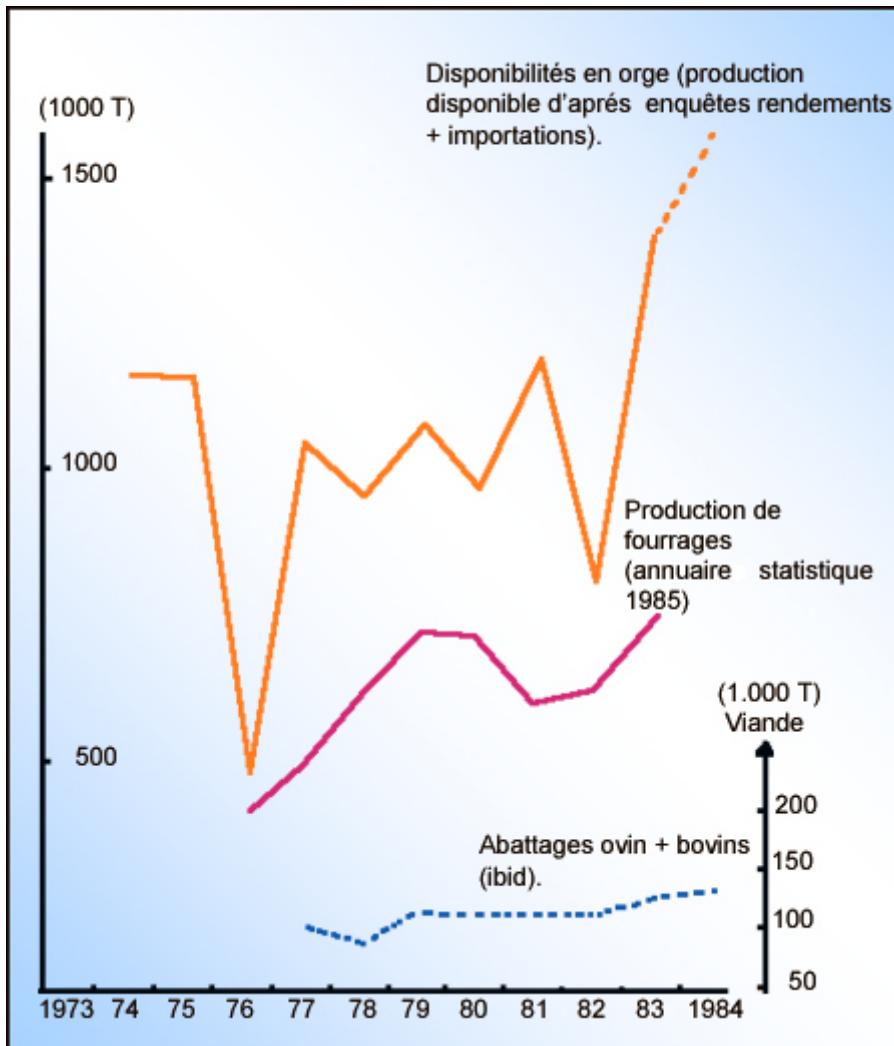


Non : en effet l'augmentation des superficies en orge est liée à l'augmentation des effectifs, mais celle-ci n'entraîne pas une augmentation proportionnelle de la production de viande rouge prise en compte par les statistiques (graphique n° 8). Ceci signifie que l'orge est utilisée en grande partie pour entretenir des animaux qui ne sont pas abattus au moment optimum, à un "stockage sur pied" irrationnel sur le plan économique mais permettant des profits spéculatifs. Tout ce qu'on sait du marché actuel de la viande et des réseaux de spéculation qui relie la steppe et le Nord l'explique aisément.

Cet orge mobilisé par les éleveurs et les spéculateurs en bétail n'a donc même pas le rôle de permettre l'allègement nécessaire de la charge de la steppe, au contraire il entretient la surcharge. D'autre part il doit participer au blocage de l'extension des fourrages cultivés sur les jachères utilisées pour l'élevage ovin, et dans le cas où il est fait "paille par paille" à la diminution de la fertilité des sols. Enfin ce mode d'alimentation coûteux entretient l'élévation des prix de la viande qui le permet, et favorise la concentration des profits entre les mains des gros éleveurs et des intermédiaires. Bien plus, il contribue à la dépendance :

- en imposant des importations d'orge.
- en imposant des importations de blé pour compenser le manque à récolter sur les superficies retirées à cette culture.
- en imposant à l'Etat, dans une tentative de contenir les prix de la viande au détail, l'importation de viande sur le marché mondial, viande qui arrive à des prix très inférieurs à ceux de la viande produite localement.

Graphique 8 : Évolution des disponibilités en orge/fourrage et de la production de viande rouge



La transformation de l'élevage ovin pastoral en élevage mobilisant des ressources céréalières (production et importation) a donc un effet totalement négatif du point de vue de "l'intérêt général", même s'il permet à certains petits éleveurs de survivre, et surtout à certains agents du circuit des profits importants.

C'est ainsi que s'est mis en place de façon informelle et sous la seule incitation du profit, dans une situation de marché à demande croissante, un mode d'élevage irrationnel mais porté par des intérêts puissants.

Si on ajoute à ces deux "modèles d'élevage" celui de "l'élevage bovin moderne" dont l'échec est patent (pour des raisons d'organisation

sociale de la production, mais aussi de la concurrence des importations de lait en poudre jugées plus "rentables" que la collecte et le soutien à la production) on doit constater que aussi bien les innovations introduites par l'Etat que la "modernisation" spéculative de l'élevage ovin sont pour beaucoup dans la dépendance alimentaire actuelle de l'Algérie, notamment sa dépendance en céréales à l'égard des forces dominantes du marché mondial.

Poursuivre dans cette voie ne ferait donc qu'aggraver une situation déjà dangereuse. Or l'augmentation de la production de produits animaux est une nécessité, au moins pour accompagner la croissance démographique et pour réduire les écarts à la moyenne de consommation en protéines animales des ménages à faible revenu, en maintenant les prix de celles-ci à des niveaux qui les rendent accessibles à la majorité. Une seule réponse semble possible, c'est la mise au point de modes d'élevage reposant essentiellement sur les ressources locales et non concurrents des autres productions vivrières, participant au contraire si possible à leur amélioration.

II – Critères de choix de technologies d'élevage

Le diagnostic qui vient d'être porté sur la situation de la production animale algérienne démontre que la poursuite des tendances actuelles entraînerait un accroissement de la dépendance alimentaire, donc, en cas de crise financière, le risque que la ration moyenne par habitant ne soit pas assurée et que les ménages à faibles revenus ne puisse accéder au minimum de protéines animales requis, et couvrir leurs besoins socialement ressentis. Une réflexion stratégique doit donc porter sur la possibilité et les conditions de mise en place d'autres technologies de production animales, capables d'assurer le maintien (ou l'augmentation si possible) de la ration actuelle, pour une population croissante et avec un recours décroissant aux inputs importés.

Dans cette perspective, il est utile de s'interroger sur les processus qui ont amené aux pratiques actuelles, avant de chercher à définir d'autres technologies d'élevage, intégrées celles-ci à l'économie nationale, et les conditions sociales de leur mise au point et de leur diffusion.

2. 1. Comment l'élevage algérien est-il devenu dépendant ?

On sait que les technologies sont des produits historiques qui expriment et reproduisent les forces sociales qui leur ont donné naissance, et que les technologies agronomiques sont de plus particularisées par les conditions de milieu naturel dans lesquelles elles ont émergé.

La technologie d'élevage bovin et avicole à base de graines cultivées (céréales et soja) a été mise au point dans des régions du monde disposant de :

- larges capacités de production de graines, obtenues dans des exploitations organisées pour assurer une forte productivité du travail.
- climat associant chaleur et humidité, et/ou avec larges possibilités d'irrigation.

- large capacité de production scientifique, d'encadrement technique, et de reproduction industrielle des produits de la recherche.
- larges marchés intérieurs où la standardisation des produits alimentaires est acquise depuis longtemps.
- "économie de marché" structurée par des grandes firmes capables d'étendre leurs activités à l'échelle mondiale.

Les technologies d'élevage inventées et mises au point dans ces conditions tendent à valoriser ces avantages, en en assurant une combinaison efficace du point de vue du capital. Elle ont "réussi" dans ce contexte, et cette "réussite" a été le point de départ d'une expansion du modèle d'abord vers les pays présentant des conditions en partie comparable (Europe Occidentale - Japon), expansion accompagnée d'une concentration et d'un renforcement des firmes porteuses de cette activité, puis d'une nouvelle expansion, poussée par celles-ci, à partir de leur région d'origine ou de leurs relais européens (Benelux, France, Espagne etc.) d'une part vers les pays présentant des avantages naturels (production de soja au Brésil - introduction du manioc de Thaïlande dans le modèle etc.) d'autre part vers les pays à agriculture faible mais disposant de devises (Arabie, Libye, Nigeria, Algérie...).

Cette expansion n'a pas été seulement le résultat de la politique commerciale des firmes, elle a été soutenue également par les organisations internationales et la politique agricole et alimentaire des Etats, ainsi que par la transformation des réseaux de distribution de produits alimentaires et la modification des modèles de consommation alimentaire. L'implication des Etats a été obtenue, schématiquement, selon le processus suivant :

1 – les décideurs ont été persuadés qu'il est de leur "devoir" d'augmenter la ration moyenne en protéines animales de la population (rôle des normes nutritionnelles).

2 – les décideurs ont été persuadés que seul la technologie d'élevage "moderne" à base de graines permet d'obtenir rapidement ce résultat (rôle de l'idéologie moderniste dévalorisant les technologies endogènes).

3 – les décideurs ont été persuadés qu'ils peuvent acquérir cette technologie (offres de services des représentants directs ou indirects des firmes intéressées, calculs de coûts faussés par leur établissement en fonction des taux de change officiels ou "d'aides" diverses qui dissimulent le poids de la sortie de devises) voire plus tard en reproduire certaines composantes, au moyen d'une dissimulation du coût permanent et de la dépendance structurelle induits par la nécessité d'importer les composants des aliments (maïs - soja) qui ne pourraient être produits localement en quantité suffisante, compte tenu des faibles disponibilités actuelles en eau, qu'en prenant la place d'autres cultures irriguées.

4 – une catégorie de producteurs selon ce modèle (aviculteurs, fabricants d'aliments) est constituée par intervention de l'Etat

(subventions, prêts, formation etc.) qui est ensuite contraint d'assurer leur reproduction.

5 – les consommateurs sont poussés à consommer massivement (prix relativement bas) les produits de ces nouvelles technologies, et la demande ainsi créée pèse sur les décisions politiques. Ce processus a été mis en marche, en Algérie comme dans d'autres pays, en ce qui concerne l'aviculture "moderne".

En ce qui concerne l'introduction massive de l'orge dans l'alimentation ovine, le processus est plus complexe : il résulte de la manipulation, par des initiatives privées, des conditions économiques créées par la politique globale de développement : augmentation de la demande en viande rouge résultant de l'augmentation généralisée des revenus, prix des céréales à la consommation maintenus relativement bas par les importations et les subventions, prix officiel du blé à la production moins intéressant pour les producteurs que les prix de la viande sur le marché "libre", faible capacité d'intervention étatique sur la production de fourrages, l'organisation des pacages, la gestion des troupeaux et le marché de la viande, secours aux éleveurs en cas de sécheresse détournés de leur objectif d'entretien des animaux reproducteurs.

La complexité des interactions qui ont abouti à la situation actuelle ne doit pas dissimuler que, par une voie certes originale, le processus de soumission de l'élevage national au marché mondial des graines est engagé, avec comme corollaire l'éviction de fait des modèles d'élevage concurrents et une aggravation du déficit en blé.

Prendre conscience des circonstances historiques qui ont favorisé la pénétration de modèles d'élevage porteurs de dépendance, c'est poser la possibilité de concevoir, puis de mettre en pratique, pour une situation autre, des modèles répondant à une autre logique.

2. 2. Définition agronomique de modèles d'élevage n'induisant pas une dépendance structurelle

Ils existent, et sont bien connus des spécialistes. Ils ont en commun une logique de mise en oeuvre maximale des potentialités locales, ce qui exige une connaissance préalable précise des potentialités et des contraintes de chacun des milieux naturels, très variés, du pays : inventer et mettre au point des modèles "autocentrés", c'est fondamentalement valoriser la conscience de son environnement que porte la société, à travers ses savoirs et savoir-faire propres, par les acquis actuels de la science et de la technique.

2. 2. 1. Identification des potentialités et contraintes des milieux naturels

a) – La contrainte principale est liée au climat : la conjugaison estivale de la chaleur et du manque de pluie, la conjugaison hivernale du froid et de l'humidité sont des constantes, bien que plus ou moins marquées selon les régions. L'irrégularité inter-annuelle de la pluviométrie en est une autre. Ceci impose de ne pas fonder l'essentiel de l'alimentation

animale sur des plantes qui exigent la conjugaison chaleur/humidité (même si on peut espérer pour un avenir lointain de plus larges capacités d'irrigation et/ou la découverte ou l'amélioration par la recherche de variétés moins exigeantes).

– de prévoir le stockage d'aliments d'élevage pour les saisons où la végétation est arrêtée et pour les années sèches, ce stockage pouvant être réalisé par les plantes elles-mêmes (arbres fourragers, végétation pérenne de la steppe, opuntias etc.) ou par l'homme (orge, foin et paille, ensilage...).

– de reconnaître l'intérêt de l'adaptation au climat des variétés végétales et races animales locales et de leur consacrer des recherches visant à leur amélioration, sans comparer leurs performances à celles de variétés et races impossibles à banaliser dans l'état actuel des connaissances et des capacités d'organisation.

– de jouer sur les variations de végétation entre les différentes zones par des déplacements d'animaux et/ou d'aliments assurant la meilleure utilisation possible de la végétation et une alimentation régulière des animaux.

b) – l'autre contrainte, très marquée dans la quasi-totalité des zones les plus arrosées du pays, est le relief qui interdit la culture d'espaces importants et exige des pratiques anti-érosion.

c) – la limitation des ressources en eau, mobilisable pour l'irrigation, est une contrainte majeure.

d) – une contrainte historiquement constituée est l'état de dégradation avancé des éco-systèmes. Un réel développement de l'élevage doit participer à la remontée biologique et en bénéficier.

2. 2. 2. La complémentarité production végétale/élevage

La production végétale et l'élevage se valorisent mutuellement si leur complémentarité est organisée : un raisonnement agronomique ne peut pas considérer chaque production isolément (comme peut y inciter une planification centralisée orientée par l'objectif nutritionnel d'augmenter la production de tel ou tel aliment) mais prend en compte les interactions dans un assolement et dans une combinaison productive incluant l'élevage.

Dans la situation particulière de l'Algérie, où les sols, épuisés par les techniques utilisées antérieurement, ne "répondent" pas autant qu'attendu aux apports de facteurs d'intensification, c'est un impératif que connaissent bien tous les agronomes qui réfléchissent au problème de l'humus, aux assolements, à l'utilité du fumier, aux techniques de travaux de sols, à l'intérêt de la couverture végétale des sols pendant les périodes où ils sont le plus exposés à l'érosion, et les socio-économistes qui constatent les effets de l'aggravation des risques encourus, en cas de mauvaise année, par les exploitations engagés dans la spécialisation et l'intensification. Dans cette perspective, amélioration de l'élevage ne va pas sans amélioration des rendements

de la production végétale et de la fertilité des sols et vice-versa, l'ensemble faisant système et pouvant initier une certaine régularisation des revenus des producteurs.

2. 2. 3. La complémentarité espaces cultivés/végétation spontanée

Si la SAU algérienne est relativement limitée, dans l'état actuel des techniques du moins, les superficies où se développe une végétation spontanée (forêts et maquis du nord, steppe, végétation temporaire après pluies au Sahara) sont importantes et leur meilleure utilisation sans dégradation peut être organisée en complémentarité avec les fourrages cultivés.

2. 2. 4. La complémentarité ressources classiques/dérivés des activités nouvelles

Actuellement la ville et l'industrie s'étendent au détriment de l'agriculture. Cependant le retour vers l'agriculture de certains éléments (résidus industriels, déchets urbains, dérivés du pétrole) peut être organisé pour contribuer à l'alimentation animale.

Il faut signaler aussi que l'efficacité des transports modernes rend possible des échanges et des complémentarités nouveaux.

2. 2. 5. Leçons et limites des technologies "traditionnelles"

On peut distinguer schématiquement :

– l'élevage pastoral fondé sur une utilisation optimale de ressources fourragères disponibles à des moments différents dans des endroits différents, grâce à la mobilité des troupeaux et des hommes, et sur un échange blé/moutons pratiqué à la faveur de ces déplacements socialement organisés.

– la combinaison céréaliculture/élevage ovin sur jachères pratiquée dans les plaines du Tell, le mouton intervenant comme complémentaire tant du point de vue fertilité et valorisation des sous-produits du blé que comme stabilisateur des revenus.

– l'élevage bovin des montagnes humides combinant végétation spontanée saisonnière, sous produits agricoles, arbres fourragers et par périodes pacage en forêts.

Ces trois systèmes (en fait la diversité est plus grande et exige une analyse plus poussée) ont fonctionné efficacement durant l'histoire : le Maghreb a une grande tradition d'élevage de qualité, sur la base de ses ressources spécifiques.

Mais ces systèmes ont été désarticulés par l'intervention coloniale qui a en particulier brisé la complémentarité céréaliculture/élevage ovin et "pays du mouton"/Tell.

D'autre part ils avaient été élaborés au cours de périodes où la population était peu nombreuse, s'accroissait lentement, et se contentait d'un régime alimentaire austère (quoiqu'équilibré). Dans une situation dominée, où les capacités d'initiative sociale étaient bloquées et les apports de la recherche réservés aux productions des dominants, ils n'ont pas pu s'adapter à l'augmentation de la demande alimentaire ni à la demande d'amélioration des conditions de vie des producteurs : sous leur forme actuelle, leur productivité à l'hectare n'est pas suffisante pour qu'ils soient maintenus.

Que les technologies traditionnelles soient aujourd'hui incapables de répondre à la demande sociale ne signifie pas condamnation des bases sur lesquelles elles reposaient : le patrimoine génétique des plantes et des animaux qu'elles mettaient en oeuvre, et les savoirs sociaux qu'elles mobilisaient sont un héritage, qui, s'il est reconnu, peut être vivifié.

2. 3. Conditions sociales d'adoption généralisée de technologies d'élevage à intensification "autocentrée"

2. 3. 1. Position du problème

Des modèles d'élevage à la fois intensifs, favorables au rééquilibrage des écosystèmes et basés sur les ressources locales existent ou pourraient être conçus.

Mais ces modèles, même lorsqu'ils ont été retenus par les pouvoirs publics et ont fait l'objet d'affectation de moyens, n'ont pas largement diffusé : les conditions sociales de leur adoption n'étaient pas réunies. Les études en économie de sociologie rurale ont amplement démontré que les technologies agronomiques ne se diffusent que :

- si elles sont "bien au point", non seulement efficaces sur le plan technique mais accordées avec les formes d'organisation de la production (calendrier et rythmes de travail, pénibilité, compatibilité avec les activités non agricoles, adaptation à la taille et aux moyens des différents types d'exploitation, etc.).

- si elles sont "intéressantes" pour les différents acteurs engagés dans le processus de production considéré, compte tenu de leurs différents statuts.

En Algérie, cette question est souvent envisagée sous le seul aspect des prix à la production, une élévation de ceux-ci étant supposée suffisante pour stimuler, en faveur de telle ou telle production, les producteurs collectifs (par l'espoir d'une part des bénéfices de l'unité) et individuels (par l'espoir d'un profit).

En fait, la question est beaucoup plus complexe, du fait de la complexité du système de production et de prix algériens. C'est ainsi par exemple que la disponibilité d'orge à prix relativement bas peut dissuader de mener des cultures fourragères quand par ailleurs chaumes et jachères peuvent être valorisés, directement ou indirectement (location) par l'élevage, et que d'autre part le haut prix de la viande entraînant le haut prix des produits utilisés pour alimenter le bétail peut dissuader de

produire du blé, quand celui-ci peut être acheté facilement au prix subventionné à la consommation. D'innombrables "jeux" entre marché des produits contrôlés et marché "libre" peuvent ainsi fausser la logique d'un guidage par les prix à la production (sans parler de la concurrence entre revenus extra-agricoles et revenus agricoles). De plus, lorsque l'objectif n'est pas de favoriser la production de tel ou tel produit, mais l'installation d'assolements et de combinaisons productives durables, ce n'est pas seulement la marge attendue de chaque production qui est en cause, mais la compatibilité qui peut être établie entre elles, tant du point de vue de la fertilité et des affectations de l'eau disponible que du point de vue de l'utilisation du matériel, du calendrier d'emploi de la force de travail, de la possibilité de valoriser les productions les unes par les autres (échanges internes à l'exploitation) ou par les échanges locaux entre producteurs complémentaires.

Tout ceci met en cause les rapports de production et les rapports sociaux dans lequel est inséré chaque producteur, les stratégies des dirigeants des unités de production publiques et les stratégies individuelles des travailleurs de ces mêmes unités (par exemple, on sait que l'élevage individuel des travailleurs et leurs alliances – ou celles de leurs "responsables" – avec des éleveurs ont fortement joué dans le sens du maintien de la jachère dans les exploitations publiques céréalières) comme les stratégies des producteurs privés de différents types.

Entrent également en jeu le rythme et le calendrier de travail des différents groupes sociaux concernés (dirigeants, travailleurs de base, saisonniers, éleveurs extérieurs) la pénibilité, le prestige relatif des différentes activités...

La question de la fixation des prix pose celle de la satisfaction de la demande sociale en produits animaux, avec une production quantitativement suffisante et des coûts de production à l'unité de produit qui rendent accessible à tous la ration souhaitable.

Actuellement, les produits de l'aviculture sont maintenus accessibles par diverses interventions de l'Etat, et la viande rouge locale est devenue produit "de luxe" réservée aux privilégiés.

A cette montée constante des prix, plusieurs facteurs ont contribué : la spéculation en situation d'offre restreinte, mais aussi l'augmentation constante des coûts de production et de mise sur le marché (achats d'orge, locations, transports, stockage sur pied) ainsi que le coût indirect du maintien de sureffectifs les mauvaises années et le coût de non reconversion de la jachère.

Il est donc possible, en analysant les causes d'échec ou de faible réussite des modèles d'élevage intensifiés de déceler les points sur lesquels une stratégie de production animale aurait à intervenir.

On fera cette tentative, à titre de réflexion préliminaire, pour certains modèles déjà identifiés, d'autres analyses plus fines restant évidemment nécessaires.

2. 3. 2. Le modèle céréaliculture/fourrages en sec/élevage ovin

Il repose sur la substitution d'une culture de fourrages à la jachère et une combinaison – dans l'exploitation ou par échanges entre exploitations spécialisées-céréales/moutons. Il est connu depuis longtemps, sous la forme blé/vesce-avoine et a fait l'objet de larges tentatives de diffusion, notamment dans le secteur public, sans que sa progression ait été aussi rapide que souhaité.

Les informations disponibles permettent de proposer comme explication à ce fait :

1°) Le modèle n'est pas "au point" dans le détail : problèmes des dates de travaux de la "salissure" de la sole qui suit la vesce-avoine, de l'équipement en matériel...

Il est vraisemblable, d'autre part, que d'autres légumineuses ou d'autres associations fourragères devraient être essayées, région par région, en s'appuyant sur les progrès de la recherche.

2°) Dans les conditions concrètes d'organisation des exploitations et de marché, la vesce-avoine n'était pas évidemment la solution la plus intéressante. Dans le secteur public, les travailleurs, ou certains d'entr'eux, ou certains éleveurs pouvaient avoir intérêt à ne pas pratiquer une culture contrôlée par l'Etat et à conserver des jachères qui pouvaient nourrir gratuitement le bétail privé de certains travailleurs, d'éleveurs locaux ou alliés, ou être louées à des éleveurs locaux ou extérieurs. Ces pratiques ont présenté un regain d'intérêt croissant avec l'élévation du prix de la viande et ont pu être combinées avec certaines formes spéculatives de stockage ou d'embouche d'animaux venus du Sud.

Dans ces conditions, les tentatives d'intégration d'un troupeau ovin à l'exploitation collective ont pu apparaître comme créant une concurrence avec les troupeaux utilisant les jachères à titre privé. Cette situation est bien connue. Ce qu'il faut en retenir, c'est la nécessité de la mise en place de rapports clairs et équitables entre exploitation collective et travailleurs, et entre production du secteur agricole public et éleveurs privés. De nombreuses formes de contrats pouvant être préparés et essayés, en s'inspirant notamment de ceux qui ont réussi dans certains pays socialistes et/ou en calculant du point de vue de leurs effets sur la production les prix auxquels peuvent être échangés les animaux et les aliments.

Dans le secteur privé, un jeu entre prix de marché à la production et prix publics à la consommation a pu rendre profitable pour certains de cultiver leurs parcelles en fourrage ou orge destiné à la vente à prix non contrôlés, pour ensuite acheter les céréales de consommation. D'autre part, des ententes avec des éleveurs pour l'utilisation des jachères ont pu se présenter comme plus intéressantes qu'une culture de fourrage aléatoire et exigeant travail et matériel ; de même que l'orge utilisé directement pour le bétail ou vendu au prix fort (ainsi que les pailles et le droit d'usage des jachères) pouvait paraître une solution facile et "rentable" **[4]**.

Dans la plupart de ces cas, la pratique suggérée par la recherche de profit rentrait en contradiction avec l'amélioration à long terme de la fertilité des sols et de l'équilibre budgétaire de l'exploitation qui pourraient être attendues d'une combinaison agriculture/élevage. Ceci est d'autant plus important à souligner que dans le cas d'une culture simple et largement répandue comme la vesce-avoine, ce n'est pas la "compétence" des producteurs ou l'absence de vulgarisation qui peut être mise en cause mais bien plutôt le mobile de l'intérêt tel qu'il intervient dans un contexte de prix réels ne traduisant pas les objectifs retenus par les planificateurs.

3°) Il reste que la recherche sur l'ensemble des problèmes des assolements en sec demande à être poursuivie et diversifiée par petites régions.

Les tentatives d'introduction d'une version à priori intéressante du modèle, la version "australienne" blé/ médicago, semblent en effet avoir buté à la fois sur des problèmes d'organisation et sur des problèmes techniques (adaptation au climat, moyens de travail, conduite du troupeau etc.).

Il semble que la mise en oeuvre des résultats des recherches algériennes en cours sur les légumineuses locales permettrait de proposer des modèles bien à leur place dans les différentes régions ; elles devraient être complétées par des analyses précises sur les modèles de conduite des troupeaux dans les différents cas de figure d'organisation de la production et du travail.

2. 3. 3. Le modèle intensification de l'élevage pastoral

Il est également préconisé depuis longtemps et a pu être testé avec succès dans certains cas.

Il repose sur :

- le maintien, dans des conditions améliorées (transport mécanique, déplacement des seules personnes nécessaires aux soins aux animaux) du principe du déplacement des troupeaux, en fonction des ressources fourragères successivement disponibles entre différentes zones climatiques, et entre "parcelles" (rotation permettant la reconstitution végétale).
- l'ajustement de la charge animal/unité de surface utilisée de façon à assurer la pleine utilisation de la végétation spontanée, dans les limites de sa pleine capacité de reproduction, ce qui implique :
- la réduction des effectifs actuels, permettant un accroissement de la productivité par animal et la diminution des risques en cas de sécheresse.
- une programmation des agnelages et des abattages (avec abattoirs frigorifiques) pour utiliser à plein la végétation des périodes favorables et ne maintenir en période difficile que les animaux reproducteurs, et pour ne pas conserver des animaux dont le croît n'est plus proportionnel à la nourriture consommée.
- une alimentation de complément à partir de fourrages cultivés ou

d'autres ressources (chaumes etc.) sur place ou dans le nord.
 – la reconstitution artificielle du couvert végétal là où il a été immédiatement dégradé par les pratiques précédentes.

Ce modèle, qui est la rationalisation, à partir des acquis scientifiques récents, de la logique pastorale, rencontre dans sa diffusion des obstacles importants. Ceux-ci ne sont pas, dans leur majorité, techniques (encore que de nombreux ajustements restent certainement nécessaires) mais sociaux.

Le modèle est en effet fondamentalement un modèle d'organisation et de discipline collective. Celles-ci, qui étaient assurées dans les temps anciens par les groupes "tribaux", n'ont plus actuellement de support social évidemment reconnu par tous, alors que la compétition individuelle (ou de petits groupes associés) pour le profit immédiat déchaîne des comportements agressifs à l'égard du milieu et nuisibles du point de vue de l'économie d'ensemble : c'est donc vers la recherche du rétablissement d'une relation stable et responsable entre groupes sociaux d'éleveurs et espaces utilisés qu'il faut d'abord se tourner, celle-ci ne semblant pas possible, actuellement, sans une régulation étatique des marchés de la viande et des diverses ressources alimentaires utilisables par le bétail.

De ce point de vue, il est essentiel d'examiner les causes profondes du blocage de la "révolution pastorale" et de repenser ce que pourraient être les moyens d'intervention de l'Etat, en particulier grâce à l'utilisation stratégique des abattoirs frigorifiques existants et des centres d'embouche.

Il est par conséquent nécessaire d'accorder une grande importance aux recherches fines de type socio-économique (actualisation des travaux de l'ex-AADES en particulier, et quelques importants travaux universitaires) permettant de déceler les points d'action prioritaires, dans une vision globale intégrant les projets d'aménagement de la steppe et la constitution de pôles d'activité non pastorale dans ces régions.

Ceci implique également une révision des positions opposées a priori au "nomadisme", une analyse de sa rationalité et des conditions de son adaptation aux exigences actuelles d'amélioration des conditions de vie.

Les structures sociales "traditionnelles", actuellement déformées et manipulées dans la course au profit et aux avantages divers, devraient donc être étudiées de façon à déceler en quoi elles pourraient contribuer à un projet de rénovation de l'élevage steppique.

2. 3. 4. Le modèle bovin-viande de montagne humide

Il est moins connu que les deux précédents et on ne peut pas à proprement parler le désigner comme modèle.

1°) Cependant des recherches et expérimentations anciennes ou récentes sur les arbres ou arbustes fourragers et les plantes fourragères spontanées d'une part, l'intérêt de croisements entre races locales et

racés importées d'autre part, les nécessités de la lutte contre l'érosion et de la protection des forêts, des barrages et des installations nouvelles enfin, constituent des bases de travail qui pourraient être approfondies et systématisées.

2°) De nombreuses pratiques spontanées des habitants de ces régions, stimulées par les prix relatifs de la viande et des céréales (abandon des céréales et utilisation des parcelles ainsi dégagées en tant que "prairies", croisements à initiative individuelle, pacage en forêt, cultures fourragères) constituent une expérimentation en conditions normales dont il est possible d'analyser les résultats pour organiser des programmes de recherche/expérimentation qui en tiennent compte. Le principe serait :

- la reconversion en prairies permanentes améliorées et entretenues des parcelles, notamment à forte pente, où les céréales ne sont pas à leur place, ceci sur la base d'une sélection/amélioration des plantes d'origine locale, donc adaptées, avec éventuellement introduction ou réintroduction de variétés intéressantes.
- la constitution ou reconstitution, dans le cadre de la lutte anti-érosive d'un "bocage", mosaïque de prairies entourées d'arbres fourragers et pouvant être clôturées pour diminuer les exigences en travail.

De ce point de vue la synthèse des résultats des expérimentations anciennes (rénovation rurale) et des pratiques anciennes (frènes kabyles, caroube etc.) sur les arbres fourragers et leur conduite (taille) est indispensable, ainsi que le lancement de nouveaux programmes concernant les plantes ou les techniques de conduite.

- l'étude pratique des modalités de stockage (foin – ensilage simple – caroube etc.) et de logement adapté des animaux.
- l'étude pratique des modalités d'ouverture des forêts au bétail, aux périodes où le pacage n'est pas dangereux pour les arbres et en tant que prévention des incendies.
- l'organisation de la récupération des déchets de culture pouvant être consommés par le bétail et d'un marché local des aliments de complément (paille – son etc.) à conditions avantageuses pour les producteurs.

Sur ces bases un élevage bovin-viande à partir des races locales améliorées, avec amélioration progressive parallèle des ressources mobilisables pour leur alimentation est certainement possible (avec comme sous-produit du lait frais pour l'alimentation locale et du fumier pour les cultures maraîchères et arboricoles).

Les conditions sociales de la diffusion d'un tel modèle sont à étudier.

On peut signaler :

1°) la reconstitution nécessaire d'une organisation des groupes sociaux assurant la gestion de leurs terroirs, la discipline des troupeaux et la complémentarité zones de jardins/zones de vergers/zones de prairies/zones de maquis-forêts, complémentarité qui a été rompue par

le régime forestier, les interventions administratives, les compétitions entre producteurs marchands.

2°) la prise en compte, dans les variantes du modèle, du fait que dans ces régions les hommes sont en majorité engagés dans le travail salarié ou les activités non agricoles en Algérie ou à l'étranger, et que par conséquent l'élevage repose souvent sur la force de travail marginale, vieux, femmes âgées, enfants avant et après l'école (ou filles privées d'école !) et que par conséquent les tâches de surveillance et de collecte des fourrages doivent être réduites au minimum[5].

3°) l'adoption d'un point de vue global, qui considère toute amélioration de la production obtenue dans un mouvement favorable à la remontée écologique comme positif, même si un tel élevage, mené dans un cadre familial, ne peut être évalué en termes de bilan comptable par exploitation.

Il faut enfin signaler sur ce point :

1°) que des efforts de recherche-expérimentation systématique sont nécessaires, en particulier pour la reconstitution artificielle des zones irrémédiablement dégradées.

2°) que la mise à la disposition de la population de céréales de consommation à prix bas est nécessaire pour que se poursuive la reconversion amorcée spontanément vers l'élevage.

3°) que des actions d'urgence sont nécessaires pour la protection – replantation des arbres fourragers menacés par l'abandon des terres et les aménagements "urbains" destructeurs.

De ce point de vue, un effort de coordination particulier est à prévoir entre les différentes administrations concernées.

2. 3. 5. Le modèle bovin-laitier avec base de fourrages partiellement irrigués

C'est le seul modèle qui permette d'envisager la réduction de la dépendance en lait. Il ne semble pouvoir être mis en oeuvre en grand qu'après la mise en culture des nouveaux périmètres irrigués prévus.

Cela suppose :

1°) des recherches-expérimentations pour la mise au point précise (besoins en eau par périodes / courbes de travail / affectation aux différentes productions) des assolements à implanter dans ces périmètres et l'évaluation sur cette base des implantations possibles d'étables (besoins de fourrage en vert, échanges entre spéculations, évaluation de la capacité de production de grains susceptibles d'approvisionner une industrie des aliments du bétail autonome).

2°) la réévaluation critique du modèle bovin laitier, sur la base de vaches à haut potentiel génétique mais exigeantes, qui a été introduit depuis 20 ans, et dont les résultats en termes de production physique ne répondent

pas aux investissements consentis, et l'expérimentation de variantes moins ambitieuses mais plus adaptées aux conditions réelles de vie des animaux et des hommes, et susceptibles d'amélioration progressive.

– l'essai de différentes formules d'organisation d'un élevage laitier destiné à l'alimentation des villes (modalités et prix des échanges entre les différents partenaires).

- * grandes étables autonomes (achat d'aliments).
- * grandes étables intégrées à des exploitations agricoles
- * contrats entre producteurs de fourrages (grandes exploitations) et éleveurs de petite taille (achat d'aliments ou sous-traitants).
- * relation producteurs-organisations de collecte/traitement.

2. 3. 6. Les modèles spécifiques à certaines régions et qui restent à explorer tant du point de vue technique que socio-économique

- élevage chamelier viande/lait
- élevage caprin amélioré montagne – oasis
- petits élevages en batterie/familiaux
- aviculture sur déchets de restauration collective et aviculture familiale sur ressources locales.
- gibier/pisciculture etc...

Cet inventaire des modèles possibles, et des recherches-expérimentations que demanderait leur mise au point, ne peut actuellement être exhaustif ; il a cependant l'intérêt de montrer qu'une voie autonome de développement de l'élevage est ouverte et d'en repérer les étapes.

III - Les étapes d'une stratégie

3. 1. Il semble possible de parvenir, à long terme, à la situation suivante :

– les trois millions d'ha de SAU actuellement en céréales consacrés pour l'essentiel à l'alimentation humaine (blé -----> 60 millions de quintaux, donc la couverture des besoins de la population, possible. avec des assolements améliorants, orge maintenu seulement dans les conditions où il réussit mieux que le blé).

– disponibles pour production animale :

- * 12 millions de quintaux d'issues céréales + pailles de chaumes
- * steppe régénérée
- * l'essentiel des jachères actuelles cultivées en fourrages
- * résidus de culture, d'industries et urbains
- * prairies améliorées + arbres fourragers + forêts aménagées
- * gains sur nourriture animale par abattage rationnel
- * cultures fourragères irriguées sur périmètres
- * stocks locaux d'orge cultivé sur épandage les bonnes années et de diverses plantes fourragères.

Il est impossible d'affirmer, faute de résultats d'expérimentation suffisamment précis, que cela suffirait pour couvrir les besoins nutritionnels en protéines animales de tous les habitants.

Il est possible d'affirmer que la production serait nettement augmentée sans dépendance, et dans un contexte de reprise écologique-généralisée avec des produits de qualité répondant aux goûts de la population[6].

Sans doute sera-t-il nécessaire de maintenir longtemps :

- les importations de lait en poudre pour les villes (à remplacer progressivement avec "bassins laitiers" sur périmètres irrigués).
- les importations d'aliments pour l'aviculture (à remplacer progressivement par une production locale d'aliments à partir de ressources locales).

Quelles sont les conditions pour parvenir à cette situation relativement souhaitable ?

1°) une attitude critique à l'égard des propositions extérieures, permettant de sélectionner celles qui conviennent (en particulier celles qui viennent de pays proches par le climat et la situation socio-économique) et de refuser celles qui sont inductrices de la dépendance.

2°) une confiance réelle accordée aux chercheurs algériens pour leurs travaux faits ou possibles, avec les moyens dont ils ont besoin, la reconnaissance des savoirs et savoirs faire ruraux et de l'intérêt du patrimoine génétique des plantes et des animaux locaux.

3°) une conception globale du développement agricole à partir des assolements, des complémentarités et des échanges internes aux exploitations entre zones et entre secteurs, et entre villes et campagnes.

4°) une mobilisation et un travail en complémentarité des chercheurs dispersés dans des organismes divers (Université - Centres et Unités de recherche, INA, INRA, Instituts, Commissariats, projets etc.) et des praticiens de tous niveaux.

5°) une analyse systématique et critique des résultats de toutes les tentatives, publiques et privées, déjà faites et l'adoption des conclusions de cet examen.

6°) des expérimentations multiples en conditions normales incluant les paramètres socio-économiques.

7°) la régulation du marché de la viande et des produits pouvant intervenir dans l'alimentation animale.

Mais pour parvenir à l'état visé d'intégration et de complémentarité entre agriculture et élevage et entre espaces hors SAU, des étapes sont nécessaires, les interventions devant être mûrement préparées et certaines des recherches nécessaires demandant un temps long, de

même que les processus de formation, d'organisation et d'autonomisation des groupes sociaux sur leurs terroirs.

3. 2. A moyen terme, les objectifs à atteindre seraient donc :

1°) de disposer d'un appareil de recherche cohérent, actif, disposant de moyens, bien informé des progrès de la science mondiale et diversifié par petites régions, capable d'assurer :

- l'expérimentation, en voie grandeur et pour les différentes formes d'organisation de la production, des modèles dégagés à partir des connaissances déjà disponibles.
- la recherche fondamentale sur le patrimoine génétique des plantes et des animaux locaux.
- les essais d'introduction de résultats obtenus ailleurs.
- les essais technologiques sur les aliments.

2°) de disposer d'un appareil de multiplication – diffusion – vulgarisation des résultats déjà acquis.

- production de semences fourragères
- pépinières d'arbres fourragers
- géniteurs pour les croisements/la diffusion des races locales adoptées.

3°) de disposer d'une capacité effective de régulation du marché de la viande, par achat direct aux producteurs à des prix intéressants pour eux, au montant optimum, grâce au réseau d'abattoirs-frigorifiques organisé pour soutenir la production.

4°) de disposer de modèles d'organisation des producteurs terroir par terroir et de différentes formes de complémentarité contractuelle :

- agriculture publique/élevage public
- agriculture publique/élevage privé
- agriculture privée/élevage public
- naisseurs privés/finisseurs publics
- naisseurs publics/finisseurs privés
- échanges entre producteurs privés

et entre producteurs et organismes d'amont ou d'aval.

5°) d'un projet d'aménagement du territoire (de la steppe et du sahara surtout) qui articule projet agro-pastoral et projet urbano-industriel

6°) d'une étude prospective permettant de prévoir la capacité de production animale à long terme et donc les étapes de diminution des importations.

3. 3. Pour parvenir à cet état à moyen terme il faut prévoir à court terme un ensemble de mesures qui :

– même si elles ne peuvent pas redresser la tendance d'un seul coup ne

soient pas en contradiction avec les objectifs recherchés à moyen

terme.

- préparent la mise en place des mesures et moyens nécessaires à moyen terme.
- répondent à la crise actuelle.

En première approche, les points suivants pourraient être avancés :

1°) maintien de l'appareil de production actuel d'aviculture "moderne", sans extension, avec amélioration de sa productivité et substitution partielle de produits locaux aux composants actuellement importés.

Encouragement d'une aviculture familiale valorisant divers résidus.

2°) maintien des importations de viande en tant que moyen d'intervention sur le marché de la viande et pour le maintien de la ration de protéines animales des ménages à faible revenu. Mise au point du réseau de collecte et stockage frigorifique (problèmes de prix et de gestion visant non la rentabilité des unités ou les prix à la consommation mais la régulation des effectifs en fonction des ressources disponibles). Arrêt d'importation des vaches laitières à haut rendement potentiel, sauf pour expérimentation, et maintien des achats de lait en poudre. Essais d'importation de viande en provenance des pays du Sud du Sahara.

3°) étude critique, synthèse, diffusion de tous les résultats de recherche ou d'expériences concernant le fourrage et l'élevage. Confrontation avec les résultats des pays proches ; sur cette base, lancement avec tous les moyens nécessaires de grands programmes de recherche-expérimentation coordonnés.

– expérimentations en conditions normales et diversifiées par régions des résultats considérés comme intéressants. Intégration des aspects socio-économiques dans ces expérimentations.

– lancement de recherches nouvelles, à caractère plus fondamental et à long terme, sur les variétés et les races locales. Mise en place des laboratoires, banques de gènes, stations etc.. Sélection et formation des chercheurs.

4°) entretien et replantation de tous arbres et arbustes à intérêt fourrager. Évaluation de leur production actuelle et potentielle. Sanctions pour les destructions d'arbres fourragers. Vulgarisation.

5°) formation et reprise de formation sur les problèmes d'alimentation animale, tous niveaux. Vulgarisation – Adaptation des services amont – Association des producteurs aux essais sur les assolements, les modes de conduite du bétail etc...

6°) mise au point et essai de contrats diversifiés entre producteurs de fourrages et éleveurs, voisins ou à distance.

7°) étude des modalités d'articulation entre production agricole et industries alimentaires (traitant des produits locaux ou importés). Etude des critères d'efficacité de ces industries privilégiant le service à la production par rapport à la rentabilité évaluée sans tenir compte du coût

en devises. Intégration de l'intérêt agricole des résidus (tourteaux etc.) dans les stratégies des entreprises alimentaires (huile - sucre).

8°) élaboration de procédures d'arbitrage entre les intérêts des différents producteurs concernés par le développement de l'élevage, organisation des producteurs pour l'expression de leurs besoins.

3. 4. Conclusion :

Une réflexion préalable a permis d'ordonner les objectifs en étapes se commandant l'une l'autre, donc d'esquisser une stratégie. Cette esquisse n'est qu'indicative, une véritable stratégie ne pouvant être définie qu'avec la participation des spécialistes et des intéressés. Elle peut décevoir, en ce qu'elle ne promet pas de miracle et ne propose pas de solutions magiques aux difficultés actuelles.

Mais dans la mesure où elle fait appel à la combinaison sur un objectif clair des ressources du milieu, des savoirs ruraux et des connaissances des chercheurs algériens, elle peut servir à montrer la complexité des voies qui peuvent amener à la constitution d'un projet social mobilisateur.

C'est en ce sens que l'exemple du problème de la production animale était utile pour dégager les étapes d'une démarche qui pourrait être reprise pour les autres problèmes de la relation agriculture/alimentation/dépendance nationales.

Notes

[*] Professeur à l'Institut des Sciences Sociales d'Alger.
Chercheur-Associé au CREAD.

[1] Voir en particulier MARA-DEP "Rapport sur la situation alimentaire en Algérie", avril 1977 (avec la participation de M. Autret).

[2] Salhi M. "Evolution récente de la mortalité en Algérie (1965-1981)", Statistique, 5, 1984, p. 15-53.

[3] D'après les résultats des enquêtes sur les rendements
- DG EP - MAP.

[4] 1000 DA l'ha, prix cité pour la location de jachère, c'est un revenu net équivalent à 5 q. de blé, sans frais, sans travail et sans risque.

[5] On peut remarquer qu'un tel modèle serait en harmonie avec le rôle de zone de repos que ces régions seront vraisemblablement amenées à assumer.

[6] Ce qui peut être considéré comme un facteur non négligeable de revalorisation des campagnes dans

l'imaginaire collectif.

Quelques travaux sur les questions agro-alimentaires (1980-86)

1- ALGERIE

AIT AMARA H. : La notion de dépendance et la vulnérabilité des pays du Maghreb - Débats et critiques - n° 7, 1983.

BENCHARIF H. : Évaluation de la politique alimentaire et nutritionnelle en Algérie : Thèse de Doctorat de 3e cycle de sciences économiques - Université de Montpellier - 1981.

BENGHEZAL A. : Quelques réflexions sur la dépendance alimentaire en Algérie - Débats et critiques - n° 9, 1984.

BENHASSINE M. L. ET BOUKRA L. : Autosuffisance alimentaire ou développement des forces productives nationales en Afrique.
R.A.S.J.E.P., XXIII - 1, Mars 1986, p. 7 - 31.

BENMAZA E. : Indépendance alimentaire dans la stratégie du développement algérien : les céréales.
Thèse de 3e cycle de sciences économiques - Université de Montpellier, 1980.

BOURENANE N. : "Développement agricole et indépendance alimentaire".
In : Revue "Afrique Développement" Vol. VIII, n° 3, 1983.

CHAULET C. : La terre, les frères et l'argent. Thèse de Doctorat d'Etat es lettres et sciences humaines - Université Paris V, 1984.

C.R.E.A.-ILES : L'évolution de la consommation alimentaire en Afrique : le cas de l'Algérie.
Compte-rendu du séminaire d'Alger (CREA) 6-8 Juin 1981, 421 p.

DE PERTHUS C. : Les mécanismes de la dépendance alimentaire en Algérie.
Champs du Monde n° 16, 1983.

HEDDOUCHE B. : Dépendance technologique et dépendance alimentaire en Algérie : une contribution à l'étude de la filière : sucre de betterave.
Thèse de Magister en sciences agronomiques. Institut National Agronomique d'Alger (El-Harrach), 1986.

IGHEMATA. : L'inadéquation "population/alimentation" dans le monde.
R.A.S.J.E.P., XXIII-1, Mars 1986, p. 69 - 89.

KACI M. : Le développement des industries alimentaires et ses effets sur la filière alimentaire en Algérie. Thèse de 3e cycle de sciences économiques - Université de Montpellier 1982.

KOUIDER - AISSA R. : Etude économétrique des dépenses alimentaires des ménages algériens à partir de l'enquête budgétaire de 1979-1980.

Mémoire de Magister, INPS, 1985, 310 p. + bibliographie.

REVUE DU CENEAP. : Numéro spécial "Politiques alimentaires et agricoles de l'Algérie". (Articles de H. AIT AMARA, A.BENCHARIF, O. BESSAOUD). n° 3, Sept. 1985, 166 p.

SAHLI Z. : Marginalisation et processus de développement des zones rurales de piémonts et de montagnes.

Application au cas du Moyen Chelif (Algérie).

Thèse 3e cycle en économie, Montpellier I, 1983.

SARI D. : La dépendance alimentaire en Algérie. Géographie et développement n° 3, Vol. 2, Tunis 1981.

SELLAMI A. : Etude sur les produits agro-alimentaires d'importation, INEAP - Alger. I : Rapport général introductif 1983.

TOUNSI M. : L'industrie céréalière dans la stratégie agro-alimentaire en Algérie. Thèse de Doctorat de 3e cycle de sciences économiques - Université de Grenoble, 1982.

2 – PAYS ARABES ET MÉDITERRANÉENS

ALLAYA M., LABONNE M., PAPAYANNAKIS M. ET ABDEL-HAKIM T. La sécurité alimentaire dans les pays arabes.

IAM, Montpellier, février 1986, 134 p.

CHAABANE K. : Transformation du complexe agro-alimentaire et évolution de la consommation dans les grandes villes en Tunisie.

I.A.M., Montpellier, 1985.

C.R.E.A. - F.A.O. - C.I.H.E.A.M. : Les modèles de consommation et les politiques alimentaires dans les pays du Maghreb.

Séminaire international, Alger, 17-19 Décembre 1984. Communications et compte-rendu des débats, 401 p.

EL-AYACHI A. : Dépendance et extraversion alimentaires du Maroc.

INSEA - Rabat - 1983.

F.A.O. - C.I.H.E.A.M. - I.A.M. MONTPELLIER : Les consommations et les politiques alimentaires au Maghreb.

Séminaire international, Rome, 17-19 Juin 1986. Communications et compte-rendu des débats, 241 p.

HUBERT A. : Le pain et l'olive. Aspects de l'alimentation en Tunisie.

Lyon, CNRS, 1984, 152 p. + bibliographie.

MAGHREB-MACHREK : Déficit alimentaire et développement Maghreb-Machrek, N° 91, Janv.-Mars 1981.

PAPAYANNAKIS M., BENCHARIF A., ALLAYA M. ET ALLAYA MC. Le développement agro-alimentaire des pays arabes et leur rapport avec l'Europe.

Colloque "Coopération euro-arabe" CERMAC, Louvain la neuve, Belgique, 1982.

SALHI M. M. : Développement et alimentation dans le Monde Arabe. Université de Paris I - 1984.

SIDMOU M. : De la spécialisation agricole à la dépendance alimentaire : cas du Maroc. Thèse de Doctorat de 3e cycle de sciences économiques - Université de Montpellier, 1983.

3 – OUVRAGES GÉNÉRAUX

ALLAYA M. ET ALII. "Alimentation et agriculture en Méditerranée : autosuffisance ou dépendance ?". Paris Ed. PUBLISUD, 1984.

AL TERSIAL - CERED - MSA : Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne. Paris, l'Harmattan, 1985.

OUVRAGE COLLECTIF : "Asie - Afrique : greniers vides, greniers pleins".
Collection économie agricole et agro-alimentaire. Economica 1986.

AUBERT C. : Onze questions clés sur l'agriculture, l'alimentation, la santé, le Tiers-Monde.
Terre vivante - Paris, 1983.

BALE M. D. : Agricultural trade and food policy : the experience of five developing countries - Banque Mondiale, Washington, 1985.

BARCELO R., MARTNER R., RIVAS-ESPEJO M. : Le système alimentaire mexicain à la lumière de la crise agricole de l'Amérique Latine.
Etudes Rurales, n° 95 - 96, Juillet-Décembre 1984, p. 331 - 337.

BEDJAOUI M. : Les ressources alimentaires essentielles en tant que "patrimoine commun de l'humanité".
Revue Algérienne des Relations Internationales, 1 - 1e trimestre 1986, p. 15 - 35.

BERTRAND J. P., LAURENT C., LECLERCQ V. : "Le monde du soja".
Paris, la Découverte, 1984.

BOURRINET J. & FLORY M. (Sous la direction de) : L'aide alimentaire.
Economica, 1982.

CAMARA B. : "Etude des firmes transnationales et l'alimentation de base au Sénégal (les oléagineux, le sucre et les céréales).
Dakar, Groupe de recherche sur l'agrobusiness en Afrique - Avril 1982.

CAMPAGNE P. : Problématique générale du système alimentaire. Communication au séminaire national sur "les politiques alimentaires et nutritionnelles "organisé par le Ministère de l'Agriculture du Burundi et la FAO - Décembre 1982.

COMBRIS P. ET NEFUSSI M. : Le concept d'agro-alimentaire : intérêt et limites.
Economie Rurale, 160, Mars-Avril 1984, p. 22 - 27.

DOREL G. : Agriculture et grandes entreprises aux Etats-Unis. Paris, Economica, 1985, 584 p.

ETEMAD B. : Bilan céréalier du Tiers-Monde. Tiers-Monde, XXV - 98, Avril 1984, p. 387 - 408.

ECONOMIES & SOCIÉTÉS : Politiques et stratégies alimentaires. Série A.G., 18, 1985, 284 p.

EGECOM (CIHEAM - INRA) : Indicateurs pour l'étude de l'évolution des échanges de grains en Méditerranée : le cas du blé.

IAM - LEI, 6 fasc., 1985.

ERARD P. & MOUNIER F. : "Les marchés de la faim : l'aide alimentaire en question". Paris, la Découverte - 1984.

ETUDES RURALES : Numéro spécial, "Economies des vivres, transformations contemporaines des systèmes vivriers".

N° 99 - 100, Juil.-Déc. 1985, 407 p. Voir en particulier J. EGG, F. LERIN, L. TUBIANA : "Rente pétrolière et crise agricole", p. 231 - 264.

LABONNE M. : Eléments méthodologiques pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques alimentaires.

INRA - Montpellier, 1985.

LABONNE M. : Sur la question alimentaire en Afrique. Montpellier, INRA - ESR, 1984, 86 p.

LERIN F. : Environnement international, stratégies alimentaires et paysannes. Table ronde sur les stratégies alimentaires en Afrique ; Réseau "Stratégies alimentaires/Stratégies paysannes", 1983.

EUROPE OUTRE MER : "Le développement de l'industrie agro-alimentaire africaine". Numéro spécial n° 671 - 672, Décembre 1985 - Janvier 1986.

GREEN R. & LAURENT C. : "Bunge and Born".

PUBLISUD - 1985.

HAUBERT R. & ALII : "Politiques alimentaires et structures sociales en Afrique Noire".

Paris, I.E.D.E.S. coll. Tiers-Monde 1985.

MALASSIS L. : Economie agro-alimentaire.

Tome I : Economie de la consommation et la production agro-alimentaire, Cujas, 1979.

MALASSIS L. & PADILLA M. Economie agro-alimentaire.

Tome III : l'économie mondiale Cujas 1986.

MALASSIS L. & PADILLA M. :

- Modèles de consommation alimentaire. Essai de typologie : IAM 1978.

- Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnels, ENSAM, IAM, 1982.

- La base alimentaire mondiale, ENSAM, IAM - 1983.

MARLOIE M. : Problèmes de stratégies alimentaires et analyse des flux d'exportation des céréales européennes. IAM - LEI (EGECOM), 1985.

MURDOCH W. : La faim dans le monde. Surpopulation et sous-alimentation. Paris, Dunod, 1985, 422 p.

O.U.A./I.I.E.S. : "Autosuffisance alimentaire, autonomie technologique et progrès social en Afrique". Guide de Recherche, 1984.

PADILLA M., GHERSI G., ALLAYA M.C. & ALLAYA M. : Les cents premiers groupes agro-industriels mondiaux. IAM, été 1983.

PADILLA M. : Distribution et tendances de la consommation alimentaire. IAM, 1985.

PREMIER SÉMINAIRE PRÉPARATOIRE AU VIIIE CONGRÈS MONDIAL DE SOCIOLOGIE RURALE : Utilisation de la terre et formes d'alimentation. Bologne, 12 - 15 Décembre 1986.

REVUE AMÉRIQUE LATINE : Quelles stratégies alimentaires ? N° 19, Juillet - Septembre 1984.

REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES : Systèmes alimentaires. Technologie moderne, transnationalisation, situations régionales et nationales. R.I.S.S., 105, 1985.

ROGER C. : Méthodologie d'analyse des politiques agricoles et alimentaires : une première approche. IAM - LEI (EGECOM) Déc. 1984.

URI R. & FABRE R. : Aider le Tiers-Monde à se nourrir lui-même. Paris, Economica, 1981.

VERGOPOULOS K. : La transnationalisation des aliments. Afrique et Développement (Codesria), IX- 1, 1984 p. 99 - 111.

PEHAUT Y. : "Les oléagineux dans le monde"
- Coll. "Bibliothèque des matières premières",
- Ed. Economica 1986.

THE NEW FOOD CHALLENGE : Economie Impact, 1986, 1.